

In pur et dur

14-18/le Monde des livres

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15421 - 7 F

VENDREDI 26 AOÛT 1994

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Le Cambodge vers l'abîme

C'EST le 30 août que doit expirer l'ultimatum lancé par les Khmers rouges à propos des trois otages occidentaux, enlevés fin juillet : les « villageois patriotes » qui retiennent un français, un anglais et un australien cesseront à cette date de se considérer comme « responsables » de leur sort. Ce n'est là que l'un des faits témoignant d'une dégradation de la situation au Cambodge.

Moins d'un an après que les « casques bleus » eurent quitté ce malheureux pays, il donne en effet tous les signes d'un nouveau glissement vers l'abîme. Au sommet de l'État, tout d'abord, rien n'est assuré. Le roi Sihanouk, qui est âgé de soixante-deux ans, passe désormais son temps loin de sa patrie, en Chine, où il est soigné pour un cancer. Il a d'ailleurs dit récemment qu'il fallait s'attendre à sa mort dans un délai peu éloigné. Or, en dépit de ses faiblesses et palliatives, cet homme demeure l'unique symbole et garant de l'intégrité nationale.

Le gouvernement de Phnom-Penh, lui, est très désuni. Le prince Ranariddh, « premier ministre » doit, en fait, accorder la plus grande attention aux desiderata du « deuxième premier ministre » car le Parti du peuple (PPC), né de la volonté vietnamienne et dont Hun Sen est le leader, tient la clé de la succession dynastique.

Peu de ministres, par ailleurs, ont les compétences requises pour exercer leur emploi. L'administration, noyée par le PPC, est aussi pléthorique que corrompue. L'armée, où les généraux sont pléthores, vit en partie de rapines. Ainsi l'insécurité est-elle partout. Dans la capitale, l'euphorie économique qu'avait engendrée, un an et demi durant, la présence de dizaines de milliers de fonctionnaires internationaux bien payés a cessé. L'inflation, et quelques villas pour riches, sont les ultimes souvenirs de la période. Il est peu surprenant, dans un tel contexte, que les Khmers rouges reviennent sur le devant de la scène.

On les donnait pourtant volontiers pour finis après les élections du printemps 1993, où la population avait exprimé en masse en faveur de la démocratie, seule voie vers la paix. En outre, des défections affaiblissent leurs rangs. Et surtout, leurs alliés asiatiques, notamment la Chine, et surtout la Thaïlande, devaient bien prendre en compte la nouvelle légitimité installée à Phnom-Penh par un scrutin organisé par l'ONU.

L'échec de deux assauts menés par les gouvernements, au début de cette année, contre les sanctuaires Khmers rouges de l'ouest est pourtant venu démontrer que la force militaire des rebelles ne pouvait toujours pas être dédaignée. Mais c'est surtout l'incapacité du « nouveau Cambodge » à se prendre en main qui peut faire lit des hommes de Pol Pot. Leurs récentes mises hors la loi par l'assemblée nationale n'est certes pas une réponse satisfaisante. La communauté internationale devra-t-elle, dès lors, intervenir de nouveau ?

Tandis que Washington maintient une ligne dure

Fidel Castro n'empêchera pas l'exode des Cubains

Dans une longue intervention radiotélévisée, diffusée mercredi soir 24 août, le président cubain, Fidel Castro, a laissé entendre qu'il refusait d'empêcher les départs massifs de « boat people » vers les États-Unis, tout en invitant Washington à ouvrir des négociations, sur ce sujet notamment. De leur côté, les États-Unis, qui ont décidé de doubler dans les prochains jours la capacité d'accueil de leur base de Guantanamo, ont estimé qu'ils n'avaient « rien à gagner » à dialoguer avec La Havane.



Bien qu'ils ne peuvent plus nourrir l'espoir d'être accueillis aux États-Unis, les candidats cubains à l'exil ont continué ces derniers jours à prendre la mer de plus en plus nombreux. Plus de 4.200 d'entre eux ont été interceptés, mardi 23 et mercredi 24 août, par la garde côtière américaine, qui les a aussitôt conduits vers la base américaine de Guantanamo, au sud-est de Cuba. Les États-Unis ont décidé de doubler la capacité d'accueil de cette base, en attendant que les pays de la

région sollicités acceptent éventuellement d'héberger une partie des réfugiés. La nouvelle politique de l'administration Clinton à l'égard de Cuba a été qualifiée de « réponse absurde » aux problèmes économiques de l'île caribéenne par Fidel Castro, qui est intervenu pour la première fois à la radio et à la télévision depuis le début de l'exode. Ses appels au dialogue lancés à l'adresse de Washington ont été, jusqu'à présent, rejetés.

Lire nos informations page 3

(Publicité)

LIBÉRATION DE PARIS
50th ANNIVERSAIRE
LE SALUT

Face à l'offensive lancée par Compaq

IBM casse les prix de ses micro-ordinateurs

IBM a annoncé, mercredi 24 août, une baisse allant jusqu'à 27 % du prix de ses micro-ordinateurs aux États-Unis. Le géant américain, dont les ventes ont chuté, suit la politique décidée une semaine auparavant par le fabricant texan Compaq, numéro un mondial. La guerre des prix est relancée dans ce secteur à la veille de l'arrivée d'une nouvelle génération plus puissante de machines. Les restructurations devraient s'accroître dans cette industrie.

IBM a annoncé, mercredi 24 août, une baisse allant jusqu'à 27 % du prix de ses micro-ordinateurs aux États-Unis. Le géant américain, dont les ventes ont chuté, suit la politique décidée une semaine auparavant par le fabricant texan Compaq, numéro un mondial. La guerre des prix est relancée dans ce secteur à la veille de l'arrivée d'une nouvelle génération plus puissante de machines. Les restructurations devraient s'accroître dans cette industrie.

Des circuits de distribution plus courts (vente directe), moins spécialisés (passage par la grande distribution). Un produit qui se banalise à l'extrême, devenu courant dans les entreprises et dont l'introduction dans les foyers ne soulève désormais pas plus d'émotion qu'un nouvel appareil téléphonique.

CAROLINE MONNOT
Lire la suite page 18

Digital Equipment se retire d'Olivetti

Engagé dans une importante restructuration de ses activités, Digital Equipment Corporation (DEC) a décidé de céder, par le biais de la Bourse, la participation de 7,8 % que le constructeur américain détenait dans le groupe Olivetti de Carlo de Benedetti. DEC, qui a perdu l'équivalent de 12 milliards de francs au cours de l'exercice 1993-1994 et qui envisage de supprimer 20.000 emplois, va subir une importante moins-value. Intervenu deux ans seulement après l'alliance conclue entre les deux groupes, ce désinvestissement illustre les limites des rapprochements purement financiers dans le secteur de l'informatique.

page 18

La vie sans base-ball

En raison d'un désaccord financier entre les joueurs en grève et les propriétaires de clubs, les Américains sont privés de leur sport estival préféré

WASHINGTON

de notre correspondant

Il y a ceux qui se consolent avec les matches de deuxième division, ou de la catégorie juniors. Il y a ceux qui expriment leur peine au travers d'ardents poèmes, publiés dans le courrier des lecteurs des grands journaux. Il y a ceux qui compensent avec leur ordinateur, grâce à une petite entreprise informatique de Chicago qui a développé un logiciel de simulation de matches de base-ball, avec joueurs blessés ou pénalisés, et résultats publiés par les journaux du coin. Il y a ceux qui en perdent leurs esprits l'espace d'un instant, comme cet élu démocrate du Montana, Pat Williams, qui, en pleine discussion du projet de loi sur la criminalité à la Chambre des représentants, a pris la parole pour supplier : « Joueurs de base-ball, propriétaires de clubs : Jouez ! ».

Depuis le 12 août, l'Amérique vit sans base-ball. Sans l'élite du base-ball s'entend, car lorsque la moitié des Américains se disent fans de ce sport, c'est essentiellement de celui-là qu'il s'agit : le base-ball de la Major League. Ils n'en sont pas encore à se rabattre sur le base-ball féminin, comme la pénurie de joueurs les y avait

réduits pendant la deuxième guerre mondiale, mais soucieusement déjà apparus dans les pages sportives des articles sur les équipes féminines... La situation est critique. Les joueurs professionnels de la Major League sont en grève, en pleine saison, comme en 1981, où la grève avait duré cinquante jours. Le magazine *Sports Illustrated* a beau faire comme si de rien n'était, en publiant un immense reportage imaginaire sur la fabuleuse saison de base-ball à laquelle ont enfin droit les millions de fans après la providentielle intervention du président Clinton, il n'empêche : les stades sont désespérément fermés.

A part le cricket, dont il est dérivé, il est pourtant difficile aux non-initiés de trouver jeu aussi ennuyeux que le base-ball. « passe-temps national » des Américains. Ce sport « dérivé », mais tout en finesse, comme le définit diplomatiquement le Guide bleu (1), « mental à 90 % et physique pour l'autre moitié », selon Yogi Berra, grand joueur des années 50, ne se joue jamais en moins de trois heures. Pourtant, depuis plus d'un siècle, il passionne des générations d'Américains qui y ont un attachement quasi émotionnel. Aujourd'hui encore, les gamins s'arrachent les « cartes » des joueurs, qu'ils se négocient comme de précieux trésors, et dont les collections se

transmettent de pères en fils. Et quand George Mitchell, le chef de la majorité démocrate au Sénat, fin politique et l'un des tacticiens les plus précoces du président Clinton, annonce qu'il ne briguera pas, cette année, de nouveau mandat de sénateur, il ne peut imaginer comme fonctions plus brillantes que celles de juge à la Cour suprême ou... de président de la Fédération de base-ball (Baseball Commissioner).

En cet été 1994, donc, les supporters sont orphelins, parce que joueurs et propriétaires des clubs s'affrontent sur une question de gros sous. Affirmant que les temps sont durs, les propriétaires veulent imposer une limite aux salaires des joueurs, en fixant à 50 % des recettes des clubs le plafond de la masse salariale des joueurs - système qui existe déjà dans le football américain. Les joueurs de base-ball, eux, veulent conserver la liberté de négocier. Personne n'a beaucoup de sympathie pour les propriétaires : les clubs de la Major League bénéficient de privilèges exorbitants (ils sont par exemple exemptés de la loi antitrust) et les estimations de leurs difficultés financières sont, selon les experts, largement exagérées.

SYLVIE KAUFMANN

Lire la suite page 18

(1) Hachette.

M 0147-0826-7.00 F



A. L'ÉTRANGER : Allemagne, 3 DM ; Autriche, 9 F ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 36 DKK ; Espagne, 200 PTA ; France, 7 F ; Grèce, 300 DR ; Irlande, 1,30 £ ; Italie, 1,20 US\$; Luxembourg, 45 FL ; Maroc, 8 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 PTE ; Royaume-Uni, 9 F ; Suède, 550 F SWE ; Suisse, 2 FS ; Tunisie, 850 m ; USA, 2,40 \$.

nmémorer



Fait religieux
et fait patriotique
sont complémentaires
pour supporter
le souvenir de la guerre

INTERNATIONAL

CUBA

Fidel Castro refuse de stopper l'exode des « boat people » et invite les Etats-Unis au dialogue

Au cours d'une intervention radiotélévisée de plus de deux heures, le président cubain, Fidel Castro, a implicitement indiqué, mercredi 24 août, qu'il ne ferait rien pour empêcher l'exode massif de « boat people » cubains vers les Etats-Unis, mais il s'est déclaré prêt à discuter avec Washington pour trouver des « solutions sérieuses » aux différends entre les deux pays.

Fidel Castro a révélé qu'une série d'instructions données récemment aux gardes-frontières cubains stipulaient qu'ils devaient notamment « assouplir au maximum » leurs activités concernant les « sorties illégales » du pays. Ces instructions en 10 points, a-t-il dit, datent du 12 août. La garde côtière cubaine a été priée d'« exhorter » les « balseros » qui partent par milliers depuis une semaine « à revenir », et de les aider à le faire en cas de problèmes, mais de « ne pas les arrêter », « de ne pas utiliser la force » et de « leur donner de l'eau et des aliments si nécessaire ».

Ces instructions portent également sur les bateaux qui viendraient chercher des réfugiés de l'extérieur.

Il ne sont plus considérés comme « hostiles ». Les gardes-côtes doivent les traiter « avec amabilité » et les « exhorter à repartir vite », sans tenter de les intercepter.

Tout en rendant les Etats-Unis responsables de cette situation, le chef de l'Etat cubain a souligné qu'il était « disposé à travailler sur des bases réelles et justes » avec Washington. M. Castro a souligné à plusieurs reprises que l'exode massif avait une cause « fondamentale » économique dont les Etats-Unis portent l'entière responsabilité avec leur « blocus » (l'embargo commercial en vigueur depuis 1960) qui vise « à éliminer la révolution ».

Il a estimé que les dernières mesures prises par le président américain, modifiant la politique migratoire envers les Cubains et interdisant les transferts d'argent aux familles, « détruisent un travail de plusieurs années » afin d'harmoniser les relations entre les exilés et leur patrie d'origine. Il a encore indiqué que Cuba était prêt à discuter des questions migratoires comme l'avait suggéré, lundi dernier, le département d'Etat. (AFP)

Washington va augmenter la capacité d'accueil de la base de Guantanamo pour les réfugiés

La secrétaire américaine à la défense, William Perry, a annoncé que la capacité d'accueil de la base américaine de Guantanamo (sud-est de l'île de Cuba) pour les réfugiés allait plus que doubler d'ici la fin de la semaine, pour faire face à un flux de boat people toujours croissant. Plus de 3 000 « balseros » ont été recueillis, mardi 23 août, par la garde côtière américaine, et plus de 1 000 mercredi, selon un décompte encore incomplet. La ligne dure choisie par l'administration Clinton vis-à-vis de Cuba fait l'objet de nombreuses critiques.

WASHINGTON

de notre correspondant

Il a bien fallu se rendre à l'évidence : près d'une semaine après l'annonce du changement de politique des Etats-Unis à l'égard des réfugiés cubains, le message n'est toujours pas passé. Non seulement la perspective d'échouer sous une tente militaire à la base navale

américaine de Guantanamo – au lieu d'être accueillis en Floride – ne les dissuade pas de partir, mais ils ont même été, ces derniers jours, de plus en plus nombreux à prendre la mer : les garde-côtes américains ont repêché en cinq jours quelque 9 000 boat people – un bien grand mot, quand on voit leurs radeaux de misère –, indiquaient, mercredi 24 août, les responsables américains.

Hypothétiques « zones de sécurité »

Au département d'Etat, on caresse l'espoir que, comme pour les Haïtiens au début de l'été, un laps de temps d'une semaine soit nécessaire pour que l'annonce produise son effet. Mais au rythme actuel, les installations de la base de Guantanamo, prévues pour accueillir 10 000 Cubains, seront saturées d'ici deux jours.

« Nous avons affaire à un flot de boat people », a reconnu, mercredi, le secrétaire à la défense, William Perry, avant d'annoncer que des mesures avaient été prises pour augmenter la capacité

d'accueil de Guantanamo. Cette base, qui abrite déjà depuis près de deux mois 15 000 Haïtiens, pourra accueillir à la fin de la semaine un total de 30 000 réfugiés, capacité qui sera portée à 40 000 une semaine plus tard. Selon le département de la défense, le chiffre de 60 000 – une vraie ville – est même envisagé. Des troupes supplémentaires vont donc être expédiées à Guantanamo, tandis que le personnel civil en est évacué, afin d'alléger la pression sur les équipements de la base (désalinisation, électricité, etc.). En temps normal, environ 2 500 militaires, 600 civils du Pentagone et 2 000 membres de leurs familles vivent sur la base de Guantanamo Bay.

Pendant combien de temps cette base militaire va-t-elle être transformée en gigantesque camp de détention pour réfugiés illégaux ? « Nous nous apprêtons à maintenir cette base indéfiniment, jusqu'à ce que les réfugiés puissent être rapatriés à Cuba », a répondu M. Perry. Le régime des réfugiés cubains est donc bien désormais aligné sur celui des Haïtiens, qui attendent à Guantanamo d'hypothétiques « zones de sécurité », financées par les Etats-Unis et installées dans d'autres pays des Caraïbes qui, pour l'instant, se font plutôt rares. Le chef du Pentagone a émis de dire si cela signifiait, effectivement, que les réfugiés cubains resteraient détenus à Guantanamo jusqu'au départ de Fidel Castro... Pour l'heure, le message à faire passer impérativement est : « Ne partez pas, vous n'avez aucune chance de vous retrouver aux Etats-Unis ».

à adopter face au régime castriste, les partisans de la négociation font pourtant de plus en plus entendre leur voix, soulignant notamment la contradiction qu'il y a entre la volonté d'arrêter l'exode et les nouvelles restrictions économiques qui, en rendant la vie des Cubains plus difficile encore, les pousseront à partir.

Un « poids lourd » démocrate, le sénateur Patrick Moynihan, a fait ouvertement connaître son opposition à la ligne Clinton. « En voulant punir Castro, Clinton finit par punir les Cubains », écrit-il de son côté, mercredi, le New York Times : il « appartient pas à Washington de leur dire : « vous en avez assez jusqu'à ce que vous vous révoltiez. Au lieu de se préparer à une confrontation sévère, Washington devrait dire clairement ce que Cuba pourrait gagner sous ce régime ou un autre, en adhérant à la démocratie et en respectant les droits de l'homme ».

« Si l'on négocie avec la Corée du Nord, si l'on accorde la clause de la nation la plus favorisée à la Chine, pourquoi rester intraitable avec Cuba ? », demandent encore les partisans du dialogue. Un ex-haut responsable du département d'Etat, Bernard Aronson, qui fut chargé des affaires inter-américaines de 1989 à 1993, a lui aussi plaidé pour la négociation dans les colonnes du Washington Post, en proposant de mettre dans la balance le retrait américain de Guantanamo et l'assouplissement de l'embargo.

Toute la question, bien sûr, est de savoir s'il s'agit d'une poussée de fièvre ponctuelle, du type de l'embarquement massif de Mariel en 1980, ou d'un phénomène plus profond qui marque le début de la fin, comparable à la fuite des Allemands de l'Est en 1989 ou à celle des Albanais en 1991. Or Cuba est un cas à part, très différent de ce qu'était l'Europe de l'Est en 1989. Fidel Castro, juge-t-on dans les milieux officiels, semble toujours avoir la situation bien en main ; il n'a pas à affronter d'opposition organisée. Pour l'heure, cette tension profite au moins au général Raúl Castro, le commandant en chef de l'armée haïtienne qui, à Port-au-Prince, sent probablement la pression se relâcher.

SYLVIE KAUFFMANN

CAMBODGE

Les Khmers rouges tentent d'exploiter la capture de trois otages contre le gouvernement de Phnom-Penh

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

Marginalisés en 1993 lorsque la monarchie a été restaurée au Cambodge, les Khmers rouges ont été officiellement reconnus sous l'étiquette de l'ONU, les Khmers rouges tentent, moins d'un an plus tard, de refaire surface. La façon dont ils exploitent aujourd'hui la détention, depuis le 26 juillet, de trois otages français, dont un Français, n'a pas été qu'une illustration supplémentaire : en dépit de son isolement sur le plan international et des limites évidentes de ses moyens sur le terrain, le mouvement, dont Pol Pot assurait toujours la direction, entend prouver qu'il n'a pas dit son dernier mot.

La négociation de la libération de trois jeunes touristes (un Australien, un Britannique et un Français), capturés il y a un mois alors qu'ils se trouvaient à bord d'un train à l'écart de la route, a été un changement de ton ces derniers jours. La direction des Khmers rouges a officiellement pris les choses en main. Elle réclame, depuis trois jours, avoir réclamé une rançon et réclame, par le biais de sa radio clandestine, dans des termes encore généraux, son

opposition à toute aide militaire étrangère au gouvernement royal. Elle fixe même une date, le 30 août, au-delà de laquelle les « patriotes villageois » qui auraient capturé les otages (ce qui est faux), ne se considèrent plus comme « responsables » du sort de « leurs » prisonniers.

Pendant trois semaines, la direction khmère rouge a apparemment laissé se dérouler la négociation, à l'échelon local, en vue de l'obtention d'une rançon. En niant désormais les faits et en prenant ouvertement les choses en main, elle paraît vouloir s'imposer comme le seul interlocuteur valable. En d'autres termes, déclarés « hors-la-loi » par le Parlement de Phnom-Penh le 7 juillet, les Khmers rouges souhaitent ne plus être traités comme quantité négligeable. La logique voudrait qu'ils essaient, dans la foulée, de doter leur « gouvernement provisoire », dont la formation a été annoncée le 11 juillet, d'une « capitale », de préférence dans le fief (assez bien) tenu par Ta Mok, l'un de leurs chefs, dans le nord sous-peuplé.

Les élections organisées en mai 1993, auxquelles ils avaient refusé de participer, avaient démontré la

faiblesse de leur assise puisque 90 % des électeurs s'étaient rendus aux urnes.

Dans la foulée, leurs rangs avaient été de défection substaties. Alors que l'APRONU, l'Assemblée provisoire de l'ONU pour le Cambodge, n'avait même pas encore plié bagages. En septembre, quand Norodom Sihanouk était remonté sur son trône, le mouvement de Pol Pot, privé en outre de toute légitimité, avait semblé désarmé face à un gouvernement élu, reconnu par la société internationale et s'appuyant à disposer d'une aide financière étrangère relativement constante.

Plusieurs milliers de partisans

Mais, depuis le début de l'année, cette situation s'est sensiblement modifiée. L'armée royale n'est pas parvenue à déloger les Khmers rouges de leurs bastions d'Anlong Veng, dans le Nord, et de Pailin, dans l'extrême Ouest. Les défections dans leurs rangs sont de plus en plus rares. Depuis quelques mois, tout en ne sous-estimant pas le poids « de

nouvelles difficultés à venir », les instructions de la direction du mouvement paraissent plus consistantes.

En tout cas, les Khmers rouges, qui avaient autrefois s'appuyer sur plusieurs milliers de partisans, de valeur inégale, disséminés à travers le pays, ne semblent plus en plein désarroi, ce qui était le cas voilà un an. Les marchandages autour de la libération des otages, détenus dans un repaire montagneux près de la frontière vietnamienne, ont également souligné le fort degré de cohésion, au moins à l'échelon local, entre les deux camps en présence.

Mais si les Khmers rouges rappellent ainsi qu'ils ne sont pas devenus quantité négligeable, leur principale ressource demeure leur éventuelle capacité à exploiter les erreurs de leurs adversaires : de plus en plus isolés du monde extérieur, ils ne peuvent plus, en effet, se réclamer de la moindre légitimité – alors que, à l'inverse, le gouvernement actuel peult, à la différence de ce qui se passait au début des années 70, compter sur de solides appuis internationaux.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Pas de négociation avec La Havane

Sur le fond, l'administration reste déterminée à maintenir la ligne dure à l'égard du numéro un cubain. Si, après un mot malheureux du directeur de cabinet de la Maison Blanche, Leon Panetta, l'on ne parle plus de « blocus » de Cuba (une mesure que Washington aurait beaucoup de mal à faire accepter par la communauté internationale, contrairement à l'embargo contre Haïti), il n'est pas question non plus d'engager des négociations à haut niveau avec le régime cubain, comme le réclamaient encore mercredi, l'ambassadeur cubain à l'ONU, M. Fernando Ramirez : « Nous ne voyons rien à gagner » d'un tel dialogue, a estimé le sous-secrétaire d'Etat Peter Tarnoff, tant que La Havane ne s'est pas engagée dans des réformes sérieuses.

Entre la carotte et le bâton, l'administration Clinton a donc choisi la fermeté. Dans le débat ouvert à Washington sur l'attitude

CORÉE DU NORD

La succession de Kim Il-sung n'est pas réglée

TOKYO

de notre correspondant

La succession de Kim Il-sung par son fils Kim Jong-il pourrait s'avérer moins facile que ne le donnait à penser la propagande nord-coréenne au lendemain du décès du Grand Dirigeant, le 8 juillet. Des diplomates allemands en poste à Pyongyang ont confirmé une information donnée la veille par une source sud-coréenne : des tracts dénonçant la « succession dynastique » ont été trouvés à la fin de la semaine dernière dans l'enceinte d'ambassades étrangères à Pyongyang (1).

Ces tracts seraient le premier signe formel d'une opposition déclarée à Kim Jong-il. Officiellement, ce dernier n'occupe pour l'instant que les fonctions de président de la commission de défense nationale et de commandant suprême des forces armées. Il n'a pas encore été nommé aux postes de chef de l'Etat et de secrétaire général du

Parti des travailleurs qu'occupait son père.

Membre du présidium du bureau politique du comité central, Kim Jong-il n'en est pas moins devenu la première personnalité du régime. C'est d'ailleurs en son nom qu'ont été envoyés, à une soixantaine de chefs d'Etat, les messages de remerciements pour leurs condoléances. Radio Pyongyang, pour sa part, désigne Kim Jong-il soit par le titre de « commandant suprême de l'armée », soit en utilisant l'expression « dirigeant avisé de notre parti et de notre peuple ».

« Ambitieux et conspirateurs »

A Séoul, certains voient déjà dans la distribution de tracts une action planifiée à un niveau élevé de la hiérarchie du régime, arguant du fait que le quartier des ambassades étrangères à Pyongyang est interdit aux citoyens ordinaires. Le renforce-

ment des mesures de sécurité à Pyongyang depuis le décès de Kim Il-sung – notamment la fouille des voitures par des militaires, selon des Japonais qui viennent de séjourner dans la capitale nord-coréenne – et l'autosurveillance qui est de règle au sein de la population confirmeraient une telle analyse. Pour d'autres observateurs, qui minimisent la portée de ces tracts, voire doutent de leur existence, le retard dans l'accession de Kim Jong-il aux fonctions détenues par son père serait dû à des considérations de bienséance : le respect de la période de deuil de cent jours.

Une émission de Radio-Pyongyang, diffusée le 21 août, semble pourtant indiquer que la succession pose problème. « L'histoire montre que, si la succession d'un grand révolutionnaire n'est pas menée correctement, le parti et la révolution peuvent souffrir d'actions d'éléments ambitieux et de conspirateurs », ont pu entendre

les auditeurs. Visait-on à à prévenir un risque, ou bien à dénoncer une opposition existante ? Depuis la mort de Kim Il-sung, les organes de propagande mènent en tout cas une campagne éditoriale en faveur de Kim Jong-il dont la population est appelée à lire les œuvres « mot à mot ».

Une autre incertitude plane sur la succession : la santé de Kim Jong-il, que l'on dit souffrir de diabète et de cirrhose du foie. Aux funérailles de son père, le 20 juillet, il était effectivement apparu très épuisé, livide et amaigri. Selon la revue japonaise Shukan Shincho, des médecins nord-coréens auraient soumis début août le dossier médical du « dirigeant avisé » à un spécialiste d'un hôpital de Tokyo.

PHILIPPE PONS

(1) Ces diplomates disent pourtant ne pas avoir vu eux-mêmes ces tracts. Pour d'autres sources diplomatiques, toute cette affaire est fondée sur une rumeur.

PÉROU

Les déboires politico-conjugaux du couple Fujimori

Toujours prompt à trancher les problèmes dans le vif, le président péruvien, Alberto Fujimori, a mis à l'index, mardi 23 août, sa propre épouse, Susana, en la privant de son titre honorifique de « première dame de la nation ». Les prises de position répétées de Susana Higuachi de Fujimori contre la corruption au sein du régime, les violations des droits de l'homme et la politique sociale du gouvernement n'avaient pas été du goût du président, qui avait lui-même quitté le palais pour se « réfugier », avec ses enfants, dans les locaux du ministère de la défense.

La goutte d'eau qui a fait déborder le vase a peut-être été l'annonce, mardi matin, d'une nouvelle conférence de presse de « Susana », à laquelle avaient été conviés les correspondants étrangers. A l'ordre du jour : une vieille histoire, jamais éclaircie, de détournement de l'aide étrangère, mettant en cause plusieurs proches de M. Fujimori.

Ce qui paraissait jusqu'alors un mélange exotique de roman-feuilleton et de politique semble s'être du coup transformé en affaire d'Etat : le président, interrompant les programmes de télévision, a prononcé un discours dur, dans lequel « Susana », quarante-quatre ans, d'origine japonaise comme son époux, est apparue tout à tour comme une menace contre l'ordre public, une opposante irréductible, une personne « déloyale », coupable de « chantage et d'intimidation », un caractère « instable et influençable », et pour finir, une victime des manipulations de son entourage.

L'affaire a partagé les Péruviens : il y a ceux qui se félicitent qu'elle ait été « remise à sa place », et ceux qui fustigent l'« autoritarisme », voire le « machisme » de M. Fujimori. Tous attendent maintenant la réaction de première dame. (AFP)

EUROPE

Serbie : Slobodan Milosevic au pied du mur

Après avoir rompu les liens avec ses compatriotes de Bosnie, l'homme fort de Belgrade attend maintenant un geste de reconnaissance de la communauté internationale

Reprocher aux Serbes de Bosnie de prolonger la guerre, d'assiéger les villes, de bombarder des civils innocents, de persécuter les non-Serbes, de commettre des crimes de guerre et de ne pas tenir leurs engagements valait jusqu'à présent automatiquement l'étiquette d'*ennemi juré de la Serbie* à tous ceux qui avaient eu l'audace de prononcer des phrases qui étaient considérées, à Belgrade, comme des « mensonges ». Aujourd'hui le vent a tourné, et c'est Belgrade qui tient ce discours visant à fustiger les Serbes de Bosnie qui persistent dans leur rejet du plan de paix international malgré les injonctions répétées du président serbe, Slobodan Milosevic.

Car l'homme que la presse américaine avait surnommé « le boucher des Balkans » pour avoir déclenché un conflit qui a fait plusieurs centaines de milliers de morts entre la Croatie et la Bosnie, vient d'opérer un virage à 180 degrés qui laisse dubitatifs les diplomates et autres connaisseurs des doubles jeux balkaniques. Les Serbes, eux-mêmes, restent sceptiques tant ils ont du mal à comprendre les tenants et les aboutissants de cette récente volte-face.

Déterminé à convaincre sa propre opinion publique qu'il y a bien rupture entre Belgrade et Pale, Slobodan Milosevic a confié aux médias officiels la tâche ingrate d'expliquer le bien-fondé de sa nouvelle politique et de prouver, comme le tirait, récemment, sur trois colonnes *Večernje Novosti* « le blocus (imposé par M. Milosevic aux Serbes de Bosnie) n'est pas une farce ». Certes, l'heure n'est pas à la plaisanterie. La Fédération yougoslave (Serbie et Monténégro) est non seulement exsangue après deux ans et demi d'embargo international, mais elle est également menacée de nouvelles sanctions en cas d'échec de la paix en Bosnie. En confirmant le rejet de ce plan lors de leur référendum des 27 et 28 août, les Serbes de Bosnie risquent en fait de donner le coup de grâce à

l'économie yougoslave. L'*« instigateur de la guerre »* devenu « homme de paix » — non pas par renoncement mais par pragmatisme, dicté cette fois-ci par des contraintes économiques, est dans l'impasse. C'est d'ailleurs ce qu'il a reconnu à mots couverts aux diplomates occidentaux qui se sont rendus à Belgrade ces derniers jours. En effet, l'homme fort de la Serbie a eu la mauvaise surprise de constater qu'il n'avait peut-être pas les moyens de sa politique lorsqu'il s'est heurté en Bosnie à l'intransigeance de Radovan Karadzic — qu'il croyait contrôler — et en Serbie, à l'opposition de la classe politique, de l'Eglise orthodoxe serbe et d'une bonne partie de l'opinion publique restée fidèle aux dirigeants de Pale et outrés par l'attitude de leur président.

Absence de signaux

Mais ce qui a mis Slobodan Milosevic dans une position difficile c'est, aussi et surtout, l'absence de « signaux », encourageants pour lui, de la part de la communauté internationale. L'absence de « garantie » extérieure pourrait, d'ailleurs, l'affaiblir, car elle réduit considérablement sa marge de manœuvre pour surmonter les obstacles qui se dressent dans son propre pays. Au point même qu'il risque d'être pris à son propre piège et devenir l'otage des ultranationalistes, d'accepter de financer la poursuite de la guerre en Bosnie ou d'être taxé de « trahison à la nation » pour avoir abandonné les Serbes de Bosnie et brisé la souveraineté de son pays à l'étranger.

Après une campagne sans précédent contre Radovan Karadzic et son équipe de Pale, Slobodan Milosevic ne peut plus faire marche arrière sans perdre de son prestige et sa crédibilité. Il se doit donc d'aller jusqu'au bout dans la rupture : en mettant à l'écart —

c'est une option — les dirigeants de Pale ou — ce qui semble plus vraisemblable — en apportant aux Occidentaux la preuve de sa bonne foi : c'est-à-dire en donnant son feu vert au déploiement d'observateurs internationaux aux frontières avec la Bosnie.

Aucun scénario n'est aujourd'hui à exclure. L'objectif est pour lui une levée, même partielle, des sanctions contre la Serbie et le Monténégro, la bouffée d'oxygène indispensable pour sauver l'économie du pays et pour assurer la stabilité de son propre pouvoir.

L'accord sur le contrôle de la frontière entre la République fédérale de Yougoslavie et la Bosnie et le déploiement d'observateurs internationaux, que tentera d'obtenir, en fin de semaine à Belgrade, le ministre russe des Affaires étrangères, Andreï Kozirev, ne pourra pas se conclure sans des contreparties pour Belgrade. M. Milosevic a, face à une opinion publique en majorité hostile à la présence d'observateurs étrangers, besoin d'une monnaie d'échange. Outre un geste concret et immédiat en faveur de l'allègement des sanctions, il ne serait pas surprenant qu'il demande le déploiement à ses frontières d'observateurs civils — de préférence russes — comme on le laissait entendre, mercredi 24 août, dans les milieux bien informés de Belgrade.

Slobodan Milosevic, l'homme qui a alloué 20 % du produit national brut yougoslave (soit quelque 30 milliards de francs) aux Serbes de Bosnie, approvisionné les « frères » en armes, en carburant, en munitions et envoyé ses unités de choc pour soutenir les forces de Radovan Karadzic, n'a finalement rien à craindre d'une présence étrangère sur son sol. Un contrôle efficace de la frontière serbo-bosnienne, qui longe la Drina mais qui traverse également des régions accidentées impossibles à surveiller, nécessite, selon le conseiller spécial des Nations unies pour les opérations de maintien de la paix, Shasli Tharoor, une force de 10 000 hommes. Un effectif colos-

sal que les Nations unies ne pourront et ne voudront jamais rassembler, et M. Milosevic le sait.

Reste à savoir maintenant comment la communauté internationale va réagir face à l'alternative qui se présente à elle : soutenir le revirement tactique du leader serbe sans savoir s'il aboutira ou non à une signature par les Serbes de Bosnie du plan de paix ou ignorer sa volte-face au risque — bien réel — de précipiter la reprise du conflit. En jouant la carte de la paix, M. Milosevic a en fait mis la communauté internationale devant le dilemme suivant : une paix incertaine ou une guerre certaine.

FLORENCE HARTMANN

BOSNIE : un convoi français bloqué à la frontière. — 250 soldats français de la FORPRONU qui étaient bloqués, depuis lundi 22 août, à la frontière entre la Bosnie-Herzégovine et la Croatie par des réfugiés de l'enclave musulmane de Bihać (nord-ouest de la Bosnie) ont pu se dégager et reprendre leur route mercredi. Les réfugiés voulaient par ce blocage faire pression sur les autorités croates pour qu'elles les laissent entrer en Croatie. — (AFP)

M. Giscard d'Estaing propose que l'armée bosniaque participe à la FORPRONU en cas d'échec du plan de paix. — Valéry Giscard d'Estaing, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, a proposé, mercredi 24 août, après l'audition d'Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères, par cette commission, la participation de l'armée bosniaque aux opérations de maintien de la paix de la FORPRONU en cas d'échec du plan de paix proposé par les grandes puissances du groupe de contact. Au cours d'une conférence de presse avec celle de M. Giscard d'Estaing, Juppé avait rappelé que, pour l'année, la levée de l'embargo sur les armes serait « une mauvaise mesure pour les populations, pour la FORPRONU et pour la stabilité générale de la région ».

TCHÉTCHÉNIE

Le retour de Rouslan Khasboulatov l'ancien rebelle de la « Maison Blanche »

MOSCOU

de notre correspondant
Annoncée pour le jeudi 25 août, la grande manifestation de l'opposition tchétchène qui devait se tenir sur la place centrale de Grozny, capitale de la Tchétchénie, a finalement été déplacée. Le rassemblement doit avoir lieu dans le village de Starala-Sounja, le fief de Rouslan Khasboulatov, situé à une quinzaine de kilomètres de Grozny. L'ancien président du Parlement russe (qui avait pris la tête des rebelles de la « Maison Blanche ») avait convoqué, ce dernier contrôle-

Rouslan Khasboulatov. Ce dernier, revenu dans sa patrie d'origine en médiateur, selon son dire, joue désormais ouvertement sa propre carte. Il s'est récemment distancé des autres factions de l'opposition tchétchène et semble avoir « oublié » ses précédentes déclarations en faveur d'une réunification avec la Russie pour adopter un ton beaucoup plus patriotique. Et comptant sur sa popularité dans la République, il espère prendre rapidement la place du général Doudaev.



qué cette manifestation « au cas où Djokhar Doudaev n'aurait pas volontairement quitté le pouvoir à cette date ». Mais les forces loyales au président actuel contrôlent toujours la capitale, dont les entrées, selon plusieurs sources, seraient gardées par des véhicules blindés. Rouslan Khasboulatov n'avait guère d'autre choix que d'abandonner le lieu de la manifestation.

Un ton plus patriotique

La psychose de guerre a été soigneusement entretenue ces dernières semaines par des déclarations enflammées de part et d'autre. Jusqu'à présent toutefois, la population tchétchène ne semble pas s'être réellement impliquée dans ce « combat des chefs ». Plusieurs incidents se sont tout de même produits ces derniers jours. Une explosion a, ainsi, endommagé la ligne ferroviaire Moscou-Bakou, qui traverse la République. La situation est d'autant plus confuse que le Conseil des anciens, dont les avis sont généralement respectés dans cette société aux structures claniques, est partagé. Si tous ses membres s'accordent sur la nécessité de défendre l'indépendance de la Tchétchénie, certains soutiennent le général Doudaev et d'autres

par ailleurs tenté de reprendre l'initiative politique en publiant un décret rétablissant les activités du Parlement, qu'il avait dissous au printemps 1993. Il a chargé les députés d'adopter d'ici le 30 septembre prochain la Constitution de la Tchétchénie.

Après une campagne de « communisme » ainsi, toujours se disputent les têtes de gond pour la part du pouvoir. Et si les pressions sur la Tchétchénie, et le général Doudaev en particulier, restent toujours aussi intenses, elles se sont faites plus discrètes. Dès le début de la crise, les dirigeants russes ont soutenu Omar Avtourkhanov, un dirigeant local du district de Nadterechny, qui a constitué un Conseil provisoire et se déclare en faveur d'un retour de la Tchétchénie au sein de la Fédération russe. Ce qui lui vaut de recevoir une aide économique substantielle de Moscou, ainsi qu'un soutien matériel de l'armée russe, si l'on en croit le correspondant sur place du quotidien *Kommunistka Pravda*. Mais sa crédibilité dans la République est faible, affectée par ses projets politiques que bon nombre de Tchétchènes considèrent être une reddition à Moscou. Dans l'immédiat, Djokhar Doudaev tire profit des divisions de l'opposition pour se maintenir au pouvoir. — (Interim.)

REPÈRES

URUGUAY

Extradition de trois membres présumés de l'ETA

Trois ressortissants, membres présumés de l'organisation séparatiste basque ETA, ont été extradités vers l'Espagne, mercredi soir 24 août. Arrêtés à la fin de 1992 en Uruguay, ils sont accusés par la justice espagnole d'avoir participé à plusieurs attentats et assassinats.

Le même jour, de violents incidents, qui ont fait une vingtaine de blessés, dont certains par balles, avaient opposé, mercredi 24 août à Montevideo, la police à quelque 4 000 manifestants hostiles à l'extradition. Les heurts se sont produits lorsque la police montée a chargé les manifestants qui s'étaient rassemblés devant l'hôpital Filtro, où les trois Espagnols observent une grève la fame depuis deux semaines. La confédération syndicale uruguayenne PIT-CNT avait appelé à une grève de solidarité, qui a été suivie dans l'enseignement, les transports et les banques. — (Reuters, AFP)

NATIONS UNIES

Cinq nouveaux membres non permanents au Conseil de sécurité

L'Allemagne, l'Italie, l'Indonésie, le Honduras et le Botswana devraient entrer le 1^{er} janvier 1995 au Conseil de sécurité de l'ONU en remplacement de cinq membres non permanents, a-t-on appris, mercredi 24 août, de source diplomatique à New-York. Les cinq membres non permanents sortants, après une période de deux ans, seront l'Espagne, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan, le Brésil et Djibouti.

Ces changements devraient être entérinés par l'Assemblée générale de l'ONU dans le courant de l'automne prochain. Les groupes régionaux ont déjà approuvé les candidatures des remplaçants. Le Conseil de sécurité compte actuellement 15 membres : cinq permanents ayant un droit de veto (Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie) et dix non permanents siégeant pendant un maximum de deux ans. — (AFP)

TURQUIE

La nouvelle réglementation de la navigation sur le Bosphore suscite les protestations de la Russie

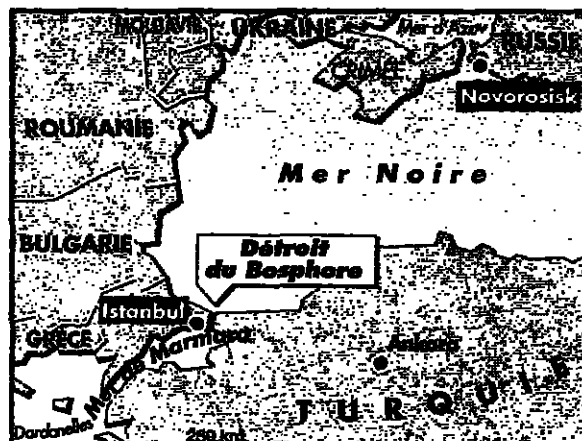
Depuis le 1^{er} juillet dernier, les navires qui traversent le détroit du Bosphore sont soumis aux nouvelles mesures, instituées par la Turquie pour limiter le risque d'accident, en dépit des protestations véhémentes de Moscou et de l'opposition de plusieurs pays voisins. Les gros tankers et les bateaux transportant des matières toxiques doivent désormais notifier leur passage aux autorités turques et traverser de jour le détroit. L'assistance d'un pilote officiel est recommandée pour la traversée du Bosphore.

ISTANBUL

de notre correspondante

A l'embouchure de la mer de Marmara, la caracasse calcinée d'un cargo, le « Shipbroker », rappelle aux riverains du Bosphore les dangers que représentent les quelque 50 000 navires qui traversent le détroit chaque année. Un désastre écologique avait été évité de justesse, mais vingt-neuf membres d'équipage avaient perdu la vie, le 13 mars dernier, lorsque le cargo était entré en collision avec un pétrolier, près de la mer Noire.

Courants et contre-courants rendent la navigation particulièrement difficile dans ce passage tortueux dont la largeur, à l'endroit le plus étroit, ne dépasse pas 700 mètres et sur les rives duquel vivent 10 millions de Stambouliotes. Selon la Convention de Montreux signée en 1936, la Turquie est tenue d'assurer le libre accès à ses détroits pour les



navires marchands. Les autorités affirment que les nouvelles règles de sécurité, adaptées aux navires actuels dont le nombre, le tonnage, la vitesse et le chargement ont considérablement changé depuis 1936, sont conformes à l'esprit de l'accord. Les mesures entrées officiellement en vigueur le 1^{er} juillet étaient d'ailleurs appliquées depuis plusieurs mois.

Le pétrole du Caucase

Ainsi, entre mars et juillet, le Bosphore avait été fermé 273 fois pour trois heures, afin de permettre le passage de bateaux de plus de 200 mètres de longueur. « Libre passage et mesures de sécurité peuvent paraître une contradiction », déclarait récemment le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Ferhat

Ataman, mais aujourd'hui la tendance universelle est en faveur de la sécurité.

Aux yeux des Russes, cependant, les nouvelles règles entravent la navigation et constituent une violation flagrante du document signé à Montreux. Le véritable enjeu de cette dispute n'est pas le Bosphore, mais le pétrole du Caucase et de l'Asie centrale. La Turquie, qui souhaite la construction d'un oléoduc sur son territoire pour transporter l'or noir extrait dans ces régions, s'oppose aux plans de Moscou qui prévoient d'exporter, à partir de son port de Novorossiysk, jusqu'à 100 millions de tonnes de pétrole, via le Bosphore. Le fait que la Turquie ait manifesté son souci pour l'environnement au moment où la question, très politique, de l'oléoduc était soulevée, a jeté des doutes sur ses intentions réelles,

mais les autorités maritimes turques affirment que le nouveau règlement était à l'étude depuis cinq ans.

Pour montrer l'exemple et rassurer ses voisins, la Turquie a décidé d'imposer à ses grands navires l'assistance d'un pilote professionnel, facultative pour les navires étrangers, mais recommandée par l'Organisation maritime internationale qui a également approuvé, en mai, plusieurs des recommandations turques. « Il est injuste qu'un de mes capitaines, qui a probablement franchi le Bosphore cinq cents fois soit obligé de payer 7 000 dollars (environ 38 000 francs) pour engager un pilote officiel, alors qu'un capitaine panaméen qui le franchit pour la première fois, est libre de traverser », déclare Eref Cerrahoglu, un armateur turc. « Mais nous en comprenons les raisons. »

M. Cerrahoglu, qui dirige la chambre de commerce maritime, souligne que malgré cette dépense supplémentaire, le coût total de la traversée du Bosphore — 17 000 dollars pour un navire de tonnage moyen — demeure très raisonnable, comparé à 80 000 dollars pour le canal de Panama et 150 000 pour celui de Suez. La Turquie, convaincue d'être dans son droit, ne semble pas trop préoccupée par les objections de ses voisins. « Au niveau politique, la Russie veut maintenir la controverse, explique un diplomate turc, mais tous les bateaux, y compris les navires russes, ont respecté les nouvelles mesures. »

NICOLE POPE

مكتبة الأمل

100

CET ÉTÉ, LE PLUS FRAGILE C'EST VOUS.

AFRIQUE

RWANDA

Un million de morts ?

« Je ne pense pas que le chiffre de 1 million de morts soit exagéré », a déclaré, mercredi 24 août, Charles Petrie, vice-coordonnateur du Bureau d'urgence des Nations unies au Rwanda, à propos du nombre total des victimes de la guerre civile et de ses suites, depuis le 6 avril, date de l'assassinat du président Juvénal Habyarimana. Un autre responsable d'une agence des Nations unies au Rwanda, qui souhaite garder l'anonymat, a pour sa part estimé ce bilan à environ 1,5 million de morts. Les estimations précédentes, notamment celles du Comité international de la Croix-Rouge, faisaient état de quelque 500 000 morts (le Monde du 13 juillet 1994).

Ces nouvelles évaluations sont fondées sur des recensements effectués avant les tueries, qui estimaient la population rwandaise à 7 millions d'habitants, mais qui étaient, selon de nombreux experts, nettement en dessous de la réalité. Ainsi, selon le Programme alimentaire mondial, le nombre d'habitants était de 7,9 millions.

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), d'autre part, décide de suspendre provisoirement le rapatriement des réfugiés rwandais actuellement au Zaïre. Cette décision a été prise après l'agression subie mercredi par un groupe de réfugiés, candidats au retour, par plusieurs de leurs compatriotes opposés à cette démarche.

Le procureur du Tribunal international sur les crimes de guerre dans l'ex-Yougoslavie, le juge sud-africain Richard Goldstone, s'est dit « personnellement favorable à une extension de la juridiction de ce tribunal au Rwanda ». (Reuters, AFP)

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Cabinet de M^e Avakian, avocat à Paris (16^e), 41, avenue Foch. Tél. 45-53-00-27. Par jugement en date du 28 juin 1994, le tribunal de grande instance de Nanterre (92), chambre du conseil, a déclaré l'absence de M. Megdichian Meguerditch, né le 31 août 1923 à Beyrouth (Liban), qui a disparu depuis l'année 1942 et n'a plus reparu depuis, et résidant en dernier lieu 2, rue Antoine-Courbarien, Issy-les-Moulineaux (92).

EXTRAIT DES MINUTES DU SECRÉTARIAT-GEFFRE DE LA COUR D'APPEL DE VERSAILLES

Par arrêt en date du 7 mars 1991, devenu définitif, la 3^e chambre de la cour d'appel de Versailles a condamné :

M. SAYEGH John, gérant de société, demeurant à Garches, 30, avenue Henri-Bergson (Hauts-de-Seine). Aux peines de deux mois d'emprisonnement avec sursis et 90 000 F d'amende pour avoir, à Garches et sur le territoire national, trompé un contractant sur les qualités substantielles de la marchandise, savoir : en vendant une toile sans signature apparente comme étant une peinture authentique de Gustave LOISEAU en y apposant frauduleusement le nom de ce peintre.

— a ordonné la publication de l'arrêt dans le Monde et le Figaro.

Pour expédition certifiée conforme LE GREFFIER EN CHEF

EXTRAIT DES MINUTES DU SECRÉTARIAT-GEFFRE DE LA COUR D'APPEL DE VERSAILLES

Par arrêt en date du 19 novembre 1992, devenu définitif, la cour d'appel de Versailles a condamné :

M. CAMPION Patrick, ancien vice-président exécutif de l'association Comité de l'Excellence européenne, demeurant à Rueil-Malmaison, 17, boulevard Richelieu (Hauts-de-Seine). A la peine de dix-huit mois d'emprisonnement dont douze avec sursis pour fraude en vue de se soustraire à l'établissement ou au paiement de l'impôt, commis courant 1985 et 1986 à Saint-Cloud.

— a ordonné l'affichage, par extraits, du présent arrêt pendant trois mois sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune dans laquelle Patrick CAMPION est domicilié.

Pour expédition certifiée conforme LE GREFFIER EN CHEF

ALGÉRIE

Nouvelles menaces contre les journalistes

La présidence algérienne a annoncé, mercredi 24 août dans un communiqué, que le dialogue entre le pouvoir et l'opposition, ouvert dimanche dernier, reprendrait le 5 septembre prochain. Il y a « un consensus sur l'urgence de poursuivre le dialogue », indique le communiqué, au terme d'une nouvelle réunion entre les deux parties. Sur les huit formations politiques invitées à cette quatrième phase du dialogue, cinq seulement ont accepté de faire le déplacement (le Monde du 23 août).

D'autre part, l'Armée islamique du salut (AIS), branche armée du Front islamique du salut (FIS dissous), a annoncé mercredi dans sa publication *El Fath el Moubine*, avoir établi une liste de journalistes « complices du pouvoir » qui seront exécutés. L'AIS, qui ne cite aucun nom, affirme avoir établi cette liste après l'interrogatoire qu'elle a fait subir au directeur de

la revue *Horoscope*, Brahim Taouchicht. L'AIS avait enlevé M. Taouchicht le 15 août dernier et l'avait relâché après plus de vingt-quatre heures de détention. Elle lui avait remis un message contenant un « dernier avertissement » aux journalistes. Dix-sept journalistes ont été assassinés en Algérie depuis le début de la violence politique.

L'AIS a par ailleurs décliné sa responsabilité dans la destruction des établissements scolaires et appelé à l'arrêt de ces actes. *El Fath el Moubine* impute ces attentats à « des éléments du pouvoir infiltrés » dans les rangs des groupes armés. Au moins une trentaine d'écoles ont été détruites au cours des derniers jours, après les menaces du Groupe islamique armé (GIA), le plus radical des groupes armés islamistes, de saborder la prochaine rentrée scolaire. (AFP)

Un dirigeant soudanais affirme avoir servi d'intermédiaire entre Paris et le FIS

Hassan el Tourabi, le guide islamiste du régime soudanais, a affirmé avoir servi d'intermédiaire pour des contacts entre le gouvernement français et le Front islamique du salut. Des contacts « sérieux » ont eu lieu « deux ou trois fois » entre des représentants du FIS et les autorités françaises, a-t-il assuré dans une interview, mercredi soir, sur France 2, précisant qu'il avait joué le rôle

d'intermédiaire, et qu'il continuait à le faire. Le dirigeant islamiste a refusé, cependant, de nommer les personnes qui participeraient à ces contacts. Interrogé sur la même chaîne de télévision, le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, a affirmé qu'il n'y avait « aucune démarche de ce type, du point de vue des responsables de la politique extérieure de la France ». (AFP)

M. Gallo félicite M. Pasqua. — Max Gallo, vice-président du Mouvement des citoyens, qui préside Jean-Pierre Chevènement, et ancien porte-parole du gouvernement de Pierre Mauroy, félicite Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, pour sa politique à l'égard de l'intégrisme islamique, dans un article publié

par l'*Événement* du jeudi (daté 25-31 août). « Le danger, qui nous guette, écrit-il, c'est l'intégrisme. La fin de nos valeurs républicaines. (...) M. Pasqua a sans doute des arrière-pensées et des ambitions. (...) Mais, et c'est une qualité rare, il est républicain et le dit. C'est déjà ça, et c'est beaucoup par les temps qui courent. »

NIGÉRIA

Le gouvernement ne parvient pas à enrayer la grève dans le secteur pétrolier

En dépit des efforts du gouvernement pour rétablir l'acheminement du carburant, la plupart des stations d'essence de Lagos, la capitale économique nigériane, étaient toujours vides, mercredi 24 août, et d'impressionnantes files d'attente s'allongeaient devant les rares stations approvisionnées.

La semaine dernière, les autorités militaires avaient dissous la direction des trois syndicats organisant la grève, qui touche surtout le secteur pétrolier et qui est entrée, lundi, dans sa huitième

semaine, arrêté plusieurs dirigeants de l'opposition et menacé les grévistes de licenciement. Il a également appelé les ouvriers du pétrole en retraite à se présenter au travail, appel interprété par les syndicats comme une nouvelle tentative de briser la grève.

La tension politique, toujours très vive, s'est manifestée, mardi, dans le centre de Lagos, lorsque des inconnus ont lancé des pierres sur le ministre des travaux publics et de l'urbanisme, Alhaji Lateef Jakande, qui assistait à un enterrement. (AFP)

SIERRA-LÉONE : cinquante morts dans de nouveaux combats entre l'armée et la rébellion. — Selon des responsables militaires, cinquante personnes, « en majorité des rebelles » appartenant au Front révolutionnaire uni (RUF), ont été tués, mercredi 24 août, dans la région de Kenema (240 kilomètres à l'est de Freetown) au cours de combats contre l'armée régulière. Des civils figureraient parmi les victimes. Ces affrontements témoignent de la volonté de la rébellion de s'emparer de Kenema. (AFP)

MAROC : informations télévisées en berbère. — La télévision nationale marocaine a diffusé, mercredi 24 août, pour la première fois, des bulletins d'informations en berbère. Trois présentateurs se sont relayés pour lire les nouvelles en tamazight (Moyen Atlas) et en Tarifit (Nord du pays). Le roi Hassan II avait récemment affirmé qu'il fallait promouvoir les « dialectes » berbères et annoncé qu'ils seraient prochainement enseignés dans les écoles primaires (le Monde du 25 août). (AFP)

Le Monde L'ÉCONOMIE

TOUTE L'INFORMATION ÉCONOMIQUE :
CONJONCTURE GÉNÉRALE DES PAYS ET
DES RÉGIONS, VIE DES ENTREPRISES, ANALYSE
DES SECTEURS D'ACTIVITÉ

Chaque lundi dans le Monde daté mardi

PROCHE-ORIENT

La mise en œuvre du plan de paix entre Israël et l'OLP

« Lancement » de l'extension des pouvoirs palestiniens à l'ensemble de la Cisjordanie

Franchissant un nouveau pas sur la voie de l'application de la Déclaration de principes du 13 septembre 1993, Israël et l'OLP ont parachevé, mercredi 24 août, au Caire, un accord sur le transfert de pouvoirs civils aux Palestiniens en Cisjordanie.

« C'est le début du véritable lancement de la mise en œuvre des accords de paix en Cisjordanie qui consolide l'entité palestinienne entre Gaza et Jéricho (déjà autonomes), d'une part, et en Cisjordanie, de l'autre », a déclaré le principal négociateur palestinien Nabil Chaath, pour qui l'accord « brise l'illusion » de nombreux Israéliens selon laquelle il était possible de séparer Gaza de la Cisjordanie.

Le document, qui doit encore être soumis pour approbation, samedi, à l'Autorité palestinienne et dimanche au gouvernement israélien, avant sa signature — en principe lundi 29 août selon M. Chaath — concerne sept domaines : l'éducation et la culture, la santé, les impôts, les affaires sociales, le tourisme, la jeunesse et les sports, ainsi que la coopération internationale. Selon la Déclaration de Washington le transfert des pouvoirs devait se faire dans un premier temps uniquement dans les cinq premiers domaines, mais le texte prévoyait une négociation sur le transfert d'autorité dans d'autres domaines. L'accord n'inclut aucune question de sécurité.

Dés mercredi, lors d'une petite cérémonie à Ramallah, l'éducation a commencé à être transférée

aux Palestiniens. Le processus devrait s'achever le 29 août pour que la rentrée scolaire puisse se faire le 1^{er} septembre. Il y a 1 357 écoles en Cisjordanie, fréquentées par 355 000 élèves, de la maternelle à la terminale. Les écoles publiques, qui dépendaient directement de l'administration israélienne, représentent les deux tiers des établissements.

L'accord sur le transfert des pouvoirs civils donnera une assise plus concrète et plus étendue à l'Autorité palestinienne, à la condition toutefois que les difficultés financières auxquelles elle fait face d'ores et déjà à Gaza et à Jéricho soient au moins partiellement levées.

La suite du processus

Une réunion des pays donateurs devait en principe avoir lieu le 9 septembre à Paris. Israël et l'OLP se sont mis d'accord la semaine dernière pour leur demander de débloquer immédiatement 30 millions de dollars ponctionnés sur l'aide de 720 millions promise pour cette année. Israël et les Palestiniens ayant prévu un budget de 54 millions pour une durée de six mois, l'Autorité palestinienne espère pouvoir rassembler les 14 autres millions par la collecte d'impôts auprès de la population.

Le transfert effectif des pouvoirs civils aux Palestiniens aura lieu en septembre, vraisemblablement après la réunion des pays donateurs. M. Chaath a souhaité que les négociations sur la suite

du processus commencent dès la mi-septembre. L'accord sur le transfert des pouvoirs ne marque pas en effet la fin du processus d'autonomie.

Des négociations doivent s'engager à présent pour l'organisation d'élections en vue de la formation d'un Conseil de l'autonomie. Ces pourparlers devront inclure un accord sur le redéploiement des forces israéliennes en Cisjordanie, de manière qu'elles soient postées à l'extérieur des villes le jour du scrutin. La Déclaration de Washington prévoyait que les habitants de Jérusalem « auront le droit de (participer) au processus électoral », les pourparlers devront encore préciser les modalités de cette participation et décider si les habitants de la Ville sainte pourront à la fois être électeurs et éligibles.

La Déclaration de principes, prévoit par ailleurs, après la mise en place du Conseil de l'autonomie, la dissolution de l'administration civile israélienne et le « retrait » du gouvernement militaire. « Dès que possible et au plus tard au début de la troisième année de la période intermédiaire » (de cinq ans), devraient commencer les négociations sur le statut définitif des territoires et les questions en suspens, notamment Jérusalem et les réfugiés. Le calendrier défini par la Déclaration de Washington ayant été entièrement bousculé, aucun délai ne peut plus désormais être fixé pour ces différentes étapes. Les élections devraient en principe avoir lieu à la mi-septembre.

M. Na

IRAN

Téhéran demande des « excuses » à Washington

Le procureur général argentin ayant jugé « insuffisantes » les preuves de la culpabilité de diplomates iraniens dans l'attentat commis le 18 juillet contre le siège d'organisations juives à Buenos Aires (le Monde du 20 juillet), Téhéran a exigé, mercredi 24 août, « des excuses » du secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, pour l'avoir mis en cause.

« Bien avant les autres, les Etats-Unis et leur secrétaire d'Etat doivent présenter des excuses à l'Iran pour avoir qualifié la nation iranienne de hors-la-loi », a commenté Radio Téhéran. Le procureur général argentin, Angel Aguiro Iturbe, avait annoncé la veille que l'enquête mettrait en cause sept diplomates iraniens ne serait pas transmise à la Cour suprême, « faute de preuves en nombre suffisant ». L'attentat avait fait 95 morts. La Cour suprême demeure cependant

chargée de l'enquête, qui n'a toujours pas abouti, sur l'attentat qui a détruit l'ambassade d'Israël à Buenos Aires, le 17 mars 1992, et coûté la vie à une trentaine de personnes.

Demeurant sourd aux protestations iraniennes, le président américain Bill Clinton a demandé une nouvelle fois, mercredi, aux alliés des Etats-Unis « de reconnaître la véritable nature des intentions de l'Iran et de nous aider à convaincre Téhéran que nous ne tolérerons pas une attitude criminelle ». Dans un message au congrès international de l'organisation juive B'nai B'rith, M. Clinton a ajouté : « Notre politique est claire : affaiblir et isoler ceux qui rejettent un avenir plus pacifique pour les habitants de cette région troublée. Les deux principaux obstacles à un tel avenir sont l'Iran et l'Irak, et les groupes extrémistes qu'ils continuent de soutenir. » (AFP, Reuters)

IRAK

Un expert de l'ONU juge « satisfaisants » les préparatifs du contrôle de l'armement à long terme

Rolf Ekens, chef de la commission spéciale de l'ONU chargée du désarmement irakien (UNSCOM), a qualifié, mercredi 24 août, de « satisfaisants » les préparatifs de mise en place d'un contrôle à long terme de l'armement de l'Irak, même si des « clarifications » doivent encore être obtenues sur les programmes militaires passés du gouvernement de Bagdad.

Téhéran demande l'extradition d'un iranien accusé de meurtres. — Le gouvernement a demandé à l'Irak l'extradition d'un iranien recherché pour avoir assassiné trois pasteurs protestants, a rapporté mercredi 24 août l'agence officielle iranienne IRNA. Selon Téhéran, Majid Esfandiari est membre de l'organisation des Moudjahidines du peuple, principal mouvement iranien d'opposition armée, basé en Irak. Les Moudjahidines avaient démenté tout lien avec ces assassinats qu'ils ont imputés au régime iranien. (AFP)

Des diplomates en poste à l'ONU ont indiqué que dans son rapport mensuel au Conseil de sécurité, M. Ekens a précisé que le mécanisme de surveillance devrait être prêt comme prévu en septembre. Mais les membres du Conseil ne sont pas d'accord sur la durée de la période probatoire nécessaire une fois ce mécanisme mis en place.

Le représentant britannique à l'ONU, David Hannay, a estimé que la coopération de Bagdad était « un facteur crucial » pour déterminer la durée de l'examen probatoire. Dans le passé, des sources occidentales — françaises, entre autres — avaient évoqué la possibilité d'une période probatoire de six mois. Des diplomates américains ont parlé d'une période pouvant durer jusqu'à douze mois. Le renouvellement des sanctions contre l'Irak sera une nouvelle fois examiné par le Conseil de sécurité vers la mi-septembre. (AFP)

Protestation contre la fermeture d'un journal palestinien. — Dans un message adressé, mercredi 24 août, au premier ministre israélien, l'organisation Reporters sans frontières (RSF) proteste contre la « suspension » par Israël du quotidien palestinien *El Bayane*, auquel a été retirée, le 14 août, l'autorisation de paraître. La raison invoquée officiellement étant que *El Bayane* est « l'organe officiel du mouvement terroriste Hamas ». RSF rappelle à Itzhak Rabin que son pays « est signataire du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, dont l'article 19 garantit la liberté d'expression ».

ETATS-UNIS : Asile politique pour un ancien diplomate saoudien. — Les Etats-Unis ont accordé, mercredi 24 août, l'asile politique à un ancien diplomate saoudien qui a fait défection, a affirmé son avocat. Mohamad El Khilewi, ancien membre de la délégation d'Arabie saoudite à l'ONU, a notamment dénoncé les violations des droits de l'homme et la corruption dans son pays, qui est un allié très proche des Etats-Unis. (AFP)

L'éclatement des courants

Le social-gaullisme de Jacques Chirac

ELECTION PRÉSIDENTIELLE

M. Ponscetton, ancien ministre, a été élu président de la République. — L'ancien ministre de l'Intérieur, M. Ponscetton, a été élu président de la République, dimanche 24 août, à l'issue d'un scrutin marqué par la victoire de la droite. M. Ponscetton, 58 ans, ancien député, a été élu président de la République, dimanche 24 août, à l'issue d'un scrutin marqué par la victoire de la droite. M. Ponscetton, 58 ans, ancien député, a été élu président de la République, dimanche 24 août, à l'issue d'un scrutin marqué par la victoire de la droite.

POLITIQUE

Soixante-quinze contributions pour préparer le congrès

L'éclatement des courants du PS se confirme

Plus de 75 contributions avaient déjà été déposées, mercredi 24 août, rue de Solferino, marquant ainsi la première phase de préparation du congrès socialiste qui aura lieu du 18 au 20 novembre. Dès le jeudi 25 la commission chargée de la préparation du congrès devait procéder à un premier examen statutaire de toutes ces contributions, avant d'engager une deuxième étape qui courra jusqu'au 1^{er} octobre avec la rédaction des motions. C'est véritablement à cette date que l'on pourra se faire une idée tout à fait précise des nouveaux rapports de forces au sein du PS, même si le nombre de contributions confirme l'éclatement des courants.

« Le flot de contributions » préparatoires au congrès du parti socialiste, selon l'expression du porte-parole du parti, Jean Clavary, peut donner deux sentiments opposés. Celui d'une belle pagaille confirmant un « serai qui peut » général ou tout au contraire l'impression, que malgré tous les coups pris sur la tête, ce parti parvient à préserver une capacité enviable de réflexions.

Toutes ces contributions générales et thématiques ne méritent sans doute pas attention et toute la question est de savoir maintenant si cette procédure certes traditionnelle de préparation de congrès va favoriser véritablement le débat ou une fois encore ne se transformer qu'en un jeu subtil de positionnement interne qui finit par échapper complètement à l'engagement de militants lassés. Cela sera d'autant moins facile à suivre que les courants traditionnels sont passablement chahutés, à l'exception peut-être du courant de Laurent Fabius, qui a choisi de se taire - ce qui n'est pas forcément signe de sérénité.

D'ores et déjà, on peut cependant prévoir que l'essentiel du débat s'articulera autour de quatre thèmes : l'écologie, la culture, la justice sociale et la politique étrangère.

Le « social-gaullisme » de Jacques Chirac

Suite de la première page

Dans le droit fil des réflexions contenues dans son livre *Une nouvelle France*, et renouant par delà les années avec l'esprit de son discours de 1976 sur le « travailisme à la française », M. Chirac se défend de critiquer le gouvernement, mais il omet d'évaluer l'action conduite depuis dix-sept mois sous la direction de M. Balladur lorsqu'il dresse le tableau d'un « affaiblissement et incertitude », qui a besoin que « l'Etat incarne à nouveau l'autorité », que le « pouvoir politique », aujourd'hui « affaibli », soit « restauré » et que la « cohésion sociale » soit « renforcée ». Quand il ajoute qu'« une politique juste et généreuse devra y pourvoir », il ne dit pas si c'est déjà le cas.

Le diagnostic sévère de Valéry Giscard d'Estaing

M. Chirac n'est pas le seul à nourrir un projet social. Valéry Giscard d'Estaing, qui avait annoncé avant l'été un plan de lutte contre le chômage et pour le retour au plein emploi, se prépare à le faire connaître. Jeudi, sur Europe 1, le président de l'UDF a émis, lui aussi, un diagnostic sévère en expliquant que « la France est dans une situation difficile » en raison du chômage, qui demeure « le plus grand problème ». « La France va mieux qu'il y a six mois, parce que son économie est en légère reprise », a admis l'ancien chef de l'Etat, mais si « la reprise est incontestable », a-t-il ajouté, elle n'est « pas générale ».

La contestation de sa politique sur le terrain social ne prend pas le premier ministre au dépourvu. Les orientations budgétaires connues la semaine dernière doivent démontrer la préoccupation du gouvernement, qui préfère renoncer aux allègements d'impôts afin

simplement « être socialiste », qu'il comme prévu, n'est signé que par le nouveau premier secrétaire Henri Emmanuelli, mais qui déstabilise, des amis de Jean-Pierre Chevènement, des membres de la Gauche socialiste de Jean-Luc Mélenchon et de Julien Dray et des militants historiques, Louis Mermaz et Roland Dumas, qui, dans leur contribution « Unité dans la clarté », annoncent clairement leur volonté de synthèse.

Le débat des 35 heures ressurgit

La contribution d'Henri Emmanuelli est sans surprise. Toutes les lignes de force du discours du nouveau patron du parti s'y retrouvent. Il rappelle que les socialistes ont « un devoir d'opposition sans concession » et « un devoir de critique radicale ». « Notre volonté de transformation sociale, va-t-il même jusqu'à dire, n'implique pas que nous soyons dans l'obligation, comme on voudrait nous le faire croire, de produire un système alternatif et en mains ». Sur le fonctionnement du parti, M. Emmanuelli semble même revenir sur sa critique des courants et son désir de les entretenir, en soulignant que « les dérives de comportement » de ces courants ne sauraient fournir « la principale explication de notre perte d'influence ». Enfin, comme dans tous les autres textes, l'emploi vient naturellement comme la première des priorités et tout naturellement aussi, M. Emmanuelli renforce son cheval de bataille sur les 35 heures, en rappelant qu'une telle mesure sans perte de salaire « n'est ni irréaliste, ni hypocrite ».

Le deuxième texte important est le premier résultat de l'appel lancé le 31 juillet en faveur d'un projet de gauche pour la France regroupant plusieurs rivaux et jospinistes autour d'un Pierre Mauroy réajusté et d'une Martine Aubry textée. Un texte ancien, qui s'adresse sérieusement à la « culture d'opposition » principe

de base de la stratégie Emmanuelli, qui est moins brutal sur la revendication particulière des 35 heures et qui dresse un constat sans concession sur les vices de fonctionnement du parti.

« Nous ne croyons pas, rappelle ce texte, que le parti socialiste puisse se refaire une santé dans l'opposition, pendant que la société continue de se désagréger, en espérant profiter du malheur social [...] Le parti socialiste doit maintenant adopter une stratégie offensive, à gauche, refusant aussi bien la tentation du consensus et de l'alliance avec un centre inévitable que le repli sur soi et le confort d'une éternelle opposition ». Enfin la « dérive des courants » est clairement condamnée.

Ce constat débâché se retrouve d'ailleurs dans nombre de contributions. Dans un texte baptisé « état d'urgence », Ségolène Royal et ses amis « transcurants » réclament également avec force « une remise en mouvement de toute la gauche ». « Si ce congrès, déclarent-ils par avance, n'est que l'occasion d'un nouveau marchandage entre les principaux courants du parti, alors une chance décisive aura été perdue à quelques mois de l'échéance présidentielle ». Beaucoup semblent bien conscients de cet enjeu, de cette dernière chance de salut. Nul ne songera, par correction ou souci du ridicule, à remettre en cause la position d'Henri Emmanuelli à la tête du parti. Mais son désir d'arriver à terme du congrès avec une majorité et une minorité, par-delà les clivages traditionnels des courants, soulève bien des difficultés.

Enfin, jusqu'à la dernière minute, Lionel Jospin, qui se retrouve avec un courant complètement démantelé, a gardé le secret sur la contribution personnelle - ce sera la quatrième à être regardée avec attention - qu'il entendait fournir jeudi après-midi. Un texte annoncé extrêmement masqué qui pourrait compliquer la tâche de son ex-ami Henri Emmanuelli.

DANIEL CARTON

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 24 août, au palais de l'Élysée, sous la présidence de François Mitterrand. A l'issue de la réunion, le service de presse du premier ministre a diffusé un communiqué dont voici les principaux extraits.

LA LUTTE CONTRE LE TRAFIC DE STUPÉFIANTS

Le ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif au blanchiment, au dépotage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et tendant à améliorer la lutte contre le trafic de stupéfiants (le Monde du 25 août).

LA LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ INTERNATIONALE

Le ministre des affaires étrangères a présenté un projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative au blanchiment, au dépotage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg, le 8 novembre 1990.

LA SITUATION AU RWANDA

Le ministre des affaires étrangères a rendu compte de l'opération « Turquoise » et de la situation actuelle au Rwanda. Il a dressé un bilan positif de l'opération « Turquoise » décidée par le président de la République et le gouvernement. Le ministre des affaires étrangères a indiqué que le retrait des forces françaises du Rwanda le 21 août, en application de la résolution 929 du Conseil de sécurité, s'est déroulé dans de bonnes conditions. La France a ainsi respecté de façon exemplaire le mandat qu'elle avait reçu du Conseil de sécurité et les engagements qu'elle avait pris le premier ministre devant la représentation nationale.

LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS PENDANT LA PÉRIODE DES VACANCES

Le ministre de l'économie a présenté une communication sur la protection des consommateurs pendant la période des vacances.

HISTOIRE

Le cinquantenaire de la libération de Paris

M. Balladur appelle les Français à se garder des « divisions intestines »

La célébration du cinquantenaire de la libération de Paris a continué, mercredi 24 août, avec l'inauguration du Mémorial du maréchal Leclerc de Hautecloque et de la libération de Paris. Edouard Balladur et Jacques Chirac ont prononcé chacun une allocution au cours de cette cérémonie sur la dalle de la gare Montparnasse. Le premier ministre a appelé les Français à se garder des « divisions intestines ».

Le 24 août 1944 au soir, trois chars et quelques dizaines d'hommes qui composaient le détachement du capitaine Raymond Droume arrivèrent à l'Hôtel de Ville de Paris. Cinquante ans plus tard, pour jour, Edouard Balladur, Jacques Chirac, Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, ainsi que Pierre Messmer, ancien premier ministre et président de l'Institut Charles-de-Gaulle, étaient présents pour célébrer ces événements sur la dalle Montparnasse, l'un des sites de la capitale les plus récemment inaugurés.

Plus de deux mille personnes étaient réunies sur cette immense esplanade, encadrée de bâtiments modernes et tout juste décorée d'une végétation encore jeune et

de jets d'eau. Les compagnons de la Libération, les anciens combattants et leurs familles étaient plus ou moins bien installés derrière les cordons de sécurité qui entouraient la tribune officielle.

Bronzés et vêtus de bleu, le maire de Paris et le premier ministre ont, dans une dizaine de minutes, chacun à sa façon, rendu hommage à l'entrée de la 2^e DB dans la capitale. Volontiers lyrique, M. Chirac a évoqué les débuts de « l'aventure Leclerc » en août 1944 dans l'oasis de Koufra (Libye), « tout ce désert balayé par les tornades de vent et les orages de sable que l'on voit venir au bout de l'horizon ». Après avoir retracé l'histoire de la 2^e DB, « chevauchée superbe qui, dans une charge fulgurante, va dévaler vers le Sud, puis obliquer vers l'Est, jusqu'à Paris où elle entre la première », M. Chirac a conclu avec une phrase de de Gaulle (qu'il a citée neuf fois au total) : « Enfants de France, rêvez d'être un jour des Leclerc ! ».

« Passionnant travail d'unification »

Fidèle au thème de l'« unité », déjà développé en Provence, M. Balladur, qui s'est référé seulement deux fois au chef de la France libre, a rendu hommage au

« passionnant travail d'unification » mené par Leclerc. Après avoir évoqué les différentes forces qui ont permis la libération de Paris, le premier ministre a ajouté : « De cette histoire encore proche, de cette union, sachons tirer des leçons ! ». Et de préciser, en utilisant cette citation de Leclerc : « Je vous demande de réfléchir à l'importance de cette réunion. Notre pays ne peut plus se payer le luxe de divisions intestines : l'union est plus nécessaire que jamais pour rendre à la France sa grandeur nationale ».

Le premier ministre et le maire de Paris ont ensuite accompagné le maréchal Leclerc de Hautecloque pour dévoiler les plaques des allées de la 2^e division blindée, du chef d'escadron de Guillebon et du capitaine Droume. Ils se sont ensuite dirigés vers le Musée du Mémorial où sont réunies les collections de la Fondation du maréchal Leclerc, qui a légué son fonds historique à la Ville de Paris. Livres, journaux, photographies, affiches et tracts rassemblés par les anciens de la 2^e DB, auxquels ont été ajoutés des interviews et des témoignages des compagnons de Leclerc et de personnes ayant participé à la libération de Paris, constituent l'essentiel de ce musée.

FRANÇOISE CHIROT

Cérémonie commémorative à Notre-Dame de Paris

Edouard Balladur, premier ministre, Jacques Chirac, maire de Paris, Pierre Chassagnou, représentant le président de la République, ainsi que de nombreux membres du gouvernement, des deux assemblées, des anciens de la 2^e DB, des organisations de résistants et plusieurs personnalités religieuses ont participé, jeudi 25 août, à Notre-Dame, à une cérémonie pour le 50^e anniversaire de la libération de Paris.

Cette cérémonie était présidée par le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, en présence d'une quarantaine d'autres évêques et de Mgr Karl Lehmann, président de la conférence des évêques allemands. Il y a cinquante ans, une cérémonie pour célébrer la libération de Paris avait eu lieu, également à Notre-Dame, dans un contexte beaucoup plus critique entre l'épiscopat et les résistants.

Le jour où le cardinal Suhard fut éconduit par le général de Gaulle

Le 26 août 1944, le chef de cabinet d'Alexandre Parodi, représentant du général de Gaulle à Paris, se présente devant l'archevêché de Paris, rue Barbet-de-Jouy, dans le septième arrondissement, et annonce à l'archevêque, le cardinal Emmanuel Suhard, qu'il a « une pénible mission à accomplir ».

« Le gouvernement désire que vous ne paraissiez pas à Notre-Dame », dit-il. Une cérémonie religieuse, précédée d'un Te Deum, est prévue à la cathédrale pour l'après-midi même, à 16 h 30. Au prétexte de Paris, le Père Bruchet, dominicain, aumônier des FFI, avait dit : « Il est impensable que le cardinal accueille le général de Gaulle, car il a présidé les obsèques de Philippe Henriot ».

Pour éviter l'affront, il avait suggéré, sans être suivi, que la cérémonie ait lieu à l'église Notre-Dame-des-Victoires (1).

« De quel droit le gouvernement m'interdit-il l'accès de ma cathédrale ? répliqua l'archevêque de Paris à l'émissaire. »

« Le gouvernement ne peut pas répondre de votre sécurité. Paris se libère dans l'insurrection... Il y a des coups de feu partout. »

« Je suis seul juge de ma propre sécurité. Je ne puis accepter cette raison. J'ai bien l'intention de présider les prières pour la libération de Paris. Mais qui donc vous a donné cette mission ? »

« Le gouvernement de la République. »

« Le général de Gaulle ? »

« Le général a approuvé la décision du gouvernement provisoire. »

« Cela m'est extrêmement pénible... infiniment douloureux. Si c'est la volonté du général de Gaulle, je suis obligé de m'incliner... Je ne puis le faire sans protester (2). »

La voiture d'un commissaire de police restera devant la porte de l'archevêché, obstruant le passage de la voiture du cardinal. L'abbé Rodhain, aumônier des camps de prisonniers, et l'abbé Houchet, aumônier de la

division Leclerc, arrivent en jeep à l'archevêché. Ils proposent bien au cardinal de l'emmener en franchissant les barrières, mais l'archevêque refuse.

« Un traitement policier »

« Dès 16 heures, écrivent alors les archives du chapitre de Notre-Dame, M. le général de Gaulle se présente à Notre-Dame et, avec la foule qui chantait le Magnificat, pria sans paraître autrement ému des vifs de mitraillettes qu'il venait d'essuyer au moment où il descendait de voiture. Cependant que le chef de la Résistance se retire, M. l'archiprêtre Brot s'approche et au nom de Son Eminence, Mgr le cardinal Suhard, proteste contre le traitement « policier » qui a maintenu l'archevêque de Paris loin de son église cathédrale. M. le général de Gaulle demande alors à M. l'archiprêtre Brot d'exprimer à l'archevêque de Paris les regrets que provoque cet incident. (2) » Le cardinal Suhard notera dans ses carnets : « Cette journée fut une des plus pénibles de ma vie. »

Cet épisode est l'un des plus spectaculaires de ceux qui, à la fin de la guerre, ont opposé les résistants à une partie de l'épiscopat pétainiste, voire, pour certains, franchement collaborationnistes. Malgré d'authentiques figures « résistantes » - celles de Mgr Théas à Montauban, qui fut déporté, ou de Mgr Saliege à Toulouse -, l'image de l'épiscopat restera longtemps éclaboussée par son attitude sous le régime de Vichy.

Au cardinal Suhard, les résistants, notamment Georges Bidault, grande figure de la démocratie chrétienne, tenaient rigueur d'avoir reçu le maréchal Pétain à Notre-Dame, le 26 avril 1944, soit quatre mois avant la libération de la capitale, pour une cérémonie d'obsèques de victimes civiles des bombardements alliés. Le 1^{er} juillet suivant, l'archevêque de Paris est

présent aux obsèques de Philippe Henriot, secrétaire d'Etat à l'information de Vichy, exécuté par des résistants, célébrées en grandes pompes à Notre-Dame. Il refusa, toutefois, de prendre la parole, prétextant le Père Jean Vianier, biographe du cardinal, ce qui lui valut d'être qualifié de « gaulliste » par la presse parisienne (3) !

Le cardinal Suhard sera reçu le 20 septembre par le général de Gaulle, et celui-ci expliquera, dans ses *Mémoires de guerre* : « L'état de tension d'un certain nombre de combattants et ma volonté d'éviter toute manifestation désobligeante pour Mgr Suhard m'ont amené à approuver ma délégation qui l'a prié de demeurer à l'archevêché pendant la cérémonie. » Le 9 mai 1945 - réconciliation nationale oblige -, le cardinal Suhard sera à Notre-Dame, cette fois, aux côtés du général de Gaulle, pour le Te Deum de la victoire.

Le 26 août 1944, ce prélat, qui était hanté par la misère sociale et la déchristianisation de Paris et de sa banlieue, fondateur en pleine guerre de la Mission de France (1944), avait reçu l'abbé André Depierre, qui deviendra l'un des premiers prêtres ouvriers. Celui-ci, commentant les événements, lui avait dit : « Eminence, ce n'est pas seulement un changement de gouvernement. C'est la libération de la France, c'est une révolution. » Le cardinal réfléchit profondément, souligna son biographe, et dit : « Je n'aurais pas compris cela. »

HENRI TINOCO

(1) La Grande Histoire des Français sous l'Occupation, de Henri Amouroux, tome VIII, Editions Robert-Laffont.

(2) Ce dialogue est repris d'un numéro spécial de Paris Notre-Dame consacré au cinquantième anniversaire de la libération (8, rue de la Ville-l'Évêque, 75008 Paris). On lira, aussi, l'article de Jacques Duquesne dans le dernier numéro de Notre Histoire (septembre) sur les catholiques et Vichy.

(3) Le Cardinal Suhard, de Jean Vianier, Ceramion, 1983.

JUSTICE

Dans un entretien à « l'Express »

Valéry Giscard d'Estaing affirme que son « ordre » de rechercher Carlos a été annulé après l'élection de M. Mitterrand

Le juge Jean-Louis Bruguière est désormais en charge de trois dossiers d'instruction visant le terroriste Carlos : outre celui sur l'attentat de la rue Marbeuf, commis en 1982 (un mort, cinquante blessés), ceux perpétrés contre le train Capitale, toujours en 1982 (cinq morts) et la gare Saint-Charles à Marseille en 1983 (deux morts). Ces deux derniers dossiers avaient été renvoyés en 1990, les juges d'instruction saisis à l'époque, à Limoges et à Marseille, ayant délivré des non-lieux sans avoir pu identifier formellement les auteurs des attentats. Ce sont ces mêmes magistrats qui, mercredi 24 août, ont rendu deux ordonnances de dessaisissement au profit du juge Bruguière.

Cette procédure fait suite aux instructions données par la chancellerie en vue de faire rouvrir ces dossiers, compte tenu des éléments apparus dans les archives de la Stasi, l'ancienne police secrète est-allemande, dont des extraits ont été communiqués au juge Bruguière, et qui désignent Carlos comme l'auteur de ces attentats. L'ancien chef terroriste, qui a déjà été mis en examen le 16 août (le Monde du 17 août) pour l'attentat de la rue Marbeuf, devrait donc, en toute logique, se voir notifier deux nouvelles mises en examen lors de sa prochaine audition par le juge, prévue le 5 septembre (le Monde du 25 août).

Dans la perspective de cette convocation, M^{re} Mourad Oussedik, l'un des avocats de Carlos, a indiqué que le dossier d'instruction ne comportait, pour l'heure, « que des notes de synthèse ». Le second avocat du terroriste, M^{re} Jacques Vergès, a affirmé mercredi, dans un entretien accordé à la BBC, qu'il ne s'attend pas à un procès équitable, en dépit du fait que, selon lui, « il n'y a aucune preuve établie dans au moins trois des quatre accusations » portées contre Carlos. Évoquant le débat sur le rôle qu'il aurait joué en 1982 pour le compte

du groupe terroriste (le Monde des 18, 19, 20 et 24 août), M^{re} Vergès a ajouté : « Je sais combien le pouvoir était paniqué à l'époque et comment il a négocié avec tous les terroristes. Ils ne veulent pas que je parle de ça aujourd'hui, mais si l'on poursuit M. Carlos, j'y suis obligé. » Dans le même temps, le colonel Joseph Vanga, ancien responsable de la section antiterroriste du contre-espionnage hongrois, déclarait sur France 2 et TF1 que l'avocat était à Budapest en 1982 afin d'y rencontrer Carlos, ce que M^{re} Vergès a une nouvelle fois démenti.

Le débat sur d'éventuelles tractations entre les autorités de l'époque et le groupe Carlos s'est politisé, jeudi 25 août, avec les

déclarations de Valéry Giscard d'Estaing, qui a critiqué, dans l'Express, le rôle du pouvoir politique après les élections présidentielles de 1981. L'ancien président de la République regrette que la surveillance de Carlos ait alors été abandonnée. M. Giscard d'Estaing déclare avoir, lui, « donné en 1976 l'ordre aux services spéciaux français, SDECE (service de documentation extérieure et de contre-espionnage, l'ancêtre de la DGSE) et DST, de rechercher par tous les moyens le terroriste Carlos ».

Localisé en Colombie en 1979, Carlos était alors l'objet d'une surveillance étroite opérée par le SDECE afin de « connaître ses prochains déplacements vers

l'Europe pour l'y intercepter », ajoute-t-il, mais « l'occasion favorable ne s'est pas présentée avant l'échecé présidentielle de 1981 ». L'ancien chef de l'Etat affirme avoir « été informé que, quelques mois après le changement de 1981, la mission avait été interrompue (...). Le contact était ainsi perdu. Or Carlos est revenu dans notre pays l'année suivante, où il a commis plusieurs attentats. J'ignore les motifs de cette décision, mais je regrette que le travail remarquable de nos services ait été gâché et qu'on ait laissé une occasion exceptionnelle de mettre ce dangereux terroriste hors d'état de nuire ». L'Elysée n'a pas souhaité, jeudi matin, commenter ces déclarations.

Selon « le Nouvel Afrique-Asie »

Hassan Tourabi aurait négocié la « livraison » du terroriste lors d'une visite secrète à Paris fin juillet

Sous le titre « Entretiens secrets Tourabi-Pasqua à Paris », l'hebdomadaire le Nouvel Afrique-Asie rapporte, dans son édition du 30 août, que le dirigeant islamiste soudanais Hassan Tourabi a effectué à la fin du mois de juillet dernier une visite secrète à Paris pour s'entretenir avec Charles Pasqua.

« En échange de Carlos, d'importantes concessions auraient été faites [par M. Pasqua] avec l'accord du gouvernement », écrit l'hebdomadaire. Il s'agit, « entre autres, d'une intervention française en faveur de Khartoum auprès de l'Union européenne, des Etats-Unis, de la Banque mondiale et du FMI, l'entraînement en France et au Soudan d'officiers soudanais à la lutte anti-guérilla, l'envoi de

techniciens français auprès des forces armées et policières soudanaises, l'élimination progressive de la dette soudanaise et le soutien militaire et logistique français à la lutte de Khartoum contre la guérilla chrétienne et animiste » du Sud. M. Pasqua se serait également engagé à « redorer dans les médias français le blason terni de l'islamisme soudanais ».

Un démenti de M. Pasqua

Toutefois dans une interview publiée par le Nouvel Observateur, M. Tourabi affirme que « la France n'a rien fait pour aider le Soudan s'agissant des problèmes du Sud. Elle n'a fourni ni informations, ni armes, ni aucune aide via d'autres Etats de la région ». Selon le dirigeant

soudanais, éminence grise du régime, Khartoum avait refusé dans un premier temps de remettre Carlos à la France et voulait seulement l'expulser pour « éviter toute la propagande qui pouvait se développer autour de cette affaire (...) C'est lorsque Carlos a refusé de partir que le Soudan a dit : c'est bon prenez-le », ajoute-t-il.

Pour sa part, le ministère de l'Intérieur a démenti « formellement », mercredi 24 août, les affirmations du journal le Nouvel Afrique-Asie, précisant que M. Pasqua n'a jamais rencontré M. Tourabi. Toutefois, dans un entretien accordé à France 2, le « guide » islamiste du régime soudanais a affirmé avoir servi d'intermédiaire pour des contacts entre le gouvernement français et le FIS algérien (lire page 6).

MÉDECINE

Souffrances fœtales

La revue médicale britannique « The Lancet » publie des résultats dérangeants sur les seuils de sensibilité à la douleur des embryons humains

A quel stade de son développement l'organisme humain commence-t-il, in utero, à faire l'expérience de la douleur ? Une étude médicale britannique récemment publiée par The Lancet (1) aborde un thème généralement méconnu, sous-estimé ou mal accepté : le fœtus humain est-il susceptible de souffrir in utero, notamment lorsqu'il est soumis à certains gestes médicaux-chirurgicaux ? Ses résultats risquent évidemment de donner des arguments aux adversaires de l'avortement.

Entre juin 1992 et septembre 1993, 46 femmes volontaires, enceintes de 20 à 34 semaines, et hospitalisées au Queen's Charlotte and Chelsea Hospital de Londres ont accepté de participer à cette étude. Une série de précautions méthodologiques avaient au préalable été prises afin que les résultats observés ne puissent être le produit d'artefacts. Les fœtus devaient, pour des raisons médicales, subir des prélèvements sanguins (pour des examens chromosomiques rapides, pour des surveillances d'états anémiques) ou des transfusions sanguines (pour prévenir l'apparition de phénomènes d'incompatibilité immunologique).

Au total, près de 200 prélèvements de sang fœtal ont pu être obtenus et analysés. Les auteurs ont comparé les concentrations des substances témoins d'une réponse de stress (cortisol et bêta-endorphine) selon que le prélèvement était réalisé via le cordon ombilical ou par l'intermédiaire de la veine intra-hépatique du fœtus. Dans ce dernier cas, le geste, plus long et plus agressif, touchant des zones innervées, est potentiellement plus douloureux que le premier. Il est toutefois nécessaire, pour des raisons médicales, d'avoir recours à cette voie d'accès veineuse.

Les résultats de ce travail apparaissent sans équivoque, les augmentations des concentrations sanguines fœtales en cortisol et en bêta-endorphine étant corrélées à la longueur et à l'agressivité du geste médical. Les auteurs de l'étude expliquent d'autre part avoir observé que les fœtus réagissent plus vivement (mouvements corporels et respiratoires) à l'occasion des prélèvements sanguins intra-hépatiques qu'à ceux effectués via le cordon ombilical.

Commentaire critique

Bien qu'ils ne puissent apporter la preuve irréfutable (compte tenu des incertitudes actuelles quant aux modes de perception fœtale), tout cela laisse, selon les auteurs de cette étude, supposer que les fœtus humains peuvent, dans de telles situations, véritablement souffrir. Et donc qu'ils pourraient bénéficier de soins préventifs, anesthésiques ou analgésiques. Ils ajoutent que, de la même manière que les médecins prennent en compte aujourd'hui les souffrances des nouveau-nés, ceux en charge des fœtus devraient modifier leurs pratiques en intégrant une telle donnée. Cela, concluent-ils, ne devrait pas concerner les seuls actes diagnostiques et thérapeutiques, mais également les avortements, en particulier ceux qui, tardifs, imposent le recours à des gestes chirurgicaux très agressifs.

The Lancet publie, à la suite de cette étude, un commentaire critique signé D. A. Clark (McMaster University Medical Center, Hamilton, Canada). L'auteur s'interroge notamment sur la véritable portée de cette réponse biochimique au stress induit par les gestes médicaux. Il note d'autre part que cette réponse biochimique peut être observée même lorsqu'une analgésie est pratiquée. Il rappelle que des patients semi-conscients peuvent présenter de telles réponses biochimiques

alors même qu'ils ne sont pas conscients. Plus généralement, le docteur Clark s'interroge sur notre faible degré de connaissance quant aux capacités du fœtus humain de ressentir les phénomènes douloureux et sur la difficulté qu'il y a à établir une corrélation entre une réalité biochimique et un phénomène sensitif.

Comment savoir ? Comment ne pas remarquer que les arguments aujourd'hui invoqués pour ne pas lutter contre une douleur potentiellement ressentie par le fœtus sont du même ordre que ceux avancés hier pour ne pas pratiquer d'anesthésie chez l'enfant ? « Je ne vois pas pourquoi il faudrait a priori se méfier d'un travail comme celui publié par The Lancet », nous a déclaré le professeur Yves Dumez, directeur de l'unité de médecine fœtale de l'hôpital Fort-Royal (Paris). Ce travail est utile notamment en ce qu'il fait prendre conscience que le fœtus est bien un patient, un individu à part entière. Durant très longtemps, les néonatalogistes n'ont pas tenu compte du fait que les nouveaux nés peuvent souffrir. Cette prise de conscience date de moins de dix ans. Dans les maternités, aujourd'hui encore, je suis effaré par le nombre de prélèvements effectués chez des enfants normaux, par la trop grande médicalisation de situations qui ne sont pas pathologiques.

Prise de conscience

« Étendre la notion de souffrance ressentie par le nouveau-né à celle des souffrances ressenties par le fœtus ? Pourquoi pas ? Il y a une très grande continuité entre les spécialistes de médecine prénatale et les pédiatres, poursuit le professeur Dumez. Pourquoi ferait-on souffrir pour rien ? Pourquoi ne pas tenter de réduire une grande souffrance fœtale lors de gestes médicaux agressifs dès lors que l'anesthésie ne perturbe pas la thérapeutique ? »

Le professeur Dumez explique notamment qu'en pratique beaucoup d'équipes de médecine fœtale ont, ces derniers temps, appris à pratiquer des anesthésies afin de réduire les mouvements du fœtus, mouvements qui gênent la bonne conduite des gestes thérapeutiques. Ces équipes ont ainsi pu mettre un terme à l'usage du curare qui immobilise le fœtus sans inhiber chez lui les sensations douloureuses. C'est même la prise de conscience s'applique aux avortements tardifs (au septième ou huitième mois de grossesse) — dits « thérapeutiques » — pratiqués pour des raisons médicales impérieuses, la vie de la femme étant en danger ou le fœtus souffrant de pathologies graves. « Auparavant, pour ce type d'avortement, on injectait un produit létal pour le fœtus, explique encore le professeur Dumez. Mais, aujourd'hui, beaucoup d'équipes ont le souci de la souffrance fœtale et injectent au préalable, dans les secondes qui précèdent, un produit analgésique. Cela pourrait passer aux yeux de certains pour de la sensibilité. Pour moi, il ne s'agit nullement de cela. »

L'exposé objectif des résultats et la prise en compte de ceux-ci dans le champ de la médecine sont d'autant plus complexes qu'ils éclairent d'un nouveau jour l'ambiguïté du statut de l'embryon et du fœtus humain. A ce titre, ils fournissent, quoi qu'on pense, de nouvelles armes aux adversaires de l'interruption volontaire de grossesse.

JEAN-YVES NAU

(1) « Fetal Plasma Cortisol and Beta-Endorphin Response to Intrauterine Needling », The Lancet, 1994, 344 : 77-81. On notera par ailleurs l'article : « Pain View from Harms: The Ethics of Pain Control of Infants Colic », de G. A. Walton paru dans le dernier numéro du New England Journal of Medicine daté du 25 août.

ÉDUCATION

D'après deux études portant sur l'année 1991-1992

Moins de 10 % des jeunes quittent le système scolaire sans qualification

Selon deux études de la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) du ministère de l'Éducation nationale, le nombre de jeunes qui, à l'issue de l'année scolaire 1991-1992, ont quitté le système éducatif sans diplôme ni qualification était en diminution. Pour la première fois, il est passé sous la barre des 10 % de la génération concernée. Dans le même temps, les diplômés de l'enseignement supérieur sont en augmentation constante, surtout en deuxième et troisième cycles.

Ce serait la principale cause du chômage des jeunes. Tout au moins la première des raisons invoquées pour expliquer les difficultés d'insertion des moins de vingt-cinq ans dans la vie active. L'absence de qualification, à l'issue du parcours scolaire, est pourtant un phénomène en régression. Sur l'ensemble des 827 400 jeunes qui sont sortis du système éducatif en 1992, 79 100 (9,6 %) n'avaient acquis aucun diplôme, contre 88 300 l'année précédente (11 %) et 102 600 en 1988 (12,9 %). L'essentiel de ces abandons précoces en situation

d'échec total provient des effectifs des lycées professionnels, de l'enseignement agricole et des centres de formation d'apprentis (CFA). Il est surtout concentré, souligne la DEP, dans quelques académies du Nord-Est et du Sud-Est. La Corse compte ainsi 21 % de jeunes non qualifiés, devant Amiens (18 %), Reims (15 %) ainsi que Rouen, Nice et l'Île-de-France (13 %). A l'inverse, ils ne sont que 2 % dans celles de Toulouse, Limoges (3 %) et Rennes (4 %).

Parallèlement, le nombre de jeunes qui abandonnent après le BEPC, le CAP ou le BEP est également en diminution. Avec 241 500 jeunes au lieu de 253 700 l'année précédente. Ce phénomène est dû, en partie, à la prolongation de la scolarité depuis la suppression progressive des CAP après la 5^e, avec en contrepartie le développement des formations de CAP et BEP, en lycée professionnel ou par apprentissage après la troisième. Depuis la réforme instituée en 1988, cette formation donne accès au bac professionnel, qui a enregistré 10 000 inscriptions supplémentaires en deux ans.

Le taux de succès des jeunes titulaires de bacs pro, qui a priori ne se destinent pas à l'enseignement supérieur, explique l'augmentation des départs après le bac (111 700 jeunes contre 89 300 en 1991). De leur côté, la quasi-totalité des bacheliers généraux et, maintenant, la très grande majorité des bacheliers technologiques intègrent l'enseignement supérieur. Selon la DEP, les flux de sortie, à ce stade, ont progressé de 27 % en cinq ans et concernent la moitié d'une génération, contre un tiers en 1987.

Au total, 270 000 jeunes qui se sont inscrits sur le marché du travail avaient acquis un diplôme à

Deux disparitions

Le vice-amiral d'escadre Henri Rousselot

Nous apprenons la mort du vice-amiral d'escadre Henri Rousselot, survenue mardi 23 août à Plouzané (Finistère) à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Henri Rousselot avait commandé le sous-marin Rubis dans les rangs des Forces navales françaises libres durant la seconde guerre mondiale. Ses obsèques devaient être célébrées jeudi 25 août à Brest, où les honneurs militaires devaient lui être rendus dans la

cour d'honneur de la préfecture maritime. [Né le 22 mars 1912 à Gap (Hautes-Alpes), ancien élève de l'École navale, Henri Rousselot a commandé, de 1941 à 1943, le sous-marin Rubis sur lequel il avait servi auparavant comme enseignant puis lieutenant de vaisseau et commandant en second. Affecté à l'état-major de la marine à Paris en 1964, il avait été préfet maritime de l'Atlantique à Brest, de 1969 à 1972. Le vice-amiral d'escadre Rousselot était grand officier de la Légion d'honneur, croix de guerre et compagnon de la Libération.]

L'ancien bâtonnier de Lyon

M^{re} Alain de La Servette

M^{re} Alain de La Servette, bâtonnier de l'ordre des avocats de Lyon en 1982-1983, s'est tué, mardi 23 août, dans un accident de montagne, dans le massif de la Charreuse.

En 1983, sa fonction de bâtonnier l'avait amené à se désigner lui-même pour assurer la défense, juste après son arrestation et pour

quelques mois, de Klaus Barbie. [Né à Lyon en 1925, M^{re} de La Servette était avocat dans cette ville depuis 1948. Il était à l'origine des relations établies depuis 1983 entre le barreau de Lodz en Pologne et le barreau de Lyon. Il avait été envoyé comme observateur lors des élections au Chili en 1988 et en Roumanie en 1989. Il revenait d'une mission au Cambodge où, depuis 1983, il participait à l'organisation judiciaire du pays.]

MICHEL DELBERGHE

JAVICO 150

SOCIÉTÉ

RELIGIONS

A la veille de la conférence mondiale du Caire

L'épiscopat français rend public un mémorandum sur la démographie

Mgr Joseph Duval, président de la conférence des évêques de France, a adressé à Edouard Balladur, premier ministre, un mémorandum, rendu public mercredi 24 août, précisant la position de l'Eglise catholique et du Saint-Siège à la veille de la conférence mondiale du Caire sur la population (3-12 septembre). Dans le programme d'action de l'ONU, sur lequel les délégations gouvernementales auront à se prononcer, l'épiscopat français décèle des « principes nouveaux, sans justification éthique ». Il cite la reconnaissance d'un droit « à la reproduction » et « au libre choix

de la procréation », comprenant des risques d'« extension progressive et indéterminée de l'avortement ». De même, la notion de « santé sexuelle » est-elle jugée « permissive » : « aucune mention n'est faite de l'amour et du désir d'enfant ».

Le mémorandum de l'épiscopat français dénonce également la « volonté néomalthusienne qui parcourt tout le texte », alors que la croissance démographique mondiale est à la baisse, ainsi que l'absence de toute référence à la famille comme « institution reconnue par le mariage et stable ».

BIBLIOGRAPHIE

L'idée fausse du « retour du religieux » en Europe

POLITIQUE ET RELIGION.
LA GRANDE MUTATION
de Patrick Michel, 177 pages, 98 F.

DIEU ET CÉSAR.
ESSAI SUR LES DÉMOCRATIES
OCCIDENTALES
d'Henri Madelin
et Sylvie Toscer
Décès de Brouwer,
158 pages, 94 F.

Cinq ans après la chute du mur de Berlin, les rapports entre Dieu et César, entre « le religieux » et « le politique » sont loin d'avoir trouvé leur équilibre dans les pays de l'ancien bloc de l'Est. Sociologue, fin connaisseur de la Pologne, Patrick Michel trace la chronique de ce temps de flottement et d'incertitudes, jusqu'au 24 août, jour de la conférence mondiale du Caire sur la population.

Au même moment, sort un autre livre sur le christianisme en Occident, écrit par Henri Madelin et Sylvie Toscer, qui aboutit au même constat de remise en cause des frontières traditionnelles entre les Eglises et l'Etat.

A partir des événements de l'Est d'abord, Patrick Michel fait le diagnostic d'une triple crise en Europe aujourd'hui : une crise des « représentations », liée à la disparition des points de repère issus de la période communiste ; une crise de la « centralité », celle de l'Etat et des grandes institutions ; une crise des « médiateurs », notamment des grands systèmes de communication. Les repères traditionnels - bipolarité Est-Ouest, assimilation de la démocratie au « bien » ou à la prospérité - ont volé en éclats. Il s'ensuit un « envahissement du relatif », qui atteint tous les systèmes de sens et les valeurs à la charnière de la politique et de la religion.

On se souvient des discours du pape à Gdansk et des manifestations contestataires dans les temples protestants d'Allemagne de l'Est. De manière inégale selon les pays, les grandes Eglises chrétiennes ont participé au processus de « sortie » du communisme. Mais celle-ci joue désormais contre les Eglises. Aux certitudes figées d'hier, a succédé un marché libre des valeurs, un univers fluide de représentations et de croyances, un processus de « désinstitutionnalisation » de la religion, qui ont pour conséquence le déclin de la pratique traditionnelle, l'effacement des Eglises historiques, la montée des sectes et du paranormal.

Patrick Michel ne croit pas au « retour du religieux » que certains interprètent à l'Est, après tant d'années d'oppression, comme une « revanche de Dieu ». Ou plutôt, il y voit comme à un trompe-l'œil. Dans le meilleur des cas, affirme-t-il, c'est un « rempart de l'étrique », dans le pire, un prétexte à toutes les intolérances, aux intégrismes, aux barbaries, au tribalisme ethnique en Bosnie, aux menaces qui pèsent aujourd'hui sur la paix et la démocratie.

Mais de renouveau de la foi, il n'y a pas. Ce qui se produit, écrit Patrick Michel, c'est une présence sociale plus massive des comportements et des discours qui se réclament du religieux ; c'est une recomposition des identités et

des communautés, « bricolées », comme dans les pays de l'ex-URSS ou de l'ex-Yugoslavie, à partir de l'histoire, du mythe, de la culture, de la religion. De nouvelles peurs se cristallisent ainsi, à l'heure où l'Occident se voit privé d'« ennemis ».

L'auteur n'a pas de recette pour l'avenir. Tout juste propose-t-il que soient réinventées de nouvelles formes du lien social, repensées les notions de « particulier » et d'« universel ». On le sent sévère à l'égard d'Eglises qui « éprouvent les plus grandes difficultés à répondre à une demande de sens autrement que par une production de normes ». Mais il n'a pas tort d'interpréter l'attitude d'une personnalité comme Jean-Paul II, dans son encyclique morale sur la Vieillesse, comme « un refus de la « technique » pour maintenir « l'universel » - la notion, l'autodidacte l'illustration - contre le « particulier » et le « relatif », qui dominent dans l'Europe et le monde aujourd'hui.

Le pari de la liberté

N'assiste-t-on pas à des phénomènes étrangement parallèles à l'Ouest et à l'Est ? L'analyse comparative que vient de faire Henri Madelin et Sylvie Toscer, puisant à des histoires et des cultures souvent différentes - celles de la France, de l'Allemagne, de l'Espagne, de l'Italie, des Etats-Unis - aboutit au même constat global : celui du « désenchantement » du politique, de la mort de la sacralisation, de la « privatisation » des comportements religieux, de la dispersion des croyances, du déclin des Eglises historiques, de la progression du « religieux » émotionnel et affectif (autour des charismatiques ou des pentecôtistes) et même du retour à certaines formes de paganisme.

Comme dans l'actuelle Europe de l'Est, les Eglises sont à la recherche de nouveaux modes d'intervention dans l'espace social et de rapports plus dédramatisés avec l'Etat. La France sort peu à peu de sa lutte ancestrale entre les deux cultures laïque et religieuse (1) et l'Italie de son imposante tutelle démocrate-chrétienne. L'Ouest aussi connaît des formes de retour du religieux, mais elles témoignent d'un regain des croyances plus que d'un regain des institutions. Dans l'Allemagne réunifiée, se multiplient ainsi les « sortes d'Eglises », faciles à évaluer grâce à l'impôt sociétal, touchant aussi bien les protestants que les catholiques.

A l'Est comme à l'Ouest, la liberté des Eglises n'a jamais été aussi grande. Elles n'ont jamais été aussi capables de lutter, écrit Henri Madelin, contre « toutes les formes de totalitarisme politique, qu'elle soient de gauche ou de droite, contre des formes de totalitarisme plus sournois qui viennent des dysfonctionnements de l'économie ». Mais il n'est pas sûr que ces Eglises soient au clair sur leur propre place dans la vie publique, ni sur les enjeux religieux qui grandissent au cœur de la modernité.

HENRI TINOCO

(1) On notera aussi la sortie du livre *L'Eglise catholique en France. Approches sociologiques*, de Julien Pétel. Décès de Brouwer, 222 pages, 120 F.

SPORTS

FOOTBALL

Après avoir éliminé les Hongrois de Vac

Le Paris-SG qualifié pour la nouvelle Ligue des champions

Vainqueur 2-1, sur le terrain des Hongrois de Vac, le Paris-SG s'est qualifié, mercredi 24 août, pour la Ligue des champions de football. Le jeune attaquant Patrick Mboma a ajouté deux buts (19^e et 66^e minutes) aux trois inscrits par les Parisiens, le 10 août au Parc des Princes, lors du match aller.

Le Paris-SG accède ainsi au stade d'une compétition dont l'organisation a, une nouvelle fois, été remaniée. Pour allonger la durée de la Ligue des champions et accroître encore les larges recettes qu'elle génère, les dirigeants de l'Union européenne de football (UEFA) ont eu effet décidé de modifier la formule précédente, à laquelle participaient huit clubs, répartis en deux groupes de quatre. Désormais, seize clubs champions participent à la compétition. Les huit qualifiés d'office, en vertu d'un barème qui prend en compte leurs résultats sur les cinq dernières saisons, ont été rejoints, mercredi, par les huit équipes qui ont passé le tour préliminaire. Ce ne sera pas le cas des Ecossais des Glasgow Rangers, qui évoluent désormais à l'ancien Marcellus Basile Boli, éliminés, après deux défaites, par les Grecs d'Aek Athènes.

Les clubs qualifiés ont été répartis en quatre groupes de quatre, à l'intérieur desquels ils se rencontreront jusqu'au mois de

décembre, selon la formule d'un mini-championnat. Les deux premiers de chaque groupe seront qualifiés pour les quarts de finale, qui se disputeront, comme les demi-finales, en matches aller-retour. Les deux finalistes de la Ligue des champions auront donc disputé onze matches au lieu de huit l'an dernier.

La composition des groupes :
Groupe A : FC Barcelone (Esp), Manchester United (Ang), IFK Göteborg (Sue), Galatasaray (Tur).

Groupe B : Bayern Munich (All), Spartak Moscou (Rus), Paris-SG (Fra), Dinamo Kiev (Ukr).

Groupe C : Benfica Lisbonne (Por), RSC Anderlecht (Bel), Hajduk Split (Cro), Steaua Bucarest (Rou).

Groupe D : Milan AC (Ita), Ajax Amsterdam (P-B), Casino Salzburg (Aut), Aek Athènes (Gre).

Le calendrier du Paris-SG :
14 septembre : PSG-Bayern Munich ; 28 septembre : Spartak Moscou-PSG ; 19 octobre : Dinamo Kiev-PSG ; 2 novembre : PSG-Dinamo Kiev ; 23 novembre : Bayern Munich-PSG ; 7 décembre : PSG-Spartak Moscou.

Le calendrier du tableau final :
Quarts de finale : 1^{er} et 15 mars 1995
Demi-finales : 5 et 19 avril
Finale : 24 mai

Suspendu quinze mois pour dopage

Diego Maradona annonce l'arrêt de sa carrière

La carrière de Diego Maradona s'est sans doute achevée sur une ultime sanction. L'ancien capitaine de l'équipe d'Argentine a été suspendu pour quinze mois, mercredi 24 août à Zurich, par le bureau de la Commission d'organisation de la Coupe du monde de la Fédération internationale (FIFA). Cette peine, assortie d'une amende de 20 000 francs suisses, fait suite à l'éviction du joueur de la Coupe du monde américaine pour dopage. Le 30 juin, à l'issue du match Argentine-Nigéria, un contrôle avait révélé des traces de produits à base d'éphédrine dans ses urines.

La sanction, sans possibilité d'appel, est plutôt clémente. Diego Maradona était en effet considéré comme récidiviste après une première suspension de quinze mois, pour usage de cocaïne, en 1991, et risquait une suspension à vie. En éliminant le joueur des terrains jusqu'à l'âge de trente-cinq ans, elle devrait pourtant le priver de la perspective d'une nouvelle « résurrection », même si Maradona a déjà fait mentir plusieurs fois ceux qui l'annonçaient fini.

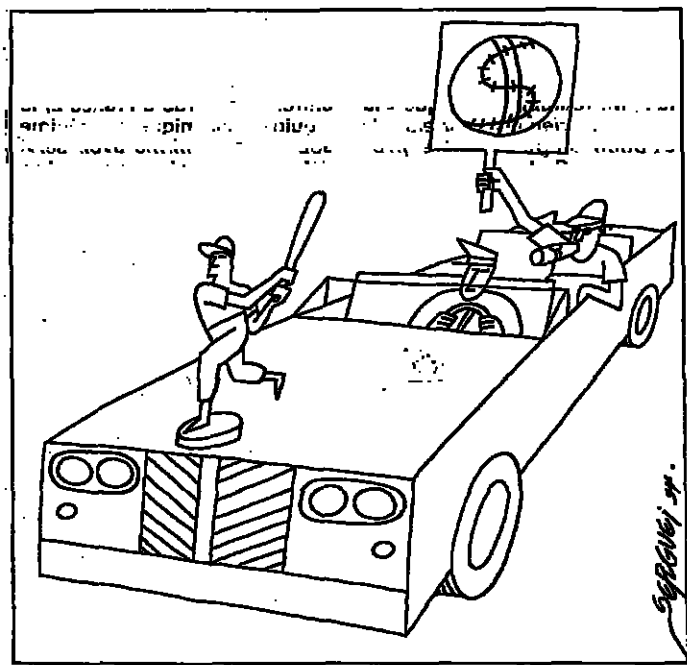
Réagissant à la nouvelle d'Argentine, où il vient d'être inculpé de coups et blessures volontaires pour avoir tiré sur des journalistes en mars, le champion

du monde de 1986 a d'ailleurs déclaré qu'il ne jouerait plus au football. Les deux représentants du joueur à Zurich avaient expliqué que Maradona pouvait être considéré comme coupable de dopage, mais non responsable de l'usage de produits dont il ignorait la nature.

Une affaire comme une autre

« Nous ne voulions pas le détruire, a rétorqué un membre de la FIFA. Mais il était convenu que nous traiterions cette affaire comme une autre, sans nous focaliser sur le fait qu'il s'agissait de Maradona. » Les treize membres du bureau, qui se sont prononcés à l'unanimité, ont tenté de démentir les responsabilités dans l'affaire qui avait secoué la World Cup. Le préparateur physique et diététicien du joueur, Daniel Cerrini, a été suspendu deux ans pour avoir administré au joueur le « cocktail » de stimulants à base d'éphédrine. La Fédération argentine de football a écopé d'une mise en garde pour manque de vigilance. La FIFA a également annoncé qu'elle adopterait un nouvel arsenal de sanctions pour lutter contre le dopage avant la prochaine Coupe du monde de football, qui aura lieu en France en 1998.

La vie sans base-ball



Suite de la première page

Mais la situation des joueurs n'est pas dramatique non plus : leur salaire moyen annuel est passé, depuis 1989, de 400 000 dollars à 1,2 million (2). Le joueur le mieux payé actuellement, Bobby Bonilla, des Mets de New York, gagne 5,7 millions de dollars par an. Autant dire que leur grève est franchement inopportune. « Les revenus des clubs frisent les deux milliards de dollars. Le salaire moyen annuel des joueurs est d'un peu plus d'un million. Il y a 28 équipes et 700 joueurs, et ils n'arrivent pas à se partager le gâteau ? A d'autres ! » s'offusque le *Washington Post*. Dans une lettre au *New York Times*, un prêtre du Bronx signale que, pour permettre à Bobby Bonilla de gagner 10 000 dollars pour chaque coup de batte, les femmes qui courent 48 ballons de cuir par jour dans de

misérables ateliers d'Haiti ne touchent, elles, qu'à peine plus d'un dollar à l'issue d'une journée de travail de dix heures et demie. Qui mettra fin à leur plafond salarial, demande-t-il ?

Les fans qui ne se consolent ni avec leur ordinateur ni avec la deuxième division essaient vaguement de se révolter, mais sans grand succès. Une association, Baseball FAST (Fans Are Striking Too) propose, une fois la grève terminée, de boycotter la Major League autant de jours que de matches manqués. Mais déjà, une grande désillusion se fait jour, souvent teintée d'amertume, à l'égard d'un sport légendaire, aussi bien pour les immigrés italiens que pour les Noirs qui, à l'époque de la ségrégation, avaient leur propre ligue, la Negro League, et que beaucoup considéraient comme pourri par l'argent. Soudain, tous les griefs remontent

à la surface : l'« Astroturf », ce gazon artificiel que les puristes abhorrent, les terrains de base-ball modernes et ternes, « qui ont autant de vie que la surface de Mars », le pop-corn vieux d'un mois, les parkings trop chers, le nombre insuffisant de concessions dans les stades qui font « manquer une manche au père pauvre, que le petit veut une pizza » et même... les matches trop longs où il ne se passe rien.

Vieilles blessures

Les vieilles blessures se rouvrent. On découvre qu'une génération entière de supporters de New York ne s'est jamais remise d'un traumatisme profond, qui remonte à 1957 : celui du transfert des Dodgers de Brooklyn à Los Angeles, devenue commercialement plus alléchante. Ceux qui avaient douze ans à l'époque en parlent encore avec des tremblements dans la voix. Ce jour-là, disent-ils, ils ont compris que l'argent était plus fort que le sport. « Le base-ball est en grève, et les fans se sentent trahis. Pas moi, dit

Richard Cohen, chroniqueur au *New York Times*. Moi, je me suis vengé. Le jour où Walter O'Malley (le propriétaire des Dodgers) a transféré les Dodgers à L.A., je suis devenu amer et cynique. Ma grève à moi a commencé en 1957. »

Attention, avertissement : les commentateurs sportifs, si la grève se prolonge, les jeunes, déjà de plus en plus attirés par le basket-ball et le hockey, désertent définitivement le base-ball. Contrairement aux employés des stades et autres vendeurs de hot-dogs en chômage technique, un grand restaurateur de la Troisième avenue à New York, Smith & Wollensky, a su tirer parti de cette tragédie nationale, en achetant une pleine page de publicité la semaine dernière dans le *New York Times*, pour offrir son hospitalité aux négociateurs, non-stop, jusqu'à ce qu'un accord intervienne. « Bon vin, viande de premier choix et gams de boxe à discrétion », précise l'invitation. Les représentants des joueurs et des propriétaires ont préféré, mercredi 24 août, l'hôtel international pour leur première rencontre. Pour l'instant, sans résultats.

SYLVIE KAUFMANN

(2) Un dollar = 5,23 F.



VENTES PAR ADJUDICATION

Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS
TEL. : 40.75.45.45 - FAX. : 45.63.89.01

Vte s/vench. Pal. de just. de PARIS. Jeudi 8 septembre 94, à 14 h, en 1 lot

APPARTEMENT A PARIS-10^e

6, rue Saint-Vincent-de-Paul

de 5 pièces principales, au 2^e étage + 1 CHAMBRE au 6^e étage et 1 cave

Mise à prix : 770 000 F

S'adr. à la SCP COURTEAULT-LECOQ-RIBADEAU-DUMAS, avocats à PARIS-10^e, 17, avenue de Lamballe - Tél. : 45-24-46-40 - Tous avocats près le tribunal de gde inst. de PARIS, sur les lieux pour visiter et s'adr. à l'avocat.

FRANCE - Vente sur saisie immobilière, aux enchères publiques au Palais de Justice de NICE, place du Palais

Le JEUDI 15 SEPTEMBRE 1994, à 8 h 30

UNE VILLA

à ROQUEBRUNE - CAP - MARTIN (06)

Avenue DOUINE - Bord de Mer

DÉNOMMÉE « VILLA ZAMIR »

Rez-de-chaussée : 7 pièces, entrée, cuisine, office, cabinet de toilette.

Rez-de-jardin : Terrasses couvertes, cuisine d'été, 3 pièces, salle de bains, cuisine - 2 studios avec cuisine et salle de bains. - 1^{er} étage : 7 pièces, 3 dressings, 5 salles de bains, douche, office. - DÉPENDANCES.

PAVILLON de GARDIEN - GRANDE et PETITE PISCINE

JOUISSANCE D'UN PARC de 25 980 m²

LIBRE

MISE A PRIX : 30 000 000 F

(Outre les charges) - S'adresser pour renseignements : Mr Jean-Pierre BERDAH, avocat à NICE (06000), 6, boulevard Victor-Hugo

Tél. : (33) 93-87-97-05 de 15 heures à 18 heures. Fax : (33) 93-88-00-71.

VISITES les mardis 6 et 13 septembre 1994, de 15 heures à 17 heures

COMMUNICATION

POINT DE VUE

L'avenir du groupe Hersant et l'esprit de la Libération

par Jean Martin

LES raccourcis de l'Histoire permettent de ne pas craindre les paradoxes. Cinquante ans après la Libération, Robert Hersant est confronté, une fois encore, à l'Histoire et à sa propre histoire, devenue aujourd'hui celle de son groupe de presse, donc d'une partie de la presse française. L'avenir se jouera sur deux registres possibles : banal, celui d'une entreprise comme une autre, ou historique, en faisant revivre l'esprit de 1944. La question est de savoir qui prendra sa revanche.

Il y a un demi-siècle les libérateurs se battent, aussi, pour une presse nouvelle : indépendante, professionnelle, libre, car affranchie des puissances industrielles et financières, et pluraliste, condition même d'une vie démocratique. Cet esprit, forgé dans la Résistance, sera consacré par la célèbre ordonnance du 26 août 1944 - jour anniversaire de la Déclaration française des droits de l'homme (1). La création du groupe Hersant, concentrant dans la même main de multiples journaux d'information, locaux et nationaux, était évidemment incompatible avec ce texte de liberté. Ce qu'une vingtaine d'années de procédures engluées dans la compromission n'a pu produire survient sous le poids de la dette cumulée.

L'échec est provoqué, et ce n'est pas le moindre paradoxe, par une banque nationalisée, fidèle du groupe malgré les succès présidentiels de gauche, aujourd'hui conduite par un ancien responsable du cabinet du premier ministre Pierre Mauroy. Le Crédit lyonnais exigerait le rattachement à brève échéance d'une partie de sa créance, sous peine d'une mise sous mandat de vente. Mais il ne peut s'agir d'un véritable scénario tant la revanche de caractère politique se jouerait à contretemps et serait étrangère à la personnalité de Jean Peyrelevade. Il est aussi difficilement concevable que Robert Hersant se

laisse surprendre par une telle malice, à six mois des élections présidentielles. Mais ses amis politiques pourraient faire monter la pression.

Les amis candidats à l'héritage sont en effet nombreux, puissants et non étrangers aux destinées de la grande banque. Ces industriels, financiers, publicitaires, pourraient exiger tribut. Comment ne pas les contenter, l'empire de presse offrant des possibilités de partage intelligent, politiquement et économiquement ? Ce scénario est celui de la revanche d'un monde politico-financier qui a dû supporter « le papivore », plus qu'il ne l'a admis en son sein. Mais on voit mal par quel abandon de lui-même, celui-ci livrerait au dépeçage le fruit de sa vie. Sans compter les nouvelles difficultés qu'un tel scénario pourrait susciter du point de vue de la concentration des médias et du droit de la concurrence.

Créer une fondation ?

Reste le choix personnel de l'homme, mettant en scène sa propre revanche : prolonger l'esprit de 1944 en créant une fondation destinée à garantir pérennité et pluralisme au groupe. Revanche ultime ou accomplissement ? Une telle idée pourrait s'imposer à chacun des acteurs.

La banque publique créancière peut se sentir débitrice d'une obligation morale à l'égard de la nation, si ce n'est pour le passé, du moins pour l'avenir. Après avoir financé, sans considération économique, tant de clients à hauts risques, lui est-il impossible de consentir, pour l'honneur, à renoncer, même partiellement, à sa créance et d'en faire apport à la fondation ? Ce serait si peu par rapport au reste, si peu dans un budget de communication, et quel bénéfice d'image !

L'Etat, actionnaire principal de la banque, pourrait-il se plaindre, lui qui a favorisé sous les différents gouvernements la constitution de ce groupe de presse ? Et qui n'a négligé aucun soutien financier, par ses aides multiples jamais personnalisées mais parfaitement ciblés. Que représentent les 2 ou 3 milliards de francs en jeu comparés à la vingtaine déjà accordés pour la recapitalisation de la banque ? Que représentent-ils au regard des 6 milliards annuels d'aides à la presse, dont une bonne partie est distribuée à des publications aussi indispensables à la vie démocratique que des revues, par ailleurs parfaitement respec-

tables, sur les asticots ou le tricot... ? Et qu'est-ce au regard des années de carence d'une véritable presse pluraliste, qui reste pourtant un objectif de valeur constitutionnelle ? Sans qu'il lui en coûte beaucoup, l'Etat pourrait ainsi effacer sa propre dette. Non pour absoudre Hersant mais pour bâtir une liberté que les responsables politiques n'ont pas su protéger.

Reste le premier intéressé. Certes, une telle décision n'est évidente pour quiconque. Mais si l'on admet que l'endettement du groupe équivaut à sa valeur de reprise, toute tergiversation d'intérêts matériels est écartée d'emblée. Réaliser un tel projet nécessite toutefois la volonté d'une ambition secrète. Elle a pu se perdre avec le temps.

La fondation serait garante du pluralisme et de la bonne gestion par sa composition et ses responsabilités, dans l'esprit de l'initiative déjà prise par Ouest-France. Elle agirait comme un conseil de surveillance, avec une double fonction de gestion et d'information. Le moment sera enfin venu d'élaborer les moyens d'une véritable indépendance de la rédaction, avec garantie du pluralisme de l'information pour les journaux en position de monopole local.

Le « papivore » devenu libérateur de la presse par ce geste novateur, qui de plus intant ? Ce que ni l'ordonnance de 1944 ni les législations ultérieures ne sont parvenues à bâtir serait ainsi réalisés. Pluralisme et indépendance à l'égard des puissances d'argent, échec des gouvernements, deviendrait la réussite d'Hersant. Et étrange détour de l'Histoire, au moment où l'on célèbre tant les événements de la Libération et si peu ses idéaux.

► Jean Martin est avocat à la Cour.

(1) NDLR. Conçus dans les rangs de la Résistance par les principaux responsables de la presse clandestine, les « ordonnances de 1944 », qui naquirent dans les premières semaines suivant la Libération, voulaient rompre avec la compromission politico-financière des journaux de la fin des années 30 et de l'Occupation, et jeter les bases d'une véritable « révolution de la presse » (lire notre supplément « Paris libéré », le 26 août 2004). Parmi ces textes, « l'ordonnance du 26 août 1944 sur l'organisation de la presse française » est l'une des principales. Elle décrit en vingt et un articles le cadre de la transparence et du pluralisme de la presse : obligation de faire connaître au public le nom et les qualités du directeur d'une publication, interdiction d'utiliser un pré-sens à la tête d'un journal, interdiction pour une même personne de diriger un d'un quotidien, interdiction de travailler d'un d'argent à un journal en publicité financière, publication annuelle des comptes, etc.

DANS LA PRESSE

La libération de Paris

International Herald Tribune (Joseph Fitchett) : « La plupart des dirigeants politiques français en première ligne cette semaine font probablement leur dernier tour de piste. Comme les vétérans américains qui ont participé au débarquement de Normandie en 1944, les hommes politiques qui participent cette année à la commémoration ont atteint l'âge de la retraite, voire plus. »

L'Humanité (Pierre Zarka) : « Notons que de 1792 à 1945 en passant par la Commune de Paris, nation, intérêts populaires, lutte émancipatrice face aux classes dirigeantes, voire... esprit de révolte, conquêtes démocratiques, solidarité se sont toujours confondues. (...) Dans les années 80, les mythes du libéralisme et de l'argent-roi étaient tout-puissants. Aujourd'hui, ces dogmes s'écroulent : l'aspiration à faire passer l'homme avant l'argent grandit. Cet état d'esprit rend plus présents les idéaux de la Libération et de ses acteurs. »

Le Figaro (Alain Peyrefitte) : « Polybe décrit un guerrier gaulois, renversé dans la poussière, mais qui trouve encore en lui assez d'énergie pour porter un coup décisif au cavalier ennemi. L'énergie de ce Gaulois a préfiguré à la fois celle de Gamelle et, plus tard, celle du peuple français. La clairvoyance d'un regard, la vigueur d'une volonté, la flamme d'une foi ont élevé un homme au-dessus de lui-même ; puis, peu à peu, chacun de ceux qui ont répondu à son appel. »

La Tribune-Desfossés (Didier Pourquery) : « De quel gaullisme parle-t-on ? Si, par ce qualificatif, on évoque le sentiment qui prévalait en France il y a cinquante ans, alors tout le monde ou presque est gaulliste. (...) Reste le gaullisme incarné par le RPR, que les Anglo-Saxons qualifient toujours de « néo-gaullisme ». Par une bévue fameuse, Jacques Chirac le voulait un jour proche du travaillisme. Puis, il le rapprocha des valeurs thatchériennes. Aujourd'hui, le revêtu « social ». Toujours plus social. Mais ce gaullisme-là, riche de nuances, est-il aussi mobilisateur que celui de 1944 ? Pas sûr. »

Le Parisien (Philippe Ridet) : « Les barricades surgies le 22 août 1944, en renouant avec la vieille tradition insurrectionnelle (1789, 1830, 1848 et 1870) de la capitale, ont donné à la ville le prestige qui lui manquait et aux Parisiens un sentiment de propédistes. Dès lors, c'est comme si quatre ans d'occupation avaient été rayés d'un trait au nom du peuple uni. (...) Les mythes se racontent mieux que l'histoire. Dès lors, ce sont eux qui survivent, probablement aussi parce qu'ils ont leur utilité. »

Mort du romancier italien Paolo Volponi

Le romancier italien Paolo Volponi est mort mardi 23 août en Italie, dans un hôpital d'Ancone, des suites d'une longue maladie. Il était âgé de soixante-dix ans.

« Le plus important des romanciers italiens d'aujourd'hui est décédé » : c'est ainsi que la presse italienne a annoncé la disparition de Paolo Volponi, qui, à soixante-dix ans, était au début d'un grand prestige dû à sa longue carrière littéraire, jalonnée d'ouvrages remarquables ayant obtenu des prix importants, comme le Viareggio et le Strega (l'équivalent italien du Goncourt). Il avait reçu ce dernier pour la deuxième fois il y a trois ans, à l'occasion de son roman *La Strada per Roma* (la Route pour Rome), une évocation de sa jeunesse, écrite dans les années 60 et gardée dans ses tiroirs pendant trente ans.

Né à Urbino en 1924, Volponi, qui était un ami de Pier-Paolo Pasolini, avait fait des études de droit, avant de travailler chez Olivetti (pendant vingt ans), puis chez Fiat. C'est ainsi qu'il avait pu connaître de l'intérieur les grandes usines du nord de l'Italie, les observer et en faire la matière de certains livres. Son premier roman, *Pauvre Albino* (1962, Grasset 1964, épuisé), est considéré comme l'ouvrage majeur de la « littérature industrielle », prônée à l'époque par Vittorini notamment, qui souhaitait une li-

terature capable de prendre en compte la réalité sociale de l'Italie et les profondes transformations en cours dans le pays.

Après ce premier succès, sept romans suivront, parmi lesquels *Corporai* (1974, Laffont 1975, épuisé) - souvent considéré comme le chef-d'œuvre de Volponi -, où l'écrivain d'Urbino décrit la crise d'identité et la solitude d'un intellectuel, terrorisé par l'idée d'une prochaine explosion nucléaire. Parmi ses autres livres, ont été traduits en français, *Le Système d'Anteo Crocioni* (1965, Grasset 1969, épuisé), *Le Duc et l'Anarchiste* (1975, Laffont 1978), *la Planète irritante* (1978, Flammarion 1991) et *Le Lancer de javelin* (1981, Flammarion 1991). Volponi écrivait aussi des poèmes qui ont été réunis en un seul volume sous le titre *Con testo a fronte* (Edition bilingue) (1986). Tous ces ouvrages, chacun à sa

manière, démontrent les différents aspects du conflit opposant l'individu à une société dont les structures l'oppriment et le condamnent à la névrose.

Volponi a toujours fait preuve d'une grande rigueur intellectuelle, dans ses livres, comme dans son engagement politique, qui a constamment accompagné son travail d'écrivain. Depuis 1983, il siégeait au Sénat, élu d'abord dans les rangs du Parti communiste, puis dans ceux de Rifondazione comunista. Il venait d'ailleurs de terminer un livre, dans lequel - en collaboration avec Francesco Leonetti -, il retrace son avènement intellectuel et analyse l'actuelle situation politique et culturelle de l'Italie. Sous le titre *La Voie e il Leone* (le Renard et le Lion), cet essai paraîtra prochainement chez Einaudi.

FABIO GAMBARO

Des livres à 10 F chez Hachette

Après les éditions Milla et une nuit, Flammarion et le distributeur Carrefour, le Livre de poche, filiale d'Hachette, a lancé à son tour, mercredi 24 août, une collection de livres à 10 F, intitulée « Les classiques d'aujourd'hui ». Destinée aux jeunes d'âge scolaire, mais aussi aux adultes, cette collection propose des textes du

domaine public, célèbres ou moins connus, enrichis de présentations et de notes. A côté du *Horla*, de Maupassant, ou de la *Vénus d'Ille*, de Mérimée, on trouvera notamment, parmi les huit titres de la première livraison, *Les Aulx de la peur*, d'Anatole France, ou la *Main enchantée*, de Gérard de Nerval.

CARNET

Anniversaires de naissance

- 26 août 1944-26 août 1994.

Joyeux anniversaire,

André.

Ta femme, Bertrand, Olivier, Pierre.

Décès

- M^{me} Maurice Louvier,

M. Patrick Louvier,

M. et M^{me} Roger Briquet,

M. Alain Louvier,

M^{me} Augusta Lalauze,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

leur époux, père, frère, beau-frère,

oncle et parent,

survenu le 23 août 1994, dans sa

soixante-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le vendredi 26 août, à 15 h 30, en

l'église Sainte-Cécile, 44, rue de l'Est,

à Boulogne (Hauts-de-Seine), où l'on se

réunira.

L'inhumation aura lieu dans le

groupe de famille, au cimetière nou-

veau, avenue Pierre-Grenier, à Bou-

logne.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Selima Mohammed,

son épouse,

Tarik et Karim,

ses enfants,

M. et M^{me} Yabha et Samia Mohammed,

ses parents,

M^{me} Chahla Benallegue,

sa belle-mère,

Ses sœurs, beaux-frères, belles-sœurs

et leurs enfants,

sa famille,

Et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Norredine MAHAMMED,

professeur à l'université du Littoral,

survenu le 24 août 1994, à Lille.

Les obsèques auront lieu à Lille, le

samedi 27 août, à 14 h 30, au cimetière

de Lille-Sud (entrée porte principale,

rue du Faubourg-des-Postes).

Assemblée à la porte du cimetière, à

14 h 15.

Cet avis tient lieu de faire-part.

29, rue de la Bassée,

59000 Lille.

- Le président du Parti radical,

André Rossmont,

Ainsi que les membres du bureau

national,

ont la tristesse de faire part du décès,

lundi 22 août 1994, à Paris, de

M. André ROSSI,

vice-président du Parti radical,

ancien ministre,

député de l'Alsace.

(Le Monde du 24 août.)

Nos abonnés et nos actionnaires,

bien sûr, ont été très intéressés par les

éditions du « Carnet du Monde »,

ont pris de bien vouloir nous

communiquer leur numéro de référence.

Anniversaires

- Elizabeth Servan-Schreiber,

Catherine et Dominique Champion,

Victor, Sarah, Lisa et Tristan,

Sylvie Servan-Schreiber et Lou

Wang,

Simon, Vincent et Valentine,

ont la douleur de faire part du décès de

Philippe SERVAN-SCHREIBER,

croix de guerre 1939-1945,

avec honneur

au barreau de Fontainebleau,

ancien bâtonnier,

survenu le 22 août 1994, à l'âge de

soixante-douze ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-

mité familiale.

- M. Luis Velazquez,

son époux,

Vincent et Mignel,

ses enfants, et leurs familles,

ont la douleur de faire part du décès

survenu brutalement, le 6 août 1994 de

Vincent VELAZQUEZ,

né GOSSE,

sous-directeur de l'action sociale

et sociale, à la préfecture

de Paris de 1970 à 1977,

chef du bureau d'architecture

du département de la Seine

puis de Paris de 1953 à 1970.

L'inhumation a eu lieu dans l'inti-

mité au cimetière du Val de la

Seine-Marne.

Cet avis tient lieu de faire-part et de

remercier pour les nombreuses

preuves de soutien et d'affection reçues

par la famille.

- Catherine Noone,

sa nièce,

Sarah, Judith, Cécile

et Emilie Videcoq,

ses petites-sœurs,

ainsi que tous ses amis,

ont le regret de faire part du décès,

survenu le 22 août 1994, de

Colomba VORONCA,

dans sa quatre-vingt-neuvième année,

à la maison de retraite de Palaiseau.

Anniversaires

- Afin que nul n'oublie

Bilma-Eva BRZYSKI,

née Wajaberg,

agée de trente-trois ans,

Marcel-Henri BRZYSKI,

onze ans,

mort pour la France,

Albert-Georges BRZYSKI,

mort pour la France,

Victor BRZYSKI,

deux ans.

Arrêtés le 16 juillet 1942 par la

police de Vichy lors de la rafle dite du

« Vel d'Hiv », puis internés à Beaune-la-

Rolande, ils furent déportés, via

Drancy, par le convoi n° 22 du 21 août,

vers Auschwitz où ils furent assassinés

le 26 août 1942.

Arrêtés avec eux puis internés politi-

quement comme « terroristes » à l'âge de

quatre ans, Rosette Schalit-Brzyski,

leur fille et sœur se souvient.

« Le ventre est encore fécond, d'où

a surgi la bête immonde. »

R. Brecht.

CARNET DU MONDE

Renseignements :

40-65-29-94

Anniversaires

- 26 août 1983.

Joël FELEA

sous a quitté.

Une pensée est demandée à tous

ceux qui l'ont connu.

- 26 août 1944.

Charles GRIMAUD,

espoir du tennis français,

était assassiné par les Allemands, à

Montigny (Vosges).

Pierre et Colette invitent ceux qui

l'ont connu, ainsi, et qui ont gardé le

souvenir de sa gentillesse, à unir leur

pensée dans son souvenir.

- Il y aura cinquante ans, le 26 août

1944.

Jacques FERRUTEL,

trente-trois ans,

était lâchement assassiné par des

voisins jaloux, dans un bois de Launay

(Aude), victime innocente de la loi sur

l'impunité.

Mario-France Ferrutel,

sa fille.

Le Monde DES LIVRES

La loi du désordre

« L'irréductible » est son univers : livre après livre, avec une cohérence et une rigueur remarquables, Marie Redonnet met à nu la violence qui habite le monde

NEVERMORE
de Marie Redonnet.
POL, 160 p., 80 F.

Depuis bientôt dix ans, dans ses romans ou contes comme dans ses pièces de théâtre, Marie Redonnet met en scène et développe, avec une conscience et une rigueur remarquables, ce qu'on pourrait appeler une logique du désastre. Désastre hérité, inscrit dans la généalogie et l'histoire des êtres ; désastre à venir, imminent, dont le présent est la préparation, l'attente angoissée. Mais cette catastrophe, dont le souvenir et la crainte se confondent, ne prend pas, sous la plume de l'écrivain, valeur de mythe des origines ou des fins dernières. Loin de toute préoccupation métaphysique, et à plus forte raison psychologique, c'est bien une perception critique — dans tous les sens du terme — du monde, de notre monde, que Marie Redonnet, livre après livre, construit et donne à voir.

Peu d'écrivains de sa génération — ceux qui sont nés dans les années 50 — peuvent, à ce degré, revendiquer la cohérence d'un style et d'une pensée ; pensée obsédante plus qu'idée ou théorie. Et c'est à l'intérieur de cette cohérence, conformément à une logique des plus contraignantes, que l'œuvre se renouvelle, s'approfondit, pour tenter de traduire cette perception et s'approcher au plus près de son objet. D'emblée donc, l'univers de Marie Redonnet est posé, qu'il s'agit d'explorer, dont il faut établir le cadastre.

Il y eut d'abord les très brefs poèmes aphoristiques du volume *Le Mort et Cie* (1), qui exposent en instantanés, sous forme d'énigmes, d'improbables sentences, les thèmes et les obsessions que les livres suivants développeront. Vint ensuite un recueil de contes, *Doubleurs* (2) : ici, la catastrophe est déjà nommée, certaine autant qu'inexpliquée ; un obscur destin marque chacun des douze personnages — pantins plutôt — de ces nouvelles, les conduisant, sur une pente où la fatalité et la répétition mènent le jeu. Mais il manquait encore cette singulière géographie imaginaire où des micro-sociétés d'hommes et de femmes se croisent, se déchirent, s'alimentent parfois, pâtissent toujours. La trilogie romanesque — *Splendid Hôtel*, *Forever Valley* et *Rose Mérie Rose* (3) —, puis *Silvie* (4) et *Candy Story* (5) ont dressé les cartes de ces lieux plus emblématiques que naturels — villes, mer, îles, vallées, digues et frontières, et aussi hôtels, phares... « De la géographie, j'ai toujours retenu les points cardinaux », affirmait Silvie. Parallèlement, Marie Redonnet a écrit pour la scène, et fait jouer trois pièces (6) qui transposent cet univers de déraison glacée ou un humour impavide se fige dans le drame.



Marie Redonnet : une singulière géographie imaginaire.

Nevermore s'inscrit dans la même logique, décrit un même désastre, se déroule dans un même paysage, solidement onirique et réaliste. Mais cette reprise incessante n'est en rien un piètement : Marie Redonnet ne gère pas un fonds de commerce romanesque. Chacune de ses histoires met en place ses propres données, invente son rythme, sa modulation, révèle un mécanisme inédit de cette grande et mystérieuse logique qui préside au projet général. De plus, ses personnages ne sont jamais des figures vides et interchangeables ; ils parviennent même, à l'intérieur du cadre étroit et astreignant

que se donne l'auteur, à prendre une étrange, inquiétante épaisseur.

C'est encore une fatalité malheureuse, affirmée dès le titre, qui domine dans *Nevermore*. Une frontière sépare San Rosa, ville aux mains de politiciens et de banquiers véreux, usée par une corruption souterraine, de Santa Flor, où un golf et un complexe hôtelier ont été bâtis sur les lieux d'un ancien camp de la mort. C'est là que les parents de Willy Bost ont disparu, ne laissant aucune trace, transmettant à leur fils un vide de mémoire. Comme décor, il y a la baie, des récifs, un volcan, le phare désaffecté, des bateaux

transformés en cabarets et en bordels, un « centre-ville comme une plate empoisonnée », une église et son très peu catholique curé, un grand garage, un cirque... Paysage de fiction, de rêve, ou plutôt de cauchemar, découpé selon les lois d'une secrète géométrie mentale ; paysage à l'image des êtres qui l'habitent et des épisodes qui s'y succèdent : réduit, vidé, simplifié jusqu'à devenir la surface d'un tableau qui hésiterait entre la naïveté et l'hyperéalisme.

Willy Bost a été nommé à San Rosa pour succéder le commandant de police Roney Burke. Ponctué de meurtres et de suicides, l'enquête labyrinthique que mènent les deux hommes, pour tenter de comprendre et de dénouer les crimes anciens et présents qui sont l'ordinaire de San Rosa, ne les conduit évidemment à rien. Comme « tous les habitants du centre-ville », « ils ne croient plus que quelque chose puisse changer en bien. Devant eux, ils ne voient que le pire ». La décomposition est trop avancée, sans remède. Dans cette société où l'on ne vit que pour s'enrichir et pour tirer jouissance de son pouvoir de piétiner l'autre, où l'on ne rend jamais justice aux victimes, le mal a tout gangrené. Le mot même de morale a perdu jusqu'au souvenir de son sens ; renversant à bon escient une formule désormais tristement célèbre, un personnage trouve le mot juste : « Il a beau être coupable, il n'est pas responsable ».

Dans cet univers de violence généralisée, erratique, où l'amour et la sexualité ne peuvent être que des passions brutales, où le désordre fait la loi, on doit vivre avec l'« irréductible ». Alors on vit. On obéit à cette loi ; on s'accommode de ce désordre. Répétons-le : cette vision rigoureusement sinistre du monde n'est pas une vision complaisante ou morbide de sa fin. Il faudrait presque dire le contraire : elle est comme l'affirmation, certes outrée, excessive, caricaturale, de sa pérennité.

On a parlé à propos des romans de Marie Redonnet d'écriture blanche, de style minimaliste. C'est un peu vite dit. Car si, comme il est encore plus visible dans ce dernier roman, l'économie de sa phrase et de sa narration est calculée au plus juste — l'auteur est passé du « je » au « il », si tout pathos est écarté, ce n'est pas en raison d'une pénurie de l'émotion, mais pour mieux mettre à nu les motifs de cette violence qui habite le monde ; qui l'habite plus pour le faire souffrir que pour le faire mourir.

Patrick Kéchichian

- (1) POL, 1985.
(2) POL, 1986.
(3) Minuit, 1986 pour le premier, 1987 pour les suivants.
(4) Gallimard, 1990.
(5) POL, 1992.
(6) *Tir et Lir* (1988), *Mohr-Dig* (1989) et *Scénario* (1992), Minuit.

Le Talmud, « science des degrés »

Fruit de trente années de travail, la version de la Loi « orale » juive commentée et traduite par le rabbin Steinsaltz est désormais accessible en français

LE TALMUD
L'ÉDITION STEINSALTZ
Guide et lexiques
Traduit de l'hébreu
par les rabbins
Jean-Jacques Gugenheim
et Jacques Grunewald.
FSJU & J.-C. Lattès,
290 p., 240 F.
Kotoubot 1
Mêmes traducteurs
et mêmes éditeurs.
257 p., 249 F.

L'idée de traduire le Talmud de l'araméen dans les langues parlées par les communautés juives du XX^e siècle n'est pas nouvelle. L'édition en anglais, à la fin des années 1930, sous la direction du rabbin Isidore Epstein, a précédé de plus d'une trentaine d'années la vaste entreprise de traduction et de commentaire en hébreu moderne, et, cette année, en français. Cette dernière a été mise en œuvre à la fin des années 60, par l'Israélien Adin Steinsaltz (Eben Israël), un proche du mouvement Loubavitch. Les éditions Verdier, et le rabbinat français (éditions Keren-hasefer ve-halimoud) avaient en leur temps mis à la disposition du public des traductions partielles en français : la *Michna* (la première et la plus ancienne partie du Talmud, ou

« répétition de la Loi »), ainsi que des extraits de la *Guemara* (mot à mot : l'« accomplissement », le commentaire ultérieur de la *Michna*) ; *Michna* et *Guemara* forment, à elles deux, le corpus talmudique proprement dit.

Le Talmud (la Loi « orale », compilation de commentaires de la Loi « écrite » — la Bible — produits entre 200 avant Jésus-Christ et le VI^e siècle de notre ère pour définir l'application des décrets divins dans tous les domaines de l'existence) comprend deux recueils. L'un, le *Talmud de Jérusalem*, plus concis et plus obscur, a été rédigé à partir du IV^e siècle sur le sol palestinien. L'autre, le *Talmud de Babylone*, a été écrit à partir de la fin du V^e siècle. Il est né sur le terrain d'une diaspora « babylonienne » qui jouissait, entre le Tigre et l'Euphrate, d'une grande autonomie politique et culturelle sous le règne des Parthes puis des Perses sassanides. Le *Talmud de Babylone* comprend 5254 in-quarto. Il est divisé en six ensembles et 63 traités. C'est cette version qui est aujourd'hui proposée par l'équipe du rabbin Adin Steinsaltz, au rythme de deux traités par an. Ont paru,

cette année, un *Guide et Lexiques*, qui suppose du lecteur au moins une connaissance de l'alphabet hébraïque, et les premiers folios du traité consacré aux relations matrimoniales ainsi qu'au contrat de mariage : *Ketoubot*.

Pourquoi débiter cette longue série par le mariage ? Il est frappant de constater qu'aux États-Unis l'intérêt actuel pour les études talmudiques croise le phénomène des *gender studies*, c'est-à-dire la question des relations entre les sexes. L'œuvre d'un rabbin et universitaire californien, Daniel Boyarin (son dernier ouvrage, en anglais, porte le titre significatif de *Carnal Israel : reading sex in talmudic culture*, University of California Press) en est l'un des échos. Sa thèse : la « culture talmudique » édifierait une image de l'homme plus proche de la nôtre, et différente de celle de la tradition grecque ou romaine. Les juifs du Talmud auraient une autre représentation de la « virilité », radicalement contraire à celle du héros antique.

Le monisme de l'« homme du Talmud », pour Daniel Boyarin, viendrait inquiéter la hiérarchie et le dualisme culturel qui, dans

la société gréco-romaine, séparent nettement l'homme et la femme, l'âme et le corps, etc. On devine sans peine les applications contemporaines de ce genre de théories...

Mais bien avant d'interpréter la culture talmudique se pose, pour le profane, la question de la simple lecture. Comment surmonter l'obstacle que représente l'étrangeté d'un style allusif, bourré de références à un univers millénaire ? Comment percer le lacanisme de raisonnements dont les prémisses sont souvent sous-entendues ? Dans les *yeshivot* (académies talmudiques), le maître faisait face à l'élève, lequel abordait son texte secondé par un autre disciple plus avancé. C'est ce compagnonnage dans l'étude qu'Adin Steinsaltz veut faire renaître, en rétablissant, avec force notes et commentaires pour le lecteur inexpérimenté, les chaînons manquants du raisonnement.

Autre obstacle, plus difficile à lever : nul texte de la tradition juive n'a, plus que le Talmud, subi « l'enseignement du mépris », selon l'expression de l'historien Jules Isaac.

Nicolas Weil

Lire la suite page 15

LE FEUILLETON de Pierre Lapepe

Géomètres du malaise

Jean-Pierre Chanod, Nicolas Kieffer, Eric-Emmanuel Schmitt : trois écrivains entre trente et quarante ans qui ont eu le temps de rouler leur bosse avant d'oser leur premier roman. Ingénieurs en mots et en idées, ils construisent leurs livres avec sérieux, comme on fait une route. Mais rien n'excite davantage leur appétit créateur que les difficultés du chantier, là où le savoir-faire ne suffit plus et où l'art est exigé. Chanod, Kieffer et Schmitt sont joueurs ; bons et beaux joueurs.

Page 16

HISTOIRES LITTÉRAIRES par François Bott

Scène de ménage

Jean Dutourd a intitulé son dernier pamphlet *Le Vieil homme et la France*. Mélange de réflexions, de réveries, d'emportements et de nostalgies, c'est la dernière version du « dépit amoureux ». Jadis, la France passait pour « la plus aimable » des nations, et Paris était « le nombril » de la planète. Aujourd'hui, « la France s'est perdue de vue », « la France a vendu son âme ».

Page 12

D'AUTRES MONDES par Nicole Zand

La gloire de Henry Roth

En 1934, Henry Roth publie, aux États-Unis, son premier roman, *L'Or de la terre promise*. Malgré d'élégantes critiques, l'ouvrage est un échec. On n'entendra plus parler de son auteur avant que, trente ans plus tard, le roman, exhumé par une petite maison d'édition, ne devienne un best-seller. Encore trente ans et voici qu'Henry Roth, qu'on croyait mort, publie — à quatre-vingt sept ans ! — son deuxième livre en forme d'autobiographie.

Page 12

JAVICO 150

LE MONDE DES LIVRES
LITTÉRATURE FRANÇAISE

Eloge de la simplicité

Brigitte Le Treut, Florence Mauro : deux premiers romans
qui font de l'absence de prétention une vertu

LUMIÈRE DU SOIR
de Brigitte Le Treut.
Ed. Viviane Hamy, 124 p., 75 F.
LA PROMESSE
de Florence Mauro.
Ed. J.-C. Lattès, 142 p., 99 F.

De Brigitte Le Treut, qui publie avec *Lumière du soir* son premier roman, on ne sait rien, sauf son lieu de naissance, Bordeaux. Une ville, qui, au fil des siècles, a « produit » des écrivains qu'on rêve d'égaliser. Bon signe. Tout comme est « bon signe », on l'espère, ce bref récit sans affectation, sans prétention, qui tire son charme de sa simplicité, de son économie.

Si l'on s'en tenait à l'anecdote et à quelques citations, on pourrait conclure à la banalité.

Une femme vieillissante, Amé, accueille pour des vacances Malou, la fille d'une de ses jeunes amies. Elle ne l'a vue qu'une fois, bébé, ou presque. A priori, aucune des deux n'est satisfaite de cet arrangement, conclu à la dernière minute, pour « dépanner » Louise, la mère de Malou. Si Amé a consenti, avec réticence, à accueillir la petite fille, c'est par tendresse pour Louise, qui habita plusieurs années sous son toit. Amé louait des chambres à des étudiants. Tout cela n'est que fugitivement évoqué, mais donne au texte un arrière-plan passionnel, une tension.

La séduction de ce livre est donc, comme il se doit, dans la

manière, dans le ton, juste, dans la délicatesse de la narratrice, Amé. Cette femme a été peintre, portraitiste, et son sens de l'observation la porte aux croquis, aux descriptions, très bien venues. Amé regarde et se regarde, ne juge pas et ne se plaint pas. Elle procède par petites touches, et on comprend que sa vie a été cassée par la mort prématurée de son mari, un musicien connu. L'irruption imprévue d'un enfant lui montre combien elle s'est repliée, « endurcie », « séparée du monde » : « Une présence étrangère en permanence près de moi m'est devenue presque insupportable. » Il est difficile de lutter contre cet engourdissement. Le corps devient sec, oubliés les caresses, les contacts — en vient même à les redouter et à les fuir.

Drôle de couple

Pourtant, Amé s'embarque dans un curieux voyage avec Malou, qu'elle croyait encombrante et qui était triste de devoir passer des vacances avec une vieille dame inconnue. Elle fuit, avec tranquillité et naturel, des choses « folles » pour une enfant et une dame âgée : suivre un jeune pianiste de bar dans quelques-unes de ses étapes estives ; faire de l'auto-stop ; habiter ici ou là, au gré des rencontres...

Voilà un drôle de couple, débarrassé des liens familiaux. Pas une grand-mère et sa petite-fille, mais deux personnes qui sont ensemble très provisoirement et trouvent dans la certitude de l'éphémère un plaisir secret. Une émotion douce, comme la lumière du soir, dans le Sud-

Ouest, lorsque le soleil descend vers l'océan. Un moment délicieux, poétique, une « mélodie paisible qu'on ne connaît pas », pourrait-on dire en détournant une remarque d'Amé dans *Lumière du soir*.

Florence Mauro, elle, a vingt-neuf ans et cherche aussi la simplicité, dans *La promesse*, qui s'ouvre sur un beau tableau dominant le ton de ce premier roman auquel la campagne toscane offre sa lumière et sa couleur : l'histoire de deux frères, Valerio et Elio, aux destins contraires, dominés par la haute figure du père, Domenico. Valerio est doué pour le plaisir, le bonheur et le soleil. Il a « décidé que la vie devait être belle ». Il épouse la belle Luisa et tout leur sourit. Elio, de trois ans son aîné, est plus sombre. Il fuit, en s'installant à Venise, un chagrin d'amour. Ses amours sont toujours tourmentées, difficiles, précaires.

Valerio, évidemment, voudrait, au nom de la fraternité, amener Elio de son côté, mais bute sur la froide réalité. Ces deux hommes n'ont en commun qu'une enfance, des jeux, une proximité transitoire. Seule la mort du père pourra les rapprocher. Momentanément, sans aucun doute.

D'où vient que ce texte, agréable coup d'essai, n'a pas le charme de *Lumière du soir* ? Peut-être d'un abus des phrases courtes, qui apparaissent moins comme style que comme procédé. Cela dit, on ne s'ennuie pas en lisant *La promesse*, une preuve de plus que les jeunes romanciers savent se garder de la veine trop ouvertement autobiographique et attendre de pouvoir y prétendre.

Josyane Savigneau

Traces trompeuses

QUELQUES JOURS A LYON
de Jean Lods.
Calmann-Lévy,
288 p., 110 F.
(En librairie le 30 août)

La biographie est un genre littéraire très particulier. On réécrit ce que vingt autres ont dit, où l'on entreprend un vrai travail d'enquêteur en sachant que le plus secret de l'être dont on narre la vie et étudie l'œuvre vous échappera toujours. C'est frustrant, mais allez faire autrement !

Cette frustration, Romain Desrieux, auteur de *Sur les traces de Simon Rivière*, la ressent plus encore qu'un biographe ordinaire. Non seulement il n'a jamais rencontré Simon Rivière, mais il est le fils de cet écrivain qui ne l'a pas reconnu. L'ouvrage achevé — « sa couverture comme une pierre tombale » —, Desrieux a l'impression, malgré les correspondances et photos inédites qu'il a obtenues, « de ne se trouver que face à une banque de données, à une accumulation de matières d'où avait disparu tout ce qui avait constitué la vie même de son père ». Pour l'édition de son ouvrage, qui a demandé dix ans de travail, et sur l'insistance d'Hélène, sa femme, qui y a collaboré, Desrieux quitte l'île de la Réunion, où il réside, et vient à Lyon, la ville de son enfance, où une exposition commémorative est organisée en l'honneur de Simon Rivière. Ce séjour devrait être bref. Il ne le sera pas.

Desrieux, qui retrouve « la veuve de son père », est à la



Jean Lods : mon père, est inconnu.

fois pris par son propre passé et par celui de cet homme auquel il n'a jamais pensé que comme à un personnage mythique. Lieux et rencontres aidant, Romain cherche à recréer la vie de Simon avec plus de réalité qu'il ne l'a fait par l'écrit. A cette quête, va s'ajouter une aventure amoureuse. Ivana, une jeune Tchèque, est, pour lui, le signe d'une « autre vie... le passeur qui avait le pouvoir de l'emmener au-delà de la frontière ».

Ce roman est surprenant et attachant à plus d'un titre. Certes, il rejoint tous ceux qui ont pour sujet la bâtardise et la recherche du père. Mais de ce sujet, si fréquent en littérature depuis quelque temps qu'il mériterait une étude, Jean Lods fait l'épine dorsale d'un

récit qui part dans d'autres directions, toutes habilement rattachées entre elles et jamais digressives : la curiosité d'un fils illégitime, mais aussi les retrouvailles avec une ville, la découverte de soi-même en cherchant l'autre, l'importance puis l'innuité de l'écriture, la révélation d'une conception de l'amour jusque-là étouffée... Les traces que laisse le passé sont trompeuses. Le recréer n'est jamais qu'un pis-aller qui laisse insatisfait. Pour Romain, le père restera inconnu, et c'est en déchirant son manuscrit qu'il reconnaît son échec. Desrieux ne mettra jamais ses pas dans ceux de Rivière. Le lecteur ne regrettera pas de s'y être lui aussi essayé en suivant Jean Lods.

Pierre-Robert Leclercq

Comédie de rue

Un ingénieux suspense de Laurence Cossé
au long d'une artère parisienne

UN FRÈRE
de Laurence Cossé.
Seuil, 272 p., 99 F.

Un message laconique va tirer Hélène de sa vie tranquille d'épouse bourgeoisement mariée en Touraine : « Vous devriez vous intéresser un peu à Alexis. Des amis. Rue de P. (et laissez donc la police de côté). »

Alexis, c'est le frère à mystères et à éclipses qui n'a jamais fait grand cas de sa famille. Dans la foule, Hélène va apprendre qu'il a disparu après avoir signé des chèques en bois pour une somme importante, qu'il n'a jamais travaillé, comme on le croyait, à la charge Legros-Légrand, qu'il n'habite plus depuis longtemps à son domicile avoué et qu'il vagabonde sous divers noms d'emprunt.

Pressentant le danger, elle va s'installer rue de P., à deux pas des Champs-Élysées, pour tenter d'en savoir plus. Prenant une chambre dans un petit hôtel, elle interroge garçons de café, concierges, employés, commerçants, en exhibant des portraits de son frère qui éveillent — rarement — quelques commentaires

évasifs. On l'a vu, il est passé, il est parti...

Une jeune factrice devient sa complice dans cette ardue quête d'une ombre, et c'est elle qui, ayant « une vieille habitude de la nuit », l'accompagne dans des dérivés parmi la faune qui hante bars et boîtes : un autre monde surgit, complémentaire de celui qu'inventorise Hélène dans la journée. Des indices apparaissent ici ou là ; des confidences fragmentaires la mettent en alerte. Qui sont, au reste, ces « amis » invoqués par le message ? Guettent-ils Hélène ? Est-elle menacée ? Qu'a donc bien pu faire Alexis ?

Micro-climat

Laurence Cossé mène fort bien son affaire, prolongeant un suspense quasi policier habilement conduit par la savoureuse et pittoresque évocation d'un « micro-climat » humain aux dimensions d'une artère parisienne ; elle ajoute ainsi, en séquences fortes, une multiplicité de petites comédies de mœurs à l'enchaînement des surprises et des retournements que suscitent les investigations de son héroïne. On regrettera d'autant plus que, cravachant son histoire, elle se laisse aller à des lourdeurs, des images saugrenues, voire des clichés — « une obligation magistralement fixée dans les profondeurs directives de l'inconscient », « son collant énigmatique », « le désert blanc de la feuille »... Cahots et raïs que le lecteur aura soin d'oublier pour savourer un parcours romanesque ingénieux, original et prenant.

Pierre Kyria

Les chemins du sang

Racontant ses parents saisis par l'approche de la mort,
Marie Rouanet chante les gestes qui les perpétuent

LA MARCHÉ LENTE DES GLACIERS
de Marie Rouanet.
Payot, 224 p., 110 F.

Il y a pour Marie Rouanet une qualité essentielle, dans la vie : le don de se satisfaire de tout, l'aptitude à se contenter, qui permet de passer au large de bien des amertumes. Cette qualité, son père — dont elle fait, au début du livre, le portrait très sensible d'un homme habité, au seuil de la vieillesse, par une tristesse lumineuse — l'a toujours possédée ; il n'a jamais mis d'écran entre lui et le monde, dont il lui a appris très tôt l'usage, a goûté une sorte de plénitude dans toutes ses activités — son métier d'artisan, la chasse, la pêche —, a oublié de se flatter des innombrables savoirs — sur les oiseaux, les fruits sauvages, les sources, les sentiers — qu'il glanait en arpenteant la plaine du canal de Midi où il a toujours pris le temps de regarder autour de lui.

Le livre de Marie Rouanet est d'abord un très bel hommage à ce temps, dénué de toute incohérence, où tout était « lent, sans destination, ni impatience » ; elle en épouse la douceur révoquée par l'extrême fluidité et la précision d'un style qui réussit à transcrire les variations d'heures, de lumières et de saisons.

Mais, derrière la connivence tranquille et souvent joyeuse avec le monde, il y a le travail de sappe de la mort, cette marche lente des glaciers qui atteint bientôt le corps et le cœur de ces parents qu'elle croyait indestructibles. A cause de la fatigue de l'âge, son père doit abandonner la chasse ; et il ne peut plus

se retenir à la main de sa femme malade qui, selon la belle expression occitane, « s'apprette à quitter la grande route pour le petit chemin ».

Marie Rouanet émeut quand elle décrit la déchéance physique de sa mère, devenue incapable de rejoindre la cuisine, le seul domaine où elle s'autorisait à régner : insensible à la chaleur qui, en plein été, imprègne les murs, repliée dans sa robe de chambre, elle renonce au rituel des tâches et des gestes accomplis par cette génération de femmes qui « ne demandaient pas si leurs devoirs correspondaient à leurs goûts ». Mais bientôt son esprit sombre, à son tour, atteint par l'immobilité glaciation qui « prend possession de son cerveau, envahit tout ce qui restait de vie, au point qu'on ne peut à peine parler de vie », la condamnant à de minuscules bonheurs qui ressemblent à ceux d'un enfant : tremper un biscuit dans un bol de café au lait, piocher dans le paquet de « Petits cœurs », prendre un carré de chocolat avant de s'endormir...

De la tendresse en actes

Mais ce qui bouleverse le plus Marie Rouanet — et nous étreint aussi —, c'est de voir sa mère perdre le pouvoir et même l'envie de contemplation. Elle a beau l'emmener dans d'ultimes promenades au bord des rangées de verveine à fleurs roses, elle ne parvient plus à ranimer sa sensibilité et à la hisser hors de l'ombre. Une sorte de peur désemparée, la hantise de complots qui achève de ruiner le

jour autour d'elle, recouvre le vieil instinct d'émerveillement. « Pourquoi est-ce l'hostilité du monde qui lui resta et non cette aptitude à regarder, à s'éblouir de la couleur des soucis ? », se demande Marie Rouanet comme si, pour elle, dont la foi dans la beauté des paysages éclate à chaque page, le plus grand malheur était l'extinction de la perception des choses.

Elle prend conscience que, pour elle aussi, le glacier n'est plus immobile après la disparition de sa mère dont le regard, jadis protecteur, représentait « le bien où elle n'a cessé de puiser », une certitude « solide comme la terre, invisible comme l'air ». Mais il reste les gestes, ceux de la cuisine surtout, de l'élaboration des plats qui sont « de la tendresse en actes » : ils lui permettent lorsque, devant le fourneau, elle les reprend avec un mimétisme ébloui, de remonter les chemins du sang, de retrouver, en même temps que son identité, une continuité avec sa mère et, à travers elle, avec toutes les femmes dont elle avait été l'héritière.

Les pages consacrées à la cuisine par Marie Rouanet, qui, autour d'un *Traité de la cuisine amoureuse*, la conçoit comme une liturgie voluptueuse et altruiste, sont un modèle d'exactitude savoureuse : il faut lire la description de la découpe d'une anguille ou de la confection du lapin rôti à la poêle... Seuls le goût des choses, la passion de la matière que Marie Rouanet affirme avec un talent clair et serein peuvent ainsi retarder la marche lente des glaciers.

Jean-Noël Pancrazi

Mini-vie

MISTER MOUSE
de Philippe Delerm.
Ed. du Rocher, 175 p., 89 F.

Qu'est-ce que la souris pour l'homme, sinon un animal nuisible, pillier de denrées et terreur ancestrale des femmes ? Mais la souris est aussi la vedette de certains bestiaires littéraires — de la Joséphine, cantatrice du peuple des souris, de Kafka, à la récente bande dessinée de Art Spiegelman, *Maus*. Frère créature prisonnière de son art et de sa solitude dans le premier cas, ou martyre de l'Holocauste dans le second, la souris sait ainsi se montrer profondément humaine.

Humain, Jeremy Mouse l'est aussi sans conteste : après avoir travaillé à la cueillette des prunelles, ce « gentilhomme-farmer-élegant-confortable » fait la vaisselle, couche les enfants puis goûte une nuit d'amour avec Mrs Mouse. Mais cette vie sans histoire n'est-elle pas la façade de petits vices coupables ? Le plaisir rituel de la bière roussie et du tabac à pipe par exemple, ou cette propension à se regarder dans les glaces et à vouloir se faire aimer de ses semblables, tout en trouvant une satisfaction maligne à les contrarier quand il le peut...

Petits plaisirs plus ou moins innocents auxquels va bientôt s'ajouter celui, éternel, de l'écriture. Car Mister Mouse écrit, « il écrit tout petit : les jours, les nuits, les choses, les odeurs, et le fouillis où ses jours s'épanouissent ». Mais pourquoi écrire, pourquoi se regarder dans les miroirs et vouloir l'amour de tous ? Le bonheur ne serait-il pas simplement dans la certitude d'une vie simple ?

D'une écriture chaude et limpide, doucement ironique, Philippe Delerm explore notre quotidien. Il dit les petits riens et le grand amour, les faiblesses dont on a honte et les tâtonnements vers un absolu qui ne nous appartient pas. Mais il dit aussi et surtout le bonheur de l'écriture, dont il a su revenir pour nous le faire partager.

Nicolas Chrétien

Où trouver un livre épuisé ?

service de recherches gratuit

LE MONDE DU LIVRE

50, rue Bourd, 75019 Paris

Formulez votre demande :

PAR ÉCRIT adresse ci-dessus

PAR TÉLÉPHONE : 42 45 36 66

PAR MINITEL : 36 15 MDL

Merci de joindre cette annonce à votre demande

ation anglaise



Le vrai Fourier

A l'écart de la louange comme de la caricature, la vie du grand utopiste par Jonathan Beecher

FOURIER
de Jonathan Beecher.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Hélène Perrin
et Pierre-Yves Pétillon.
Fayard, 618 p., 180 F.

L'histoire des idées retient sa dénomination des crimes du commerce et des leçons de la famille. Aux mensonges de la civilisation, forgés dès 1808 dans sa *Théorie des quatre mouvements*, Charles Fourier oppose l'harmonie, ordre souverainement libre fondé sur l'essor des passions. Mais la lecture de son œuvre n'est pas une mince affaire. La diversité des interprétations en témoigne. Marx et Engels l'ont considéré comme un précurseur. En 1947, renversant l'image pacifique de l'ancien pour réhabiliter celle du visionnaire, l'Ode à Charles Fourier d'André Breton pérorait cent ennemis résumés du prétendu système.

La fin des années 60 marque un autre tournant. Roland Barthes s'attache au *fait d'écriture* qui spécifie l'œuvre de Fourier. Les commentateurs partent à la découverte de l'écriture inconnue du grand maître rêveur. Comme le souligne Simone Debut (1), le *plaisir du texte* n'était pourtant pas l'objectif de Fourier. A côté des subtils exégèses, une approche plus directe de l'œuvre et de l'homme manquait. La traduction de la biographie de Fourier par Jonathan Beecher comble parfaitement cette lacune.

La passion de Beecher pour Fourier ne le porte pas à l'extravagance. Il a pris le parti d'être clair et s'y tient. Entre le portrait d'un fils de commerçant aisé, né à Besançon en 1772, devenu commis voyageur à Lyon, enchaîné d'un prophète passionné-trasculaire retrouvé mort, le 10 octobre 1837, dans son petit logement de la rue Saint-Pierre de Montmartre, il présente fort honnêtement les lignes de force de la doctrine. Cette simplicité n'exclut pas le savoir, qui est grand. Les œuvres publiées de Fourier, les études anciennes ou récentes, les biographies, mais aussi la fréquentation assidue des manuscrits de Fourier, y participent.

La vie de Fourier, surtout avant 1816, demeurait mal connue, et les portraits conventionnels abondaient. Jonathan Beecher, à l'écart des pieuses louanges et des facilités de la caricature, tente de reconstituer un cheminement intellectuel. A tout moment, son récit, qu'il sait

lacrimeux, exprime la volonté de sinner les idées et les activités de Fourier dans leurs divers contextes sans jamais masquer l'originalité et la beauté de sa vision utopique. La réussite de son travail repose sur cet équilibre toujours maintenu.

L'œuvre de Fourier n'est pas la confession déguisée d'un héritier lésé, spéculateur malheureux de surcroît. Elle s'élabore au cours de la décennie révolutionnaire, comme une réponse pacifique aux maux du temps, aux fléaux dont souffre l'industrie morcelée, livrée aux intrigants et aux accapareurs. Toute sa vie, Fourier se souviendra des flots de sang versés par Robespierre, « le bourreau maniaque d'Arras ». L'association naturelle dont il jette les bases s'éloigne de la tradition critique des Lumières.

Comme Ballanche, mais par d'autres voies, il est en quête d'une nouvelle naissance. La science sociale qu'il projette se nourrit des spéculations mystiques et utopiques qui fleurissent à Lyon, où il séjourne en 1791 et en 1793. Avant de rêver, le visionnaire écoute et observe. A la fin de l'année 1789, il a découvert le Palais-Royal, ses passages, ses cafés et ses boutiques. L'architecture unitaire trouve là son premier modèle, comme la province natale donne l'exemple des coopératives paysannes – les « fruitières » –, dont l'association domestique-agricole est la géniale transfiguration.

S'agissant de Fourier, la tentation de forcer le trait peut s'emparer du biographe. Les mésaventures de ce vieux garçon en butte aux railleries d'une nièce frivole dont il est amoureux, l'emploi instructif de techniques publicitaires alors nouvelles – slogans percutants, caractères gras, typographie variée, propositions avantageuses – pour attirer l'attention sur ses idées, s'y prêtent. Jonathan Beecher garde la mesure. Son Fourier est émouvant sans être ridicule. Il impose par sa farouche détermination et par la noblesse de sa pensée.

Jean-Paul Thomas

(1) Auteur notamment de *L'Utopie de Charles Fourier* (Payot, 1979).

* Signaler également dans lectures de Fourier, Charles Fourier en l'an des passions, d'Ulrich Arantes (L'Harmattan, 208 p., 120 F.) et Charles Fourier, l'imaginaire et le crime social, de Claude Morin (Médiaspace Kinokoshida, 223 p., 139 F.).

SUR LES AILES DU SOLEIL
(*Nichirin no tsuibasa*)
de Kenji Nakagami.
Traduit du japonais
par Jacques Lallaz.
Fayard, 390 p., 145 F.

Quelque chose se passe dans la littérature japonaise depuis quelques années. Les romanciers de valeur, ceux qui ont un style, un ton, un univers, n'écrivent plus de romans. Que leur préférent-ils ? Des essais, des textes, des journaux intimes, de la prose poétique. Raconter une histoire, au fond, ne les intéresse plus. Kazuo Ishiguro l'a renoncé, depuis deux bonnes décennies, à entraîner le lecteur dans une fiction : ses livres forment désormais un seul grand livre ouvert qui se continue de publication en publication. Kôbô Abe procéda, jusqu'à sa mort récente, par jeu de miroir : ses personnages, le plus souvent dépourvus de nom, à peine désignés par des métaphores ou des initiales, pouvaient se promener d'un volume à l'autre, sans vraiment dépasser le lecteur, même si chaque nouvel ouvrage était structuré avec une grande rigueur. Reste le cas de Nakagami, beaucoup plus jeune que ses illustres devanciers, et il faut bien le reconnaître à présent, probablement l'une des plus grandes révélations des années 80. La particularité de ses origines sociales, le caractère obsessionnel de son imagination, les fantasmes de sa carrière (il fut, entre autres, manutentionnaire et chanteur de jazz) faisaient de lui un cas.

Deux ans après sa mort, maintenant qu'il nous parvient en français, on peut juger de l'extrême cohérence de son univers, de l'envergure de son œuvre, du dynamisme fabuleux de son style. On lit Nakagami, comme on lit Malcolm Lowry, comme on lit le Faulkner du *Brûlé et la Fureur*, comme on lit les écrivains qui paraissent trop débordés par leurs hallucinations pour s'attarder aux sinuosités souvent hégémoniques de la mise en place d'une intrigue. Il faut être attentif à ce nouveau genre littéraire qui s'est peu à peu imposé au Japon. Certes, on peut être agacé par les complaisances narcissiques qu'il implique parfois. On peut craindre d'être laissé sur le bord de la route. Mais une trouvaille poétique, une scène soudain bouleversante, un chant, une vision nous rattrapent

en chemin. Et nous continuons le voyage.

Dans ce troisième livre de Nakagami que nous révèle le travail courageux et inventif de son acuel traducteur Jacques Lallaz (jeux de mots, transpositions, équivalence de dialectes : quel travail !), il s'agit bien d'un voyage. Quatre jeunes gens conduisent sept très vieilles femmes dans un camion-remorque frigorifique à travers le Japon. De sanctuaires en aires d'autoroute, de quartiers borgnes en jardins publics, de bistros en bordels, cette étrange assemblée fait plutôt bon ménage.

Sentiment poétique

Les garçons sont de joyeux vivants, dignes des héros de Saikaku, le maître du roman picaresque japonais du XVII^e siècle. Et comme Saikaku, Nakagami sait être brutal et direct dans les scènes érotiques. Elles sont nombreuses, violentes, précises. Elles expriment moins une volonté de subversion, qu'une force de vitalité, certes dépourvue de tendresse et d'amour, mais saine dans leur écart social.

En contrepoint, les petites vieilles sont inattendues. Tantôt dépressives et réduites à l'état de clochards, tantôt dévotées, tantôt rêveuses, tantôt défilées, elles gardent avec elles la nostalgie des « Ruelles », le quartier d'où elles viennent et qui a été longtemps décrit dans les précédents romans de Nakagami.

ULVERTON
d'Adam Thorpe.
Traduit de l'anglais
par Guillaume Villeneuve.
Flammarion, 398 p., 150 F.

Embrassant trois siècles d'histoire, ce premier roman d'un poète anglais a été acclamé par la presse anglo-saxonne, qui a pu paradoxalement saluer à la fois un retour à des thèmes romanesques traditionnels et une incursion audacieuse dans le post-modernisme : c'est qu'Adam Thorpe combine un attrait pour la ruralité et une fascination virtuose pour les jeux du langage.

Ulverton est la chronique d'un village imaginaire du Wessex – patrie de Thomas Hardy – au sud-ouest de l'Angleterre : douze récits, écrits pour la plupart à la première personne, douze tableaux de la vie paysanne, qui offrent chacun un aperçu du village et d'un de ses habitants à une époque donnée. Ainsi, de 1650 à nos jours, chaque génération fait l'objet d'un chapitre différent. Thorpe variant la langue et le dialecte, suivant le personnage et la période en question.

Dans *Sous le vent* (1743), où l'on voit une châtelaine adultère implorer son amant afin qu'il lui revienne, Thorpe renouvelle le genre épistolaire, comme dans *Dissection* (1775), une suite de lettres sans orthographe ni ponctuation, qu'une mère inculte fait rédiger par le tailleur, pour dire son amour à son fils condamné à la pendaison. En revanche, le comique domine dans *Aile* (1953), le journal intime de Violet Nightingale, une secrétaire frustrée, et dans *Amendements* (1712), où, sur un ton objectif et neutre, alternant détails techniques et observations concrètes sur la vie aux champs, un fermier décrit les relations scabreuses qu'il entretient avec son épouse et sa servante.

Précise, la langue se complique encore dans *Déposition*, où se mêlent plusieurs discours, entre autres celui d'un ouvrier qui témoigne en justice à propos d'une émeute autour du château d'Ulverton. Mais le morceau de bravoure d'Ulverton, c'est, sans doute aucun, *Sillons* (1887), où l'on suit le monologue intérieur, très joyeux, d'un paysan. « La barrière s'ouvre allez faut pas

saïques et triviaux, surgit par la magie du style, comme dans le Mexique de Lowry ou de D. H. Lawrence. Voici les petites vieilles dans un sanctuaire : « Au premier pas qu'elles avaient fait dans l'enceinte après avoir joint les mains devant le pont, le gravier de l'allée à l'infinie blancheur de perle avait émis une musique d'une fluidité qu'elles entendaient pour la première fois. Chaque feuille de la forêt s'inscrivait dans un scintillement caméléon de verdure – foncée et claire, tendre et dur, en toute chose était un dieu et les plus modestes des feuilles mêmes, de la taille du petit doigt, frissonnaient de plaisir de cette présence divine. » C'est dans ce genre de phrase, d'image, de pause contemplative que réside le pouvoir de la littérature, son caractère irremplaçable, ce qui la fera résister à tous ceux qui veulent la vouer aux oubliettes.

De même, lorsque le camion-remorque s'emballe sur l'autoroute, dans un paysage universellement anonyme qui, à première vue, a défiguré la terre entière, sans doute, le Japon en première ligne, Nakagami transfigure la banalité : « Moteur et pneus se firent plus sonores et bientôt le bruit du vent contre la carrosserie couvrit tout autre bruit. Les femmes se tassaient, qui avaient la gorge sèche devant ces manifestations de l'énorme serpent aux écailles d'acier en train de prendre son envolée et de fendre le vent dans sa ruée sur la voie des airs. » C'est l'hippogriffe de l'Arioste au Japon des *moirways*.

René de Ceccatty

Tableaux herculéens

Un tour de force d'Adam Thorpe en douze récits

nesques traditionnels et une incursion audacieuse dans le post-modernisme : c'est qu'Adam Thorpe combine un attrait pour la ruralité et une fascination virtuose pour les jeux du langage.

Ulverton est la chronique d'un village imaginaire du Wessex – patrie de Thomas Hardy – au sud-ouest de l'Angleterre : douze récits, écrits pour la plupart à la première personne, douze tableaux de la vie paysanne, qui offrent chacun un aperçu du village et d'un de ses habitants à une époque donnée. Ainsi, de 1650 à nos jours, chaque génération fait l'objet d'un chapitre différent. Thorpe variant la langue et le dialecte, suivant le personnage et la période en question.

Dans *Sous le vent* (1743), où l'on voit une châtelaine adultère implorer son amant afin qu'il lui revienne, Thorpe renouvelle le genre épistolaire, comme dans *Dissection* (1775), une suite de lettres sans orthographe ni ponctuation, qu'une mère inculte fait rédiger par le tailleur, pour dire son amour à son fils condamné à la pendaison. En revanche, le comique domine dans *Aile* (1953), le journal intime de Violet Nightingale, une secrétaire frustrée, et dans *Amendements* (1712), où, sur un ton objectif et neutre, alternant détails techniques et observations concrètes sur la vie aux champs, un fermier décrit les relations scabreuses qu'il entretient avec son épouse et sa servante.

Précise, la langue se complique encore dans *Déposition*, où se mêlent plusieurs discours, entre autres celui d'un ouvrier qui témoigne en justice à propos d'une émeute autour du château d'Ulverton. Mais le morceau de bravoure d'Ulverton, c'est, sans doute aucun, *Sillons* (1887), où l'on suit le monologue intérieur, très joyeux, d'un paysan. « La barrière s'ouvre allez faut pas

bader chez Gore avec c'est bouillonné gornés yllition vérolé qu'est un porc qu'on gorrille ces vieux gonds hurlent un peu d'a la graise à moitié rouillés ah ce vieux Stiff y les haricots y les haricots... » ainsi commencent et se poursuivent sans interruption ces dix-huit pages en forme d'inhumain tour de force pour le traducteur, qui parvient pourtant, grâce à une constante invention, à approcher la saveur de l'original. Ici (1988), un script plein d'humour écrit pour un documentaire destiné à la télévision, clôt le livre : les os du soldat qu'on avait vu apparaître dans le premier chapitre sont détachés par un promoteur, descendant des bergers du village : ainsi la boucle se referme-t-elle.

Rien, hormis cette fin, le lieu et quelques personnages qui resurgissent, ne relie ces douze récits : toute la tension narrative et l'originalité du roman tiennent au contraste entre les différents discours, entre les divers registres de la langue. Telle est peut-être la limite de ce premier livre très prometteur, qui, parfois, paraît plus proche de l'exercice de style que du roman.

Sophie Clélia

Précision. – Nous avons omis de signaler que *Lune chaude*, un roman de Mempo Giardinelli, dont « le Monde des livres » a rendu compte dans son édition du 12 août, était, en fait, une réédition. Sous le titre *Lune ardente*, mais dans la même traduction, il avait paru, en 1987, aux éditions Sylvie Messinger, aujourd'hui disparues (la même maison avait d'ailleurs publié, l'année suivante, un autre livre de cet auteur argentin. Et l'oubli sera leur lin-céu). Notons, pour le regretter, qu'aucune mention de cette précédente parution ne figure dans l'ouvrage aujourd'hui mis sur le marché par les éditions Alfil.

CIVILISATIONS

Le Talmud, « science des degrés »

Suite de la page 11

Le Talmud n'a-t-il pas été calomnié, mis en procès et finalement brûlé ? A Paris, ce fut par charrettes entières, sous le règne de Saint-Louis, lors de la disputation de 1240. Comme le confiait récemment le rabbin et professeur américain Arthur Hertzberg, le Talmud a longtemps représenté, pour le monde chrétien, au mieux, une sorte de « mer morte », et ses auteurs, les « Pharisiens », une secte idolâtrant la lettre de la loi plutôt que son esprit.

A partir de l'insertion des juifs dans la société au XVIII^e siècle, un mépris laïque est venu relayer celui de l'Eglise. Les héritiers des Lumières, comme d'Holbach ou Mirabeau, soumettent l'admission des juifs de France dans le giron de la Nation nouvelle à la renonciation au Talmud. Cette tendance est intégrée, au XIX^e siècle, puis au XX^e, par les juifs eux-mêmes, sionistes, socialistes ou agnostiques, qui, peu à peu, délaissent le judaïsme rabbinique. La Shoah, en détruisant le foyer

est-européen et les centres d'étude orthodoxes (la grande *yeshiva* de Lublin par exemple, ou les académies lituaniennes), accélère encore ce processus de désaffection, ponctué de quelques bouffées, minoritaires, de revivalisme religieux. Face à ce mouvement qui éloigne tendanciellement les masses juives du Talmud, l'œuvre d'Adin Steinsaltz se veut une sorte de contrefort qui vise à rétablir au moins un contact entre la « Loi orale » juive et un peuple que l'évolution coupe de sa tradition.

Le rabbin Adin Steinsaltz estime que la sensibilité proprement talmudique aux échelons intermédiaires de la Loi, l'attention portée au « mieux » ou au « moins bien », plutôt qu'au Bien ou au Mal, la discussion complexe de cas-limites, et surtout la prise en compte systématique des opinions antagonistes (quand bien même celles-ci ne sont pas intégrées au corpus législatif), cet esprit de finesse plutôt que de géométrie répond par la méthode, sinon par le contenu,

au type de questionnement d'une raison pratique moderne. A celle-ci, confrontée plus fréquemment à des situations confuses qu'à des cas bien tranchés, le Talmud propose sa « science » des degrés.

Adin Steinsaltz, dans le *Guide et lexiques*, constate en outre que « les sages d'Eretz Israël ont toujours été versés dans la philosophie et la culture grecques. Ils évitaient simplement d'en faire publiquement état. Il reste que cette hypothèse est difficilement vérifiable ». Quoi qu'en pense un Boyarin, le Talmud ne serait donc pas aussi lointain qu'il paraît d'une sagesse antique, dont nous sommes nous aussi, peu ou prou, les dépositaires. En dépit du long séjour des juifs auprès des Babyloniens, des Perses ou des Arabes, l'influence des coutumes et des croyances de ces peuples sur le Talmud est, pour le rabbin Steinsaltz, beaucoup moins sensible que celle de la Grèce.

C'est donc à tout homme moderne butant, comme l'ima-

LE FEUILLETON

Pierre Lepape

SAUVEZ LA REINE
de Jean-Pierre Chanod.
Minuit, 192 p., 89 F.
PEAU DE LAPIN
de Nicolas Kieffer.
Le Seuil, 424 p., 130 F.
LA SECTE DES ÉGOÏSTES
d'Eric-Emmanuel Schmitt.
Albin Michel, 204 p., 89 F.

CE ne sont pas de tout jeunes gens. Jean-Pierre Chanod frotte la quarantaine, Nicolas Kieffer est né en 1964, et l'âge d'Eric-Emmanuel Schmitt se situe à égale distance des deux autres. Tous trois ont donc roulé leur bosse avant d'oser leur premier roman. Chanod est agrégé de mathématiques et mène, nous dit-on, des recherches dans le domaine, ô combien ésotérique, de la « linguistique computationnelle ». Kieffer a affûté ses phrases dans une agence de publicité ; Schmitt est déjà un écrivain à succès puisque l'une de ses pièces, le *Visiteur*, a reçu, l'an dernier, trois millions de votes du meilleur auteur. Ces débutants courent leur premier bal, mais ils ne sortent pas du couvent.

Foin donc des timidités adolescentes, des confessions égocentriques et des enthousiasmes révolutionnaires. Tant pis pour la fraîcheur et pour la délicate maladresse : nous sommes, comme l'air du temps y incline, chez des « pros ». Chanod, Kieffer et Schmitt ne se jettent pas dans la littérature, ils s'y font une place. Ingénieurs en mots et en idées, ils construisent leur livre comme on fait une route : étude du terrain, résistance des matériaux, calcul des virages et des courbes. Rien n'excite davantage leur appétit créateur que les difficultés du chantier, la faille, le raccord compliqué, le dialogue acrobatique, l'impasse supposée. Là où le savoir-faire ne suffit pas et où l'art est exigé. Ils sont joueurs ; bons et beaux joueurs.

CHEZ Jean-Pierre Chanod, il s'en faut même de peu que le jeu n'absorbe tout. Pendant les vingt premières pages de *Sauvez la Reine*, on craint le pire. Un homme, nommé Geycamp, se réveille dans une chambre d'hôtel, et l'auteur nous inflige une description en gros plan, très virtuose et très agaçante, de ces quelques secondes de semi-coma et des diverses tubulures de la salle de bains. Par bonheur, l'intrusion d'une femme un peu dingue dans la piaule de Geycamp interromp l'inventaire. Ayant satisfait à l'examen de passage et montré qu'il avait bien assimilé la leçon des Anciens, de Robbe-Grillet à Jean-Philippe Toussaint, Chanod met fin à l'exercice de style pour passer aux choses sérieuses. Sans cesser de

jouer, cela va sans dire – le titre du livre nous convie à une partie d'échecs –, mais en ayant laissé tomber les enfantillages. A quoi joue-t-on ? A essayer de renflouer des vies gâchées, à mettre un peu d'ordre et de logique dans des existences à la dérive. Laure, la jeune femme qui s'accroche à Geycamp, le mari de Laure, et Abelardo, son chevalier servant, traînent leur destin à Montevideo, au bout du monde, dans le *no man's land* de la colonie diplomatique, dans le désert bavard des réceptions, fantômes au cœur d'une ville fantôme, plus étrangers encore à eux-mêmes qu'au pays qu'ils habitent. Ils sont brillants, ils sont intelligents, ils ont beaucoup de mots pour dire beaucoup de choses inutiles et beaucoup d'alcool pour perdre la conscience de leur détresse et oublier que leurs actes démentent leurs paroles. Geycamp, lui, fait un drôle de métier : il est équilibriste d'épaves. Il va de port en port acheter des bateaux fourbus et rouillés qu'il casse pour en récupérer les débris utiles. Il est, pour reprendre le titre du livre de Maimonide qui est l'un des fils du récit, le *Guide des égarés*.

Il y a bien d'autres fils dans *Sauvez la Reine* qui prend souvent des allures de roman initiatique, celui du *Purgatoire* de la *Divine Comédie*, celui du Consul d'*Au-dessus du volcan*, et il arrive que le lecteur s'égare à son tour dans le parcours piégé qu'a minutieusement tracé l'auteur. Notre désarroi à nous perdre rejoint l'angoisse des personnages à la recherche d'une logique stable. Mais il y a aussi bien du plaisir à ne pas s'y retrouver, à suivre la progression des mots qui paraissent communiquer entre eux comme le feu se met à des herbes, à partager le dépaysement, à s'installer dans l'insolite, à accepter que des énoncés flous se cachent au cœur d'une grammaire impeccable.

LES personnages de Nicolas Kieffer ne sont pas très éloignés de ceux de Chanod. Eux aussi sont les victimes d'une *mémoire méchante* et *indocile* comme un chien qui mordrait ses maîtres et laisserait les voleurs pénétrer dans la maison. Eux aussi ont quelque difficulté à insérer leur existence et leurs perceptions dans la bonne vieille logique d'Aristote. Mais ils ont une excuse : ils sont fous, ou bien psychiatres. Springdale, la clinique américaine où les uns et les autres sont enfermés, est une maison modèle, calme, luxueuse, douce aux malades. Et le nouveau pensionnaire qu'on y introduit, Stilton, n'a rien en apparence qui puisse troubler la quiétude de cet eden de

benoîte déraison. Certes, Stilton a avoué spontanément à la police le meurtre de soixante personnes, mais on a eu vite fait de montrer que ces crimes étaient imaginaires. Personne n'est plus pacifique que Stilton, plus dévoué, plus avide d'amitié.

Mais cette soif d'aimer et d'être aimé dérange insidieusement la belle mécanique rationnelle de Springdale. L'amour n'était pas compris dans la cure. Il ne convient pas d'en dire davantage, sous peine d'abîmer ce que *Peau de lapin* a de plus délicieux, cette manière si subtile, si perverse d'entraîner le lecteur de l'autre côté du miroir. L'art de Kieffer est dans sa gomme. Plus il peint, plus il ajoute des détails et plus il efface. Au début, les frontières sont bien visibles, rassurantes. Entre la raison malade et la raison saine, entre le réel, le rêvé et le fantasmé, entre le possible et le désiré, entre le présent et le mémoire. Il y a, certes, des fous un peu moins fous que les autres, comme la petite bande à laquelle va s'agréger Stilton. « A la différence des autres malades, nous sommes un peu cinglés mais nous nous en rendons

qu'il se retrouve, comme chez Hoffmann, en territoire de folie aussi à l'aise que s'il y avait toujours vécu. Ce qui n'est sans doute pas tout à fait faux. La folie nous est aussi familière que la sagesse, et, si la démarcation était aussi évidente, on ne disputerait pas de philosophie depuis vingt-cinq siècles. Gaspard Langenhart, le héros de *La Secte des égoïstes* est-il fou ? Ce philosophe de salon des débuts du XVIII^e siècle prétendait que lui seul existait et que le reste du monde n'était qu'une création de son esprit. Bref, qu'il était Dieu et que la vie était un songe divin, le sien, en toute logique.

SELON Eric-Emmanuel Schmitt, Langenhart, qui avait beaucoup d'argent et plaisait fort aux femmes, serait même parvenu à fonder une secte. Secte éphémère, on s'en doute, car il est bien difficile de faire vivre ensemble des dieux qui considèrent leurs confrères comme des illusions. Nous nageons dans un tonifiant océan de paradoxes. De toute évidence, Langenhart est un charmant illuminé, un pittoresque excentrique. Schmitt, dont la plume est subtile et malicieuse, invente des dialogues, des morceaux de mémoires qui sont des petites merveilles de pastiches des Lumières et du romantisme, espérances, brillants, profonds même et émouvants quand il le faut, avec ce qu'il convient de mystères et de coups de théâtre pour que le jeu intellectuel prenne de la chair.

Étincelante fantaisie ? Certainement, mais qu'on oublierait vite si Schmitt n'était pas parvenu à réveiller un vieux doute, une chimère jamais entièrement éteinte en chacun de nous : et si Langenhart avait raison ? Si l'évidence, comme cela arrive souvent, n'était qu'une tromperie ? Si nous inventions tout, comme Schmitt invente son héros et comme notre lecture lui donne une réalité ?

Après tout, les égoïstes ont bel et bien existé. L'*Encyclopédie* leur consacre un article sous la signature de d'Alembert, bien embarrassé dans sa réfutation : « On appelle ainsi une classe de philosophes qui ne reconnaissent d'autres vérités que celle de leur propre existence ; qui croient qu'il n'y a hors de nous rien de réel, ni de semblable à nos sensations ; que les corps n'existent pas. (...) Les égoïstes sont en même temps les plus extravagants des philosophes et les plus difficiles à convaincre ; car comment prouver l'existence des objets si ce n'est par nos sensations ? Et comment employer cette preuve contre ceux qui croient que nos sensations ne supposent point nécessairement qu'il y ait quelque chose hors de nous ? ».

Géomètres du malaise

compte. Donc nous ne sommes pas si cinglés que ça. Donc ce que nous disons ou pensons, ce à quoi nous croyons, n'est pas non plus si cinglé que ça. » Mais quelques sophismes aident à vivre sans vraiment subvertir la loi. Un peu de folie ne fait de mal à personne, tant qu'on sait qu'il s'agit de folie. A Springdale, il arrive un moment où on ne le sait plus. Pis, il n'y a pas un moment précis où le réel bascule, une ligne de partage, mais comme un lent et insensible vieillissement de la raison. Quelques rides ici, une pâleur là, des bouffées de chaleur, un spasme d'angoisse que l'on calme avec quelques cachets, des relents de souvenirs comme des nausées. Avant que ne commence le temps des abandons et des ruines.

En effaceur de frontières, Nicolas Kieffer est fort habile, assez diabolique même. Il conte si bien que le lecteur le plus rétif aux séductions du fantastique accepte tout, et

L'âme du Vieux-Colombier

Cette salle de théâtre est mythique, et son créateur ne l'est pas moins. Une biographie de Jacques Copeau et le cinquième tome des « Registres » offrent les clés d'une aventure intellectuelle hors du commun

JACQUES COPEAU
OU LE MYTHE
DU VIEUX-COLOMBIER
de Paul-Louis Mignon.
Julliard, 348 p., 140 F.

LES REGISTRES
DU VIEUX-COLOMBIER
1919-1924
Textes recueillis et établis
par Suzanne Maistre-Saint-Denis
et Marie-Hélène Dasté,
introductions de Clément Borgal
et Maurice Jacquemont,
Gallimard, coll. « Pratique
du théâtre », 555 p., 250 F.

Au cœur battant de la rénovation théâtrale en cette première moitié du XX^e siècle, il y eut les Russes Stanislavski et Meyerhold, l'Autrichien Reinhardt, le Suisse Appia, l'Anglais Craig, mais « dans l'histoire du théâtre français, disait Camus, il y [eut] le théâtre avant Copeau et le théâtre après Copeau ». Paul-Louis Mignon (1) retrace avec sûreté et une très grande connaissance du terrain l'étonnant parcours intellectuel de ce fils d'un marchand de boucles et agrafes du faubourg Saint-Denis, qui fonda le Théâtre du Vieux-Colombier à l'automne de 1913.

C'était alors l'emplacement d'une salle dévolue aux spectacles de patronage, l'Athénée Saint-Germain – mal située, disait-on, sur la rive gauche. Réagissant « contre toutes les lâchetés du théâtre mercantile et pour défendre les plus libres, les plus sincères manifestations d'un art dramatique nouveau », refusant le naturalisme d'André Antoine comme les grossières conventions de représentation de l'époque, Jacques Copeau (1879-1949) y monta d'emblée une pièce élisabéthaine de Thomas Heywood, *Une femme tuée par la douceur*, en alternance avec

L'Amour médecin, de Molière. Dans cette salle, il fit évoluer le cadre et la manière de jouer en utilisant des éclairages fixes, des « tréteaux nus », un proscénium, des « scènes architecturées ».

Et avec des comédiens comme Charles Dullin, Suzanne Bing, Jane Lory, Romain Bouquet, Blanche Albane, Valentine Tessier, Louis Jouvet surtout (dont Copeau raconte qu'il prit conscience de son talent en le voyant dormir dans les coulisses), la troupe du Vieux-Colombier rendit « lustre et grandeur » à Shakespeare, Molière, Musset, Dostoïevski, mais servit également les œuvres contemporaines de Vildrac, Schlumberger, Martin du Gard, Ghéon, Claudel, Romains ou Gide : « Il eût fallu voir, écrivait Jacques Rivière, qui lui succéda à la tête de la Nouvelle Revue française, comment il prenait un acteur, à un étage parfois qui pour tout autre eût été décourageant, comment il l'inspirait, le galvanisait et, pareil au modèleur qui, sur le tour, fait monter entre ses mains le cot du vase qu'il façonne, l'élevait peu à peu à la hauteur de son personnage. »

Après la Grande Guerre, Copeau reprit la barre du Vieux-Colombier et, à partir de 1921, dans l'école qu'il avait créée avec Suzanne Bing, il se préoccupa d'enseigner à « cette jeune génération d'artistes dont nous avons plus souci que de nous-même » un art scénique fondé sur de nouvelles valeurs, comme l'improvisation, le jeu du masque, le mime. Parmi ses élèves, éblouis par son charisme, modelés à sa main, se trouvaient ses propres enfants, ses deux filles, Maïène et Edith, ainsi que son fils Pascal (1908-1982) : celui-ci dut admettre qu'il aurait si se détourner du milieu littéraire et



Jacques Copeau (au centre) et des comédiens dans la cour du Vieux-Colombier en 1919

théâtre qui dominait la figure incontestable de son père. A l'heure de la deuxième guerre mondiale, après avoir fait ses preuves comme journaliste à Berlin, il allait s'engager dans la Résistance, devenir membre fondateur du CNR. Mais le retour à la vie courante vit Pascal Copeau, député des deux Constituantes, se heurter fatalement à une autre figure quasi paternelle : son opposition maladroite au général de Gaulle ainsi que sa culpabilité suicidaire d'homosexuel inavouable ruinèrent sa vie et fragilisèrent toutes ses entreprises à venir. Pierre Leenhardt révèle, avec douceur et précision, la biographie de celui qui ne sut pas forger sa domination sur le monde, ni se métamorphoser en vainqueur de l'espèce de son père (2).

En 1924, Jacques Copeau avait quitté Paris pour la Bourgogne, où il prit la tête de la première

troupe « décentralisée », les Copians : il crut qu'il pourrait enfin réaliser, loin de la capitale et au contact d'un nouveau public vraiment populaire, cette « rénovation dramatique » poursuivie depuis plus de dix ans. En 1936, il devint l'un des metteurs en scène – avec Baly, Dullin et Jouvet – de la Comédie-Française, « monument de la vanité et du cabotage », puis son administrateur de 1940 à 1941. Jusqu'aux années précédant sa mort en 1949, il mit encore en scène plusieurs pièces, et continua, inlassable et séduisant conférencier, à partager sans relâche ses souvenirs et ses idées.

Longtemps après sa disparition, Maïène Dasté, sa fille aînée et sa cousine Suzanne Maistre Saint-Denis, se sont attelées à une vaste tâche chronologique. Le premier volume des *Registres* du Vieux-Colombier fut imprimé en 1974 ; le cinquième a récemment paru,

retracant dans le détail les années 1919 à 1924, qui virent le retour de Copeau et de sa troupe en France après deux épuisantes saisons new-yorkaises, la réouverture du Vieux-Colombier, les ruptures avec Charles Dullin et Louis Jouvet, le repli de Copeau en province... A propos de chaque décision du « Patron », de chaque création de ses principaux comédiens, on y découvre les réactions et les contradictions de la critique, les lettres et des extraits de journaux intimes ou de mémoires écrits par ses amis, des notes provenant du carnet de bord de la troupe, des fragments du *Journal* de Copeau et le texte complet de ses *Souvenirs du Vieux-Colombier*. Il y a là toutes les données de cette aventure intellectuelle unique, dont Copeau fut le seul maître à bord avant Dieu au moins jusqu'au temps de sa conversion au catholicisme en 1925.

Enfin, l'histoire artistique et architecturale du Théâtre du Vieux-Colombier est retracée dans un album, fruit de la collaboration entre la Comédie-Française, la Bibliothèque nationale, le ministère de l'équipement, du logement et des transports et l'Institut français d'architecture. Des études précises et érudites, illustrées de nombreux documents, confirment un sentiment quelque peu paradoxal : malgré les échecs et les avatars, le Vieux-Colombier aura toujours miraculeusement gardé de sa magie propre, grâce à tous ceux qui y ont passionnément travaillé peut-être... Voté à être la « seconde salle » de la Comédie-Française depuis mars 1993, le théâtre aux deux colombes a encore une fois réouvert ses portes, rénové par l'architecte Bernard Kohn, doté d'une scénographie conçue par Yannis Kokkos, dirigé d'abord par Jacques Lasalle, puis par Jean-Pierre Miquel. Et il est bon que l'on sache très précisément, à l'aide de ces ouvrages complémentaires, les actes importants et de tous ordres, privés et publics, pratiques et théoriques, qui s'y sont joués pendant presque un siècle.

Claire Paulhan

(1) Outre des études générales sur le théâtre au XX^e siècle, le critique dramatique Paul-Louis Mignon a écrit plusieurs livres sur des comédiens fondés par Jacques Copeau : *Louis Jouvet* (La Manufacture), *Charles Dullin* (La Manufacture), *Jean Dasté* (PLF), *Bernard Kohn* (éd. de Mouton).

(2) Pascal Copeau (1908-1982), *L'Histoire préface les vainqueurs*, préface de Lucie Aubert, éd. L'Harmattan, coll. « Mémoires du XX^e siècle », 253 p., 140 F.

(3) *Théâtre du Vieux-Colombier 1913-1993*, de Marie-Françoise Christon, Noëlle Guibert et Danièle Pauly, éd. Institut français d'architecture/Norma (86, rue Castagnary, 75015 Paris), coll. « Les Années modernes », 175 p., 230 F.

كتاب من الأصل

CULTURE

FESTIVAL

JAZZ A MULHOUSE

L'été indien en Alsace

Dernier grand festival de jazz de l'été, celui de Mulhouse - qui s'étend aux communes avoisinantes - pour être plus modeste que ceux qui se déroulent dans le sud de la France n'en est pas moins l'un des plus novateurs. Saxophoniste et clarinetiste, Louis Scelvis explique dans un entretien la place tenue par les festivals dans le monde du jazz.

Question de fond pour le jazz, plus que jamais, celle de l'improvisation : le statut de l'improvisation, son mode même (Wynton Marsalis ne développe absolument pas la même pratique de l'improvisation que Michel Portal), la dynamique de pensée qui régit implicitement les programmes. On va finir par regretter le temps où il n'était même pas besoin de le préciser. De l'improvisation, le jazz classique ne donne plus qu'une image immédiate. Pour qui voudrait la redécouvrir, elle se réduit le plus souvent à sa plus simple expression, décorative et ornamentaliste. La pensée fuit comme un panier percé. Temps sans repères, époque encombrée de paternités, temps où Thelonious Monk va finir par être sympathiquement réduit

au rôle d'« original ». C'est ce qui rend l'agitation d'Uzeste Musical irremplaçable (le Monde daté du 20 août). Discutable, irritante, désordonnée, alternant des manifestations bloquées et d'incontestables réussites, vivante, exposée, toujours sur la brèche en matière d'autocritique ou de réflexion - mais irremplaçable. Rétrospectivement, le reste à des airs de tourisme familial, de promotion municipale ou d'entrepreneuriat petite affaire de légitimation culturelle.

Le reste ? Oui et non. Nombre de festivals ont leurs façons, leurs méthodes, leur personnalité et leur style : Mulhouse, bien sûr, avec sa curiosité personnelle (c'est un festival curieux, un festival de curieux), Mulhouse, dans sa modestie qui protège l'éloignement des grandes dates de l'été et des plages. Mulhouse n'en démonte pas. Son festival est parmi les plus novateurs. Musiciens atypiques, irréguliers, peu connus, venus de contrées que l'on ignore, célébrités fidèles à une éthique, douceur de l'été indien à l'alsacienne, Mulhouse a un charme indiscret de fin de saison prometteuse.

On peut dresser la liste de ses découvertes et de ses confirmations. Fondu enchaîné : Louis Scelvis qui vient de clore Uzeste Musical dans la tourmente d'un collectif typiquement alsacien, Louis Scelvis qui a présenté à Uzeste son Acoustic Quartet codirigé par Dominique Pifarély, se présente à Mulhouse en trio (Bruno Chevillon, basse, François Nerville, batterie), puis en tête à tête avec Willem Breuker.

F. M.

► Jazz à Mulhouse, et dans les communes voisines (Wittenheim, Guebwiller, Rixheim, Lutterbach) jusqu'au 3 septembre. 50/70 F, 80/100 F, laissez-passer global, 580 F, nombreux concerts gratuits. Tél. : 83-46-10-46, 83-45-63-95. Prochains concerts : le 25 août, Michel Marre Brass Band, Yves Dornoy et Philippe Poirier, Louis Scelvis trio ; le 26, Siniha Namtchylak, Dee Dee Bridgewater et quintette d'André Caccarelli ; le 27, Althea Schomnus Express, Bruno Chevillon solo, Daniel Hummel, François Jeanneau Quartet, Sophie Domenech Trio ; le 28, « Kassalt » Philippe Lemoine, Ahmed et Salam, Marc Ulrich Quartet, Dimitri Nadjitch, Mico Nisim trio.

Un entretien avec Louis Scelvis : « La musique n'est pas démocrate »

« Au début des années 70, les festivals étaient plus mélangés. On allait écouter des musiques dans les manifestations où il y avait du théâtre, de la poésie, des discours, des performances. Aujourd'hui, dans les mêmes endroits, on assiste à un retour de l'idée classique du jazz, assez artificielle souvent, un de ses nombreux « revirements »... »

« Ce n'est pas trop gênant. Bien entendu, il y a une sorte de logique : Philippe de Villiers à certaines de ces manifestations. Le Puy du Fou fonctionne comme modèle général de la distraction spectaculaire, la modernité voudrait se glisser dans une sorte de mécanisme réactionnaire, mais, dans l'ensemble, il n'y a pas de quoi en faire une histoire. Ce qui prend des proportions, c'est l'habituelle, c'est l'amplification du discours d'escorte (les commentaires d'un directeur musical de radio, telle promotion), mais le choix d'un artiste sur une esthétique, comme on choisit une veste, ce n'est pas grave, ça ne tire pas à conséquence. »

« Dans un autre esprit, on pourrait dire que la réussite de Joshua Redman, qui est un gentil, par rapport à Steve Coleman dont la démarche et la qualité sont plus intéressantes à mon sens, n'a pas de vraie signification. Il en faut en permanence un, à qui l'on fait jouer ce rôle. C'est bien. Il nous débarrasse du souci de le convoiter. Cela dit, il doit y avoir à peu près trois cent soixante-dix saxophonistes répartis qui jouent aussi bien ou mieux que lui. »

« C'est vrai, à condition de ne pas tenir compte de sa présence en scène, de ce petit fait qui change tout : le jazz est aussi une manifestation en public. La personnalité de Joshua Redman... »



Louis Scelvis en tournée en Afrique.

fait peut-être la différence...

« On en revient au charisme, à ce qu'un musicien transmet ou ne transmet pas. En fait, dans une carrière, le vrai travail consiste à estomper le charisme pour retrouver une certaine honnêteté. D'où l'intérêt du disque. Parfois, on aimerait être petit et moche, pour pouvoir se faire une idée... Ou alors, changer de public, ce qu'on a réussi à faire, d'ailleurs, avec l'Acoustic Quartet. On joue dans les festivals classiques, à Badenweiler, dans les maisons de la culture, on joue pour les publics d'abonnés qui nous choisissent entre une soirée de théâtre et une autre de danse. Ils savent que ce n'est pas du « jazz », pas de la musique contemporaine non plus. Ils ont conscience qu'on ne sait pas beaucoup plus qu'eux ce qu'on fait. L'écoute est d'une énorme intensité. On joue de plus en plus pour ces publics qui ne sont pas faits a priori pour nous. Les réactions sont plus libres. Ils ne se posent pas plus de questions que nous. Le public de festival de jazz arrive rempli d'attente. C'est normal. »

« L'inertie particulière au groupe »

« C'est probablement pour cette raison que ce quartet irrite, suscite une agressivité chez des amis, des musiciens proches de nous, ils voudraient qu'on s'explique, qu'on soit plus clairs, ils nous reprochent de faire nos classes, de ressembler à du classique sans en être, à de la musique contemporaine naïve après l'heure... Alors que le public, comme celui du Festival de Paris, par son enthousiasme, marque qu'il sent bien qu'on tente une aventure, qu'il est prêt à nous suivre, moins par reconnaissance que par sympathie. On manipule sans doute des esthétiques dou-

si mal qu'on n'avait plus le loisir de penser. De toute façon, les sanctions ne tiennent pas : cotoyer le pouvoir, ça peut devenir un jeu, une fin en soi, ou l'occasion de s'en servir personnellement. La musique que j'essaie de faire aujourd'hui recrée une sorte d'énorme déséquilibre, une incertitude de fond, la joie du doute et des imperfections. On est passé du free jazz au besoin de « mettre au propre », maintenant, il faut faire le chemin inverse. On est en porte à faux. On écoute Steve Coleman, le quartet de Jimmy Cliff, Jim Hall, Bill Frisell, le trio Arcade, le trio Motian, son intelligence dans la distribution des rôles, dans l'intégrité, ce refus implicite du « revival », on se situe dans cette histoire. »

« Parfois, je vais dans le sens des gens, je dis avec eux que je ne suis pas un musicien de jazz. Mais c'est trop facile ; si on inversait la proposition ? Est-ce qu'on n'est pas autant, plus nettement même, musicien de jazz que les Haricots rouges ou qu'un pianiste de vingt-cinq ans qui s'efforce à imiter à peu près le style de Ray Bryant ? Le jazz, c'est une forme singulière de créativité, mais c'est aussi une attitude devant la musique, une conduite dans la vie. Nous sommes des musiciens de jazz. Sans discuter. »

Propos recueillis par FRANCIS MARMADE

CINÉMA

THÉ NOIR AU CITRON d'Antonio de Macedo
HARRY NOUS A QUITTÉS de Rangel Valchanov

Villas tristes

Outre le fait qu'ils apparaissent le même jour sur les écrans et se trouvent réunis dans une discrétion qui les condamne à l'anonymat, le film du Portugais Antonio de Macedo et celui du Bulgare Rangel Valchanov ont en commun de se dérouler l'un et l'autre entièrement dans une superbe demeure, très loin du fracas du monde d'aujourd'hui, et de sacrifier à la tentation du macabre.

L'univers dépeint dans *Thé noir au citron* est celui d'une grande famille portugaise du siècle dernier. Le réalisateur, qui remercie en préambule Karen Blixen « pour son inspiration », s'applique à reproduire le ton feutré des conversations auxquelles se livrent des personnages hors du temps, entre salle à manger d'apparat et salon coiffe, avec passage obligé sur la terrasse. L'arrivée imprévue d'un parent disparu depuis longtemps et les révélations étranges qu'elle suscite peu à peu ne paraissent guère ébranler la réalisation. A force de copier les manières des personnages, elle s'enferme elle aussi dans un carcan qui ressemble fort à celui des « dramatiques » télévisées.

Ainsi canalisée, rythmée par la musique de la langue portugaise, le film suit son cours tranquille, jalonné de quelques jolies formules (« Le plus important pour

ARTS

CHEFS-D'ŒUVRE D'APRÈS NATURE à Strasbourg

Le phoque et l'oiseau

STRASBOURG

de notre envoyé spécial

Vers 1525, à Strasbourg, Hans Baldung dessina à la pointe d'argent un oiseau de paradis. En dépit de la pâleur des traits, l'oiseau exotique se reconnaît sans peine à sa longue queue et à son bec en pointe. Il ne fait pas de doute que le croquis a été fait d'après nature - d'après l'un des cinq exemplaires de l'animal que rapporta en Europe le seul navire rescapé de l'expédition autour du monde de Magellan. Cela signifie que Baldung obtint de voir cette curiosité peu de temps après qu'elle fut arrivée en Espagne en 1522.

Peu de temps auparavant, le même Baldung dessina une tête de phoque vivant. Pas plus que l'oiseau de paradis, le phoque ne se rencontre communément en Alsace. Il faut donc admettre, soit que Baldung, qui passe pour avoir peu voyagé, se rendit néanmoins assez au nord de l'Europe pour observer son motif dans quelque port ou sur quelque côte, soit qu'il se servit d'un phoque empaillé auquel il parvint à donner l'apparence de la vie, soit qu'il copia le croquis d'un autre, soit qu'en dépit du style le dessin n'est pas de lui, mais d'un artiste plus aventureux. En tout état de cause, la conclusion demeure identique : dessiner une tête de phoque vivant était, dans les années 1520, un exercice digne d'intérêt, aussi instructif que le portrait de l'oiseau du Brésil, d'un perroquet ou du combat de deux éléphants - autres croquis des carnets de Baldung.

Un peu plus tôt dans sa carrière, le même peintre avait été, avec Dürer, Altdorfer et quelques autres, de ceux qui ornèrent le livre de prières de l'empereur Maximilien I^{er}. Sur une page, il a représenté d'une part un chat en collier, de l'autre un enfant jouant avec un lion. Le chat est d'après nature, parfaitement ainsi ; le lion, d'après une gravure, un peu raide et stéréotypé, le museau trop plat, l'échine trop longue. La différence se reconnaît à l'instant entre les deux manières.

De cette différence, de la révolution qu'elle suggère, une exposition remarquable a fait son sujet. A Strasbourg, dans l'église Saint-Pierre-le-Jeune et dans son cloître - cadre très séduisant -, elle traite de l'invention du dessin d'après nature entre Moyen Âge et Renaissance, et de sa diffusion. La question étant immense, il convenait de circonscire l'aire géogra-

phique. Elle l'a été, tout naturellement, à l'Alsace, ce dont on ne saurait se plaindre puisque l'art à Strasbourg et à Colmar, ce sont Baldung, Schongauer, Grünewald, des graveurs, des éditeurs, des savants - un milieu homogène et puissant qui se développe sur fond de réforme religieuse et d'expansion de l'imprimerie.

L'histoire se dispose en trois épisodes distincts. Jusqu'à la fin du quinzième siècle, les représentations médiévales conservent leur rigidité et se conforment à des traditions iconographiques et symboliques, les premiers, les amateurs de botanique, s'en détachent peu à peu, parce qu'ils ont sous les yeux les plantes de leurs herbiers et parce qu'ils impriment des recueils d'herbes médicinales et comestibles suppose de l'exactitude. La forme des feuilles et des racines, la couleur et la taille des fleurs deviennent les moyens de l'identification et les critères d'une typologie élémentaire des végétaux de la plaine et de la forêt.

Alliés des savants

Deuxième phase, la plus passionnante : durant la première moitié du seizième siècle, des artistes qui ont entendu et compris la leçon de Dürer dessinent et peignent d'après nature. Alliés des savants, fidèles des cabinets de curiosités, chercheurs de détails justes et de raretés, ils usent de la plume et du pinceau, de la pointe d'argent et de la gouache comme d'instruments de précision. Ils auscultent, examinent, agrandissent, scrutent, ne négligent aucune nuance. Ils exaltent la vérité du monde extérieur, ils engagent l'inventaire des règnes animal et végétal.

Baldung et son phoque, Schongauer et ses sangliers, tels sont les héros de ce mouvement en Alsace. Leurs œuvres, réunies dans l'une des chapelles de l'église, composent un ensemble admirable, riche de deux pièces jamais exposées jusque-là, le livre de prières de Maximilien I^{er} et une gouache somptueuse venue de Potsdam, parterre de plantes dans un jardin, peut-être de la main de Grünewald en personne. A elles seules, elles justifieraient une visite.

Le dernier épisode prend la forme d'un hommage rendu à un peintre méconnu, Johann Walter, qui naquit à Strasbourg en 1604, y vécut et y mourut en 1677. Pour le comte de Nassau-Idstein, il exécuta un florilège de près de deux cents planches, compositions très élaborées de fleurs, fruits et insectes. Leur exécution touche à la perfection dans le genre net et méticuleux, trompe-l'œil à la gouache sur velin. Quelle que soit l'essence, Walter la caractérise aussi complètement que possible, jusque dans le traitement du velouté des feuilles, les nuances des nervures, la texture des tiges et des pétales et les couleurs. Il s'autorise fort peu de fantaisie, sauf une : introduire des oiseaux et des insectes venus de loin. Un dactyle bleu du Brésil s'est posé près d'une fleur venue de Sicile, le réaliste superbe d'Amazonie et l'épave diadème nichent entre les coings et les tomates - pour des raisons chromatiques, parce que leurs plumages bleutés s'harmonisent avec l'écarlate et le jaune des fruits.

Walter excellait encore en ornithologie, autre discipline à la conjonction de la peinture et de la science. L'exposition strasbourgeoise révèle, grâce à la Bibliothèque nationale, une collection prodigieusement abondante d'épaves, grands-ducs, avocettes, cormorans, hérons crabiers et vautours moines. Quelques-uns, hôtes habituels ou migrants, s'observaient couramment en Alsace. Pour d'autres, faucon gerfaut des toundras asiatiques, perroquet gris du Gabon, cascar de Nouvelle-Guinée, il est clair que Walter eut recours à des oiseaux empaillés rapportés par les navigateurs et les marchands au long cours. Un siècle plus tard, la tradition inaugurée par Baldung avait encore des adeptes.

PHILIPPE DAGEN

► Eglise Saint-Pierre-le-Jeune, 67000 Strasbourg. Tous les jours de 10 heures à 22 heures, le dimanche de 12 h 30 à 20 heures. Jusqu'au 2 octobre.

PASCAL MERIGEAU

Les nouvelles stratégies de l'informatique mondiale

Digital Equipment se désengage complètement d'Olivetti

Digital Equipment Corp (DEC) a décidé de vendre en Bourse la participation de 7,8 % que le constructeur américain détenait dans Olivetti, le groupe de Carlo De Benedetti. Cette cession confirme la difficulté à vouloir nouer des alliances à caractère capitaliste, sans base technologique forte, et sous la forme d'une prise de participation trop faible pour permettre de jouer un rôle actif.

■ **GUERRE DES PROX.** IBM, le géant américain de l'informatique, a annoncé, mercredi 24 août, des baisses de prix pouvant aller jusqu'à 27 % sur sa gamme d'ordinateurs personnels, une semaine après les réductions de tarifs annoncées par Compaq. La riposte d'IBM devrait pousser d'autres fabricants à rejoindre le mouvement de baisse.

Les alliances à caractère seulement capitaliste ont-elles une signification dans le secteur informatique ? Alors que les liens technologiques, dans ce secteur plus que dans tout autre, alimentent des interdépendances durables, difficilement réversibles, les liens essentiellement financiers se révèlent, à l'expérience, beaucoup plus volatils. Le constructeur américain DEC (Digital Equipment Corporation) a ainsi annoncé mercredi 24 août qu'il avait cédé la totalité de la participation - 7,8 % du capital - qu'il détenait dans Olivetti, le groupe de Carlo De Benedetti. Les 98,5 millions d'actions en sa possession - qui avaient été acquises à partir de juin 1992 et en deux étapes - ont été vendues en Bourse. La cession s'est étalée sur un mois.

Engagé dans une délicate opération de restructuration (le groupe a terminé son exercice 1993-1994 dans le rouge à hauteur de 12 milliards de francs et envisage de supprimer vingt mille emplois sur un an), en quête d'argent frais, DEC a été contraint de se retirer d'Olivetti, à mauvais comptes, faute d'avoir les moyens de jouer un rôle d'actionnaire actif. Ces derniers temps, le titre de l'action Olivetti cotait autour de 2 300 francs (1 franc vaut environ 33 centimes) à la Bourse de Milan, un cours très inférieur à celui payé par DEC lors de l'alliance nouée entre les deux groupes. En juin 1992, le constructeur américain avait acquis 4 % du capital du constructeur d'Ivrea, soit la moitié de sa participation, sur une base de 8 500 francs par action. Le total de

l'opération lui avait coûté à l'époque 287 millions de dollars, soit 1,7 milliard de francs.

Mercredi soir, le porte-parole de Digital Europe, le siège européen du groupe américain installé en Suisse, confirmait que DEC avait peu d'espoir de rentabiliser son aller et retour dont devraient subsister quelques accords de coopération technique. Et que la moins-value serait, selon toute vraisemblance, assez substantielle.

Sévères critiques

Dans les milieux spécialisés, les commentaires sur le principe même de cette prise de participation minoritaire opérée il y a seulement deux ans sont sévères. « Que signifient ces prises de par-

ticipation à hauteur de 5 %, voire 10 %, initiées par DEC et IBM, très à la mode il y a trois-quatre ans et qui, au final, se traduisent par un désengagement avoué ou non ? », s'interroge un bon connaisseur du secteur, ancien responsable chez DEC. Et d'ajouter : « Sauf à avoir un pouvoir de contrôle, un constructeur informatique qui détient une parcelle du capital dans un autre groupe est forcément un piètre actionnaire ».

DEC n'est pas le seul groupe à être soumis à la critique. IBM, le géant de l'informatique, a aussi procédé de la sorte avec Wang il y a quelques années. Big Blue avait conclu un accord ambitieux aux termes duquel il entrerait dans le capital de son concurrent en lui fournissant des ordinateurs RS 6000. Mais, une fois forgée l'offre

soumise à Wang, le numéro un mondial s'est tout simplement refusé à jouer son rôle d'actionnaire, en refusant systématiquement toute participation aux augmentations de capital de Wang.

Le cas de Bull est également intéressant. IBM, prêt à Hewlett-Packard qui ne proposait qu'un seul accord technologique, a doublé l'impact financier de sa proposition de coopération sur les machines équipées de processeurs Risc par une prise de participation de 4,7 % dans le constructeur français. Bull a rejoint alors le clan IBM pour ce type d'ordinateurs, comme Olivetti quelques mois plus tard rejoignait la famille DEC. Depuis, la aussi, IBM se fait tirer l'oreille pour participer à toute recapitalisation de Bull.

C. M.

IBM casse les prix

Suite de la première page

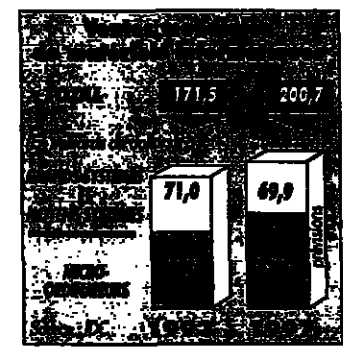
Des composants de plus en plus puissants, dont le prix chute d'année en année. Le monde de la micro-informatique s'est complètement transformé ces dernières années. On s'y bat désormais avec férocité en bradant les étiquettes. Dans son rapport 1993 sur l'industrie informatique, le consultant Mac Kinsey note que le prix moyen d'un ordinateur personnel, fixé à un niveau 100 en 1987, s'est établi aujourd'hui au niveau 53. Avec des performances accrues.

Compaq justifie sa baisse des prix par la nécessité de purger des stocks d'inventaires, affectant plus particulièrement ses produits les

plus anciens. Il entend dégager le terrain pour la toute nouvelle génération de machines équipées par les micro-processeurs Pentium du californien Intel, beaucoup plus puissants que les précédents. Compaq prépare en outre la campagne d'automne, période de l'année où les fabricants de PC réalisent une bonne part de leur chiffre d'affaires. Surtout, il porte son coup à un moment où l'activité micro-ordinateurs d'IBM, un temps redressée, semble présenter d'inquiétants signes de désorganisation et de faiblesse.

La micro-informatique d'IBM traverse à nouveau une phase de restructuration aux États-Unis.

Big Blue a mis fin à l'activité d'Ambra, une filiale créée pour récemment et chargée des plus bas segments de la gamme, là où il faut contenir les fabrications d'Asie du Sud-Est. IBM, par ailleurs, envisage mille cinq cents à deux mille suppressions d'emplois dans la branche PC. Au deuxième trimestre 1994, le groupe a vu ses livraisons de

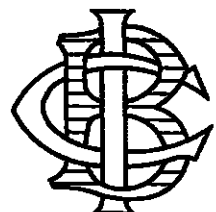


micro-ordinateurs chuter de 29 % en volume aux États-Unis, tandis que ses principaux concurrents augmentaient les leurs. Compaq s'est placé pendant deux trimestres consécutifs en tête des ventes. Le groupe texan occupe désormais la première place sur le marché mondial contre le troisième rang fin 1993.

IBM a-t-il de sérieuses capacités de riposte ? Les analystes spécialisés s'interrogent. D'aucuns pensent que cette guerre des prix - même si elle n'affiche pas clairement son nom - devrait s'étendre aux périphériques, et notamment aux lecteurs CD-ROM. En tout cas, pour le moment, Compaq a le terrain déblayé en Europe. Les baisses de prix annoncées aux États-Unis s'y appliqueront également, a indiqué ces derniers jours le fabricant texan. IBM, pour le moment, n'a pas l'intention de bouger sur le Vieux Continent.

CAROLINE MONNOT

AVIS FINANCIER DES SOCIÉTÉS



BANCA COMMERCIALE ITALIANA

Société Anonyme par Actions - Siège Social à Milan, Piazza della Scala 6 - Registre des Sociétés n. 2774 - Tribunal de Milan - Capital Social Litres 1.050.000.000.000 - Réserve Légale Litres 420.000.000.000
Groupe Banca Commerciale Italiana - Registre des Groupes Bancaires Italiens - Code n. 2002

AVIS

selon les art. 10 et 23 de la délibération de la Consob n. 5553 du 14.11.1991

AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL DE LIT. 1.050 MILLIARDS A LIT. 1.837.5 MILLIARDS MAXIMUM

L'Assemblée Extraordinaire des Actionnaires, en date du 19 Juillet 1994, a décidé, entre autres, une augmentation du capital de Lit. 1.050 milliards nominal à un maximum de Lit. 1.837.5 milliards nominal par émission de:

- 525 millions d'actions ordinaires de Lit. 1.000 nominal chacune, jouissance 1er Janvier 1994 (les "Actions") auxquelles sont attachés des warrants (les "Warrant"), en raison d'un Warrant pour deux Actions, donnant droit à la souscription des actions ordinaires visées à la lettre b) ci après, en raison d'une action pour un Warrant détenu;

- au maximum 262,5 millions d'actions ordinaires de Lit. 1.000 nominal chacune, jouissance courante, réservées exclusivement à l'exercice des Warrant.

Ceci étant, la décision mentionnée ci-dessus - homologuée par le Tribunal de Milan le 26 Juillet 1994 selon Jugement n. 11199 - est mise en exécution comme suit.

Termes, modalités et conditions de l'opération

- Les Actions avec Warrant sont offertes en option aux actionnaires de la Banca Commerciale Italiana en raison d'une Action pour deux actions ordinaires et/ou à dividende prioritaire déduites, au prix de Lit. 3.000 par Action, dont 2.000 à titre de prime.
- Le droit d'option devra être exercé, sous peine de déchéance, au cours de la période du 18 Août 1994 au 16 Septembre 1994 inclus, par la remise du coupon n. 35 détaché de l'action ordinaire et n. 8 détaché de l'action à dividende prioritaire. Les droits d'option seront négociables en Bourse du 18 Août 1994 au 9 Septembre 1994 inclus; les droits non exercés seront offerts en Bourse selon l'art. 2441, troisième paragraphe, du Code Civil Italien.

- SMCOMIT S.p.A., agent au Siège à Milan, Via P. Verré 4, au cours des 5 derniers jours de négociation des droits est à la disposition des Actionnaires, sans aucune surcharge de commission et de frais pour les demandes, pour évaluer les achats et ventes jusqu'à 3 droits octroyés à souscrire un nombre pair d'Actions aux fins de l'association aux Warrant, sans aucune, en tout cas inutilisable et sans aucune valeur.

- Les demandes de souscription devront être présentées auprès des Agences de la Banca Commerciale Italiana ou auprès du Monte Titoli S.p.A., pour les titres par lui administrés, ou auprès de:

en Italie

Caisses habilitées

BANCA DI ROMA, CREDITO ITALIANO, ISTITUTO BANCARIO SAN PAOLO DI TORINO, CARIFLO-CASSA DI RISPARMIO DELLA PROVINCIA LOMBARDE, BANCA NAZIONALE DEL LAVORO, MONTE DEI PASCHI DI SIENA, BANCO AMBROSIANO VENETO, BANCO DI NAPOLI, BANCA POPOLARE DI BRESCIA, BANCA POPOLARE DI MILANO, CREDITO AGRARIO BRESCIANO, CREDITO ROMAGNOLLO, BANCA D'AMERICA E D'ITALIA, BANCA POPOLARE COMMERCIO E INDUSTRIA, BANCA POPOLARE DI NOVARA,

BANCA CRT-CASSA DI RISPARMIO DI TORINO, BANCA AGRICOLA MILANESE, BANCA TOSCANNA, BANCA NAZIONALE DELL'AGRICOLTURA, BANCA POPOLARE VICENTINA, BANCA POPOLARE DI BERGAMO, CREDITO VARESE, BANCA POPOLARE DI VERONA, BANCA MERCANTILE ITALIANA, CREDITO EMILIANO, CASSA DI RISPARMIO DI PARMA E PIACENZA, BANCA SELLA, BANCA POPOLARE FRULADRIA, BANCA C. STERNHAUSEN & C., BANCA POPOLARE DI ANCONA, BANCA MONTE PARMIA, BANCA POPOLARE DI ASOLO E MONTEBELUNA, BANCA BRESCIONE, CASSA DI RISPARMIO DI VERONA, CREDITO VENEZIANO E ANCONA, BANCA POPOLARE DI LODI, CREDITO BERGAMASCO, BANCO DI SARDEGNA, BANCA AGRICOLA MANTOVANA, BANCO DI SICILIA, BANCA POPOLARE DELL'ENILIA ROMAGNA, BANCO DI DESO E DELLA BRIANZA, BANCA SAN PAOLO DI BRESCIA, BANCO S. GERMANO E S. PROSPERO, CASSA DI RISPARMIO DI UDINE E PORDENONE, CREDITO COMMERCIALE, BANCA ANTONIANA, BANCA DI TRENTO E BOLZANO, BANCA POPOLARE DI SONDRIO, BANCA DI CREDITO DEL FRIULANTO, BANCA DEL FIUME, CREDITO VALTIELLESE, CASSA DI RISPARMIO DI CUNEO, BANCO SAN MARCO, CREDITO LOMBARDO.

RASFIN S.M., ARCA S.M., CABOTTO S.M., GIUSEPPE WARBURG S.M., GAMBA AZZONI S.M., INTERBANCARI S.M., MELLA & CO. S.M., AROS-ATTINO S.M., BERTI S.M., FINANZIARIA INDOSUEZ S.M., PASFIN-SECURITIES S.M., ALBERTINI & C. S.M., EPTASIM, PRIME INVESTMENT MANAGEMENT S.M., COPEL S.M., UNION CAPITAL S.M., CLMIO S.M., EUROCOMBIARE S.M., SOTTASIM, EUROCASE S.M., ISI S.M., ALIETTI & C. S.M.

Establishments Financiers étrangers qui agissent par la liste d'une des Caisses habilitées ci-dessus:

PARIBAS CAPITAL MARKETS, COMMERZBANK, SMITH BARNEY EUROPE, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, BNP BANK, CREDIT LYONNAIS SECURITIES, BAYERISCHE WIRTSCHAFTS UND WECHSEL - BANK, BAYERISCHE VEREINSBANK, NOMURA INTERNATIONAL LIMITED, NATWEST SECURITIES, GENIUM EUROPE BANK, CREDIT SUISSE FIRST BOSTON LIMITED, COMPTON MONDAGH & CO. BANK, BARCLAYS DE ZOTTE WEID, CAZENOVE & CO., GEBERLE BANK, DUNA EUROPE, MITTEL CREDITANSTALT BV, NIKRO EUROPE, ABN AMRO N.V., CARNEGIE INTERNATIONAL.

- Mediobanca a garanti la bonne fin de l'opération, dont l'exécution est promise par la Banca Commerciale Italiana et par Mediobanca elle-même.

Principales caractéristiques des Warrant

Dénomination: "Warrant actions ordinaires Comit 31.12.1995".

Report, modalités et prix d'exercice: les porteurs des Warrant peuvent souscrire à n'importe quel moment - les périodes habituelles de suspensions exclues - à partir du jour suivant l'expiration et jusqu'au 31 Décembre 1995, au maximum la demande y relative jusqu'au 30 Novembre 1995, à des actions ordinaires Banca Commerciale Italiana, en raison d'une action pour un Warrant, au prix de Lit. 3.000 par action, dont Lit. 2.000 à titre de prime, les ajournements aux conditions d'exercice dans le cas d'opérations sur le capital de la Banca Commerciale Italiana prévues par l'art. 3 du Règlement relatif au capital de la Banca Commerciale Italiana ou des Caisses habilitées nommées par elle; l'exercice des Warrant aura effet le dernier jour ouvré du mois suivant celui de la présentation de la demande.

Changement: il sera demandé à la Consob la notation du Warrant au Système Titolizzato des Bourses de Valeurs Italiennes.

Le Document d'Information concernant l'augmentation du capital et les autres documents prévus par la délibération Consob n. 5553 ont été déposés auprès du Siège Social, du Conseil de Bourse et des Caisses habilitées pour la remise à toute personne en faisant la demande.

BANCA COMMERCIALE ITALIANA SPA

Milan, le 12 Août 1994

JAVICO 150

JAVICO 150

ÉCONOMIE

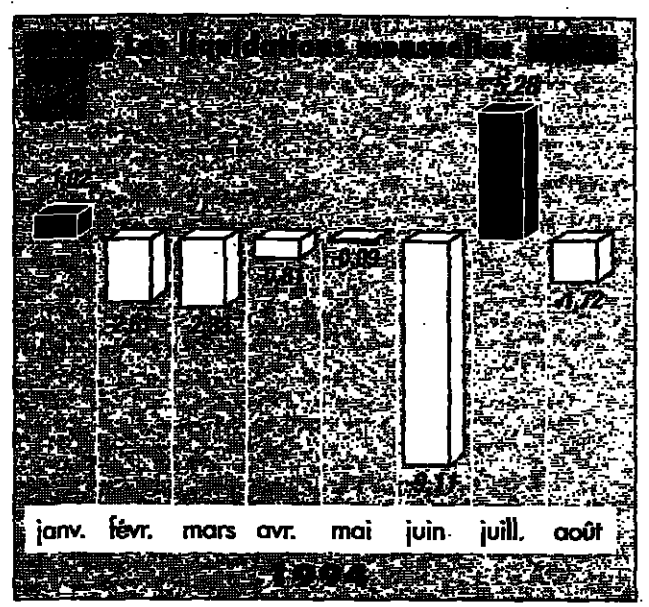
FINANCES

La bourse de Paris a baissé de 1,7 %

En dépit d'une reprise sensible au cours des derniers jours, le mois boursier d'août s'est conclu mercredi 24 août sur une baisse de 1,72 %. Il s'agit de la sixième liquidation perdante sur huit depuis le début de l'année. Sauf les mois boursiers de janvier, dans l'euphorie de la baisse des taux, et de juillet, marqué par la traditionnelle embellie de l'été, se sont terminés par des hausses. Au total, l'indice CAC 40 de la Bourse de Paris a abandonné 11,5 % depuis le 4 janvier.

La morosité reste de mise devant la grande fragilité des marchés de taux et la crainte de plus en plus forte d'un arrêt pur et simple de la baisse des taux courts en Europe, compte tenu d'une reprise de la croissance nettement plus vigoureuse que prévu.

Le relèvement il y a deux semaines du loyer de l'argent en Italie et en Suède et le maintien le semaine dernière de ses taux par la Bundesbank accablent cette thèse. Du coup, les boursiers n'attendaient pas de décision spectaculaire de la réunion, jeudi 25 août, du comité de politique monétaire de la Banque de France.



REPÈRES

CHILI

Haussé du PIB de 4 % au premier semestre

Le produit intérieur brut (PIB) chilien a augmenté de 4 % au premier semestre 1994 par rapport à la même période en 1993, a indiqué, mercredi 24 août, la banque centrale. Le taux de croissance de l'économie chilienne devrait atteindre 5 % cette année contre 5,7 % en 1993. Pendant les six premiers mois de l'année, le secteur le plus dynamique a été celui de la pêche, qui a enregistré une hausse de la production de 20,8 %. L'industrie a connu une progression de 5,68 %, et les transports et communications de 8,9 %. L'activité la moins soutenue a été enregistrée dans les mines avec une augmentation de 0,4 % seulement.

CONJONCTURE

La balance des paiements courants a été excédentaire de 1,14 milliard de francs en mai

La balance des paiements courants de la France a été excédentaire de 1,14 milliard de francs en mai en données provisoires corrigées des variations saisonnières (CVS), selon les chiffres publiés, jeudi 25 août, par le ministère de l'économie. En données brutes, le solde de la balance des transactions courantes est négatif de 1,538 milliard de francs. Sur les cinq premiers mois de l'année, l'excédent s'établit à 24,219 milliards de francs en données CVS, contre 16,261 milliards pour la même période de 1993. Sur un an (mai 1993-mai 1994), la balance des paiements courants dégage un excédent de 68,4 milliards de francs.

DOCKERS

Nouvelle agitation dans le port de Fos-Marseille

Le ton est monté, mercredi 24 août, dans le port de Fos-Marseille où les dockers ont entamé un nouveau bras de fer contre les accoriers sur le statut des manutentionnaires intermittents. Des dockers CGT ont investi les bureaux d'une quinzaine de sociétés tertiaires de Fos-sur-Mer pour en expulser trois cents salariés, suscitant la colère des entreprises et parfois des réactions musclées de

leurs responsables. Le Syndicat des entrepreneurs de manutention portuaire de Marseille et de Fos (SEM-FOS) a lancé un ultimatum à la CGT, lui intimant de reprendre « sans préalable » les négociations et menaçant de « commencer à procéder à des embauches extérieures » dès lundi 29 août.

ITALIE

Le déficit budgétaire pourrait être plus important que prévu en 1995

Le ministre italien du Trésor, Lamberto Dini, a déclaré, mercredi 24 août, que le déficit budgétaire atteindrait 189 797 milliards de lire (640 milliards de francs) en 1995, soit une progression de 31 077 milliards de lire par rapport à celui de 1994. En juillet, M. Dini avait tablé sur un déficit de 138 000 à 140 000 milliards de lire l'année prochaine. Dans un entretien au magazine *Italia Oggi*, le ministre estime que les recettes progresseront de 2,4 % en 1995 tandis que les dépenses augmentent de 8,7 %, si aucune mesure correctrice n'est prise. Selon le quotidien des milieux d'affaires *Il Sole 24 Ore* de mercredi, le gouvernement de Silvio Berlusconi devrait annoncer, vendredi 26 août, des mesures pour réduire le déficit de 51 000 milliards de lire.

MINES D'OR

American Barrick revoit son OPA sur Lac Minerals, qui l'accepte

La compagnie aurifère canadienne American Barrick Resources a annoncé le 24 août la conclusion d'un accord de prise de contrôle « amicale » de sa concurrente Lac Minerals, de nationalité identique. American Barrick, l'un des plus gros producteurs d'or d'Amérique du Nord, a signé avec Lac Minerals un accord prévoyant une révision de sa précédente OPA (offre publique d'achat) lancée en juillet et qui était de 2,08 milliards de dollars canadiens soit 8,15 milliards de francs (le *Monde* du 25 juillet). L'offre est réduite à 2,22 milliards de dollars canadiens (8,5 milliards de francs). Après avoir repoussé la première OPA, le conseil d'administration de Lac Minerals a décidé de recommander à ses actionnaires d'accepter la nouvelle proposition. Cette firme était également convoquée par une autre compagnie aurifère canadienne, la Royal Oak Mines.

Confortée par la baisse des commandes de biens durables Wall Street s'offre une flambée de hausses

NEW-YORK de notre correspondant

Est-ce le début d'une envolée ou un simple feu de paille ? Toujours est-il que la Bourse de New-York a confirmé, mercredi 24 août, ses dispositions de la veille, accentuant la bonne tenue de la première place financière mondiale. Après avoir gagné 25 points mardi, l'indice Dow Jones - le thermomètre de Wall Street - a progressé, mercredi, de 71 points. A l'issue de deux séances très actives, cet indice a ainsi gagné 2,5 %, terminant la journée à 3 847, au-dessus du niveau de 3 800 points pour la première fois depuis le 16 juin. Deux éléments, pourtant fragiles, ont alimenté cet optimisme nouveau sur le marché des actions : la baisse des commandes de biens durables en juillet et des progrès dans les négociations commerciales nippo-américaines.

Mercredi matin, le département du commerce a annoncé que les commandes de biens durables ont diminué aux Etats-Unis de 4,2 % en juillet par rapport à juin. Il s'agit de la plus forte baisse enregistrée depuis deux ans et demi. Les opérateurs financiers ont interprété ces chiffres comme le premier signe d'un ralentissement de la croissance. Pour les observateurs, l'action de la Réserve fédérale commencerait à porter ses fruits : la menace inflationniste s'écarterait. Une légère détente a été immé-

diatement observée sur les taux d'intérêt à long terme. A Wall Street, les investisseurs en ont conclu que la Fed ne serait plus tentée d'augmenter ses taux courts. Ils ont donc repris leurs achats d'actions.

La baisse des commandes de biens durables doit cependant être relativisée. Elle est liée à des facteurs très saisonniers : pour l'automobile par exemple, juillet est traditionnellement un mois à faible activité, celui au cours duquel aussi les constructeurs changent leur gamme. En réalité, en juillet 1994, le niveau des commandes de biens durables est encore supérieur de 13,3 % à celui de juillet 1993, un an auparavant.

Un autre élément, tout aussi conjoncturel, a contribué à doper la Bourse new-yorkaise mercredi : ce sont les rumeurs selon lesquelles les négociations menées mardi et mercredi à Seattle, dans l'Etat de Washington, entre Américains et Japonais sur la libéralisation du marché nippon de l'assurance, auraient permis d'enregistrer des progrès sensibles. Les remarques de Ron Brown, ministre américain du commerce, à Washington, indiquant que l'essentiel du contentieux restait le dossier automobile, toujours bloqué, n'ont pas perturbé les opérateurs financiers. Sur le marché des changes, le dollar a lui aussi légèrement repris des forces face au yen et au deutschemark. E. I.

ETRANGER

Le projet de budget 1995

Retour à la rigueur au Danemark

COPENHAGUE de notre correspondant

Réconforté par la croissance économique qui « s'est bien installée dans le paysage danois », le ministre des finances du Danemark, Mogens Lykketoft, a présenté, mercredi 24 août, avec une semaine d'avance, son projet de budget 1995. Et ce, pour calmer des marchés financiers nerveux, à tort selon lui, qui continuaient à faire grimper les taux d'intérêt, sapant ainsi les bons résultats obtenus.

Après deux années de relâchement de la politique d'austérité pour stimuler la croissance et l'emploi, le ministre des finances a remis le pied sur le frein, serrant la vis des dépenses publiques. Seule l'aide au tiers-monde (1 % du PNB, la plus élevée du monde) a été épargnée.

Le projet 1995 accuse un déficit de 45,3 milliards de couronnes (39 milliards de francs), soit 4,63 % du produit intérieur brut, en baisse par rapport à celui de cette année (47,3 milliards). Le gouvernement espère que, d'ici à l'an 2000, il parviendra à assainir les finances publiques pour arriver à l'équi-

libre. « Il est important que les performances réalisées (initiation autour de 2 %, excédents de la balance commerciale et des paiements, et surtout fléchissement du chômage avec création de 50 000 emplois) ne soient pas ancêtres rapidement », a assuré M. Lykketoft en se déclarant en faveur « d'une croissance contrôlée » qui devrait être de l'ordre de 3 % en 1995 contre 4 % cette année, selon l'OCDE.

Priorité aux dépenses sociales

Etat providence oblige, près de la moitié du budget est réservée aux dépenses sociales. Les recettes augmenteront de 5 milliards de couronnes. La pression fiscale, une des plus lourdes au monde (49,1 % du produit national brut), sera presque maintenue au même niveau qu'en 1994. Seul point noir au tableau : la dette de l'Etat qui s'élève à plus de 600 milliards de couronnes (dont 140 milliards de dette extérieure). Le remboursement des intérêts de cette dette représente 15 % des dépenses totales.

ALEXANDRE SARIN

AVIS FINANCIER DES SOCIÉTÉS

SYNTHÈSE DE L'EXERCICE 1993

GENERALI L'ASSUREUR SANS FRONTIÈRES.

Le Groupe Generali poursuit sa politique de renforcement sur les différents marchés opératifs dans trois directions : la réorganisation et la rationalisation de ses structures dans les pays où le Groupe est présent depuis longtemps ; l'entrée dans de nouveaux territoires, caractérisés par des potentiels de croissance intéressants ; la poursuite de la stratégie orientée vers l'augmentation des affaires d'assurances par des accords très étendus avec d'importants groupes internationaux, concrétisée par l'acquisition de participations minoritaires. Les accords signés avec le Banco Central Hispano de Madrid, avec le Groupe Fiat, ainsi que l'acquisition de 3 % du capital de la Banca Commerciale Italiana et la concentration de la participation dans le Banco Ambrosiano Veneto auprès de la société contrôlée Alleanza Assicurazioni entrent dans ce

cadre. En ce qui concerne plus directement le renforcement des structures du Groupe dans les différents territoires, les plus récentes opérations ont touché la réorganisation du Groupe Generali en Allemagne, en Belgique et en Argentine, la constitution de nouvelles sociétés au Portugal et à Guernesey, le démarrage de l'activité en Roumanie et dans la République Tchèque, et le renforcement de sa présence en Amérique Latine. En effet, dans cette zone géographique le Groupe a pris le contrôle d'une compagnie en Equateur, a renforcé sa présence au Pérou en créant une nouvelle société qui se situe à la deuxième place du marché, a acquis une importante compagnie en Colombie et a constitué une société en Argentine, destinée à gérer l'activité dans le domaine des fonds de retraite.

ACTIF (en milliers d'ECU)*	1993	1992
Immeubles	5.473.497	5.161.320
Titres à revenu fixe	25.299.087	19.717.442
Actions et participations	5.533.056	4.672.985
Prêts	2.342.652	1.998.080
Dépôts de réassurance	372.640	396.675
Dépôts bancaires	2.140.772	1.964.965
Débiteurs divers et autres actifs	4.828.910	4.347.375
Total actif	45.990.614	38.258.842
PASSIF (en milliers d'ECU)*		
Provisions techniques	35.812.221	29.560.643
Dépôts de réassurance	428.536	374.896
Autres passifs	3.814.829	2.533.131
Quote-part des tiers	1.245.537	1.162.786
Patrimoine net	4.369.784	4.326.083
Bénéfice de l'exercice	519.707	301.303
Total passif	45.990.614	38.258.842

* Tous les chiffres ont été convertis au change ECU/F 6,57

■ Sont pris en compte les résultats de 86 compagnies d'assurance opérant sur une quarantaine de marchés, 28 sociétés financières, 21 sociétés immobilières et 3 sociétés agricoles.

■ Le bénéfice de l'exercice s'est élevé à 359,5 millions d'ECU contre 354 millions l'année précédente ; la modification des méthodes comptables a pesé sur le compte du résultat pour 70,3 millions d'ECU

et les impôts pour le double par rapport à 1992. La part du bénéfice consolidé revenant à la Maison Mère s'élève à 318,7 millions d'ECU contre 301,3 millions de l'exercice précédent.

■ Les primes brutes s'élèvent à 13.033,2 millions d'ECU (+10,9%). Elles proviennent pour 76,9 % des Pays de l'Union Européenne (Italie 30%), pour 16,1 % des autres Pays européens, et les 7 % restant des autres marchés. Dans la branche Vie les primes s'élèvent à 5.232,5 millions d'ECU (+9%), dans les branches Domages à 7.800,7 millions (+13,3%).

■ Les prestations d'assurance ont représenté 6.770,7 millions d'ECU.

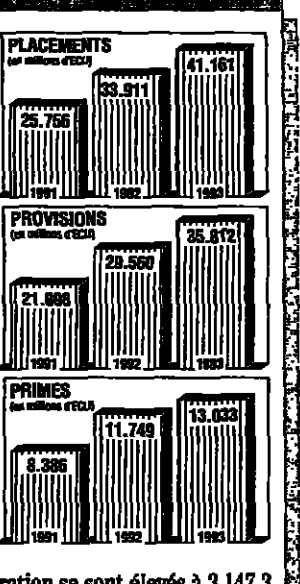
■ Les provisions techniques ont augmenté de 4.543 millions d'ECU.

■ Les coûts de production et d'administration se sont élevés à 3.147,3 millions d'ECU. L'incidence des coûts n'a pas évolué de façon significative par rapport à 1992 et représente 27,3 % des primes.

■ Les placements ont atteint 41.161,7 millions d'ECU (+21,4%) avec des provisions techniques de 35.812,2 millions.

■ Les revenus des placements ont atteint 3.313,4 millions d'ECU contre 2.702,8 millions en 1992 (+18,6%).

■ Le patrimoine net est de 5.575,5 millions d'ECU, dont 78,4 % reviennent à la Maison Mère.



Direction Centrale à Trieste (Italie)

Le Groupe Generali opère en France au travers de Generali France, La Concorde, Compagnie Continentale d'Assurances, La Fédération Continentale, L'Equité, Lutèce Assurances, Européenne de Protection Juridique, Europ Assistance.



L'ASSUREUR SANS FRONTIÈRES.

ÉCONOMIE

POINT DE VUE

Arrêter l'aggravation du déficit public

par Nicolas Sarkozy

Alors que certains commentateurs récents sur l'évolution de la dette publique, j'ai l'impression que les réalités les plus évidentes ont été perdues de vue. La dette a beaucoup augmenté, a trop augmenté. C'est une évidence et je ne la conteste pas. Mais, dans ce débat où l'histoire est souvent réécrite, je tiens à rappeler les faits.

L'augmentation de la dette publique est le reflet de l'accumulation des déficits passés. Au 31 décembre 1990, le montant de la dette de l'Etat s'élevait à 418 milliards de francs. Après treize ans de gestion socialiste, elle représentait 2 462 milliards de francs, une multiplication pratiquement par six. Les raisons en sont claires : ce dérapage est le résultat de l'augmentation sans précédent du déficit du budget de l'Etat. Après les importantes débudgétisations intervenues au début des années 80 et auxquelles il a fallu mettre fin, le dérapage que nous constatons a été amplifié par la reprise de la dette d'organismes supprimés comme les Fonds de la sidérurgie en 1988 et 1989, le Fonds spécial des grands travaux, ainsi que par la dette des organismes qui avaient financé les nationalisations. Mais la cause principale a bien été l'importance des déficits, notamment à partir de 1993.

Quand la dette augmente plus vite que la richesse nationale, les intérêts qui doivent être payés chaque année augmentent plus vite que les recettes fiscales générées par la croissance. Cet écart contribue à creuser le déficit. Plus le déficit s'aggrave, plus la dette augmente, et ainsi de suite. C'est une spirale infernale et il faut des efforts prolongés et importants, même en période de croissance, pour retrouver une progression de la dette publique limitée à celle de la richesse nationale.

En 1990, 5 % des recettes fiscales étaient consacrées au paiement des intérêts de la dette. En 1993, c'est plus de 16 %. Des impôts des Français qui sont utilisés uniquement pour payer ces intérêts. Ceux-ci représentent 185 milliards de francs en 1994, le deuxième budget civil de l'Etat. Il est vrai qu'au début des années 80 l'enfoncement dans cette spirale fatale ne faisait pas

à personne. Et pour cause : l'Etat remboursait sa dette et payait les intérêts avec une monnaie dévaluée par une inflation galopante. Sans parler de méthodes encore plus orthogonales, telles que les « obligations renouvelables du Trésor ». Avec celles-ci, l'Etat ne versait pas les intérêts chaque année. Il masquait l'évolution réelle de ses charges puisqu'il en différé le paiement jusqu'à l'échéance de l'emprunt, dix ans plus tard.

Au-delà de la brutalité des chiffres, la situation était devenue d'autant plus préoccupante que le déficit s'aggravait de plus en plus rapidement : 132 milliards de francs en 1991, 226 milliards de francs en 1992, 341 milliards de francs prévus au printemps 1993, quand les Français ont changé de gouvernement.

Apurer le passé

Deux opérations exceptionnelles contribuent à l'augmentation visible de la dette en 1993 et 1994, qui atteindra 2 875 milliards de francs fin 1994. Je fais référence au règlement du dossier de décalage d'un mois de la TVA et à la reprise par l'Etat de la dette de la Sécurité sociale. Mais ces deux facteurs n'expliquent qu'à hauteur d'un tiers la progression de la dette.

Cette progression est d'ailleurs plus apparente que réelle, parce qu'en remboursant la TVA avec un mois de retard l'Etat avait bien une dette envers les entreprises, même si elle n'était pas reconnue comme telle. Au demeurant, la suppression du décalage d'un mois a permis de rembourser aux entreprises, notamment aux PME et PMI, 44 milliards de francs, ce qui a aidé beaucoup d'entre elles à passer le cap difficile de 1993 et à sauvegarder ainsi de nombreux emplois.

Par ailleurs, depuis 1992, l'Etat a consenti à la Sécurité sociale des avances de trésorerie pour assurer ses fins de mois, sans que celles-ci, par un artifice de présentation, apparaissent dans les comptes officiels arrêtés le 31. Jusqu'à la mi-décembre, l'Etat assurait les financements de la Sécurité sociale. Fort opportunément, la Caisse des dépôts et consignations prenait la relève entre cette date et les premiers jours de janvier. De cette façon, la dette correspondante ne figurait pas dans les comptes de fin

d'année. Dès le 2 janvier, l'Etat reprenait ses concours financiers à la Sécurité sociale. Ce n'est pas ainsi que l'on doit gérer l'Etat.

En reprenant, fin 1993, 110 milliards de francs de dette de la Sécurité sociale, le gouvernement Balladur a apuré le passé et mené une opération vertueuse. Une dette qui, en définitive, reflétait les déficits accumulés au cours des dernières années par les gouvernements précédents, qui n'avaient pas pris à temps les mesures nécessaires au redressement des comptes sociaux.

La dette de l'ensemble des administrations publiques, qui est le critère retenu pour la convergence des économies européennes, n'a bien évidemment pas été affectée par cette opération, puisque la dette de la Sécurité sociale s'est allégée d'un montant équivalent à celle transférée sur la dette de l'Etat.

Stopper l'aggravation du déficit est la priorité des priorités. L'Etat ne peut pas vivre indéfiniment à crédit. Le déficit d'hier est la dette d'aujourd'hui que les Français devront rembourser demain. Plaidier aujourd'hui pour une autre politique, notamment pour une aggravation du déficit du budget de l'Etat afin de soutenir l'activité, c'est conduire les Français à des révels douloureux.

Contexte exécrable

Une telle dérive ne se corrige pas instantanément. Dès son arrivée aux affaires, le gouvernement s'est engagé dans un programme de réduction progressive du déficit du budget de l'Etat. Le calendrier a été fixé. Il figure dans une loi adoptée par le Parlement début 1994 et il sera strictement respecté.

Le budget de 1995 enregistrera une diminution du déficit de l'ordre de 25 milliards de francs. Faut-il rappeler que cette politique a été conduite dans un contexte économique exécrable ? La France a connu sa plus grave récession depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Or une telle chute de l'activité a eu deux conséquences pernicieuses pour les finances publiques. D'une part, elle a diminué les recettes fiscales et sociales : l'Etat a ainsi perdu 124 milliards de francs de rentrées fiscales en 1993 par rapport aux prévisions initiales. D'autre part, elle a fait exploser les dépenses sociales et a obligé à une politique de soutien à l'emploi coûteuse. Réduire, comme nous l'avons fait, de près de 66 milliards de francs trois ans le déficit de l'Etat représente un effort sans précédent dans un tel environnement.

Cet effort devra être poursuivi. L'objectif est de ramener le déficit à 2,5 % du PIB en 1997, niveau à partir duquel l'augmentation de la dette sera sensiblement égale à celle de la richesse nationale, ce qui permettra d'éviter l'effet « boule de neige » et de stabiliser ainsi le poids de la dette dans le PIB.

Les voies du redressement sont donc tracées et les Français n'ont aucune raison d'être

inquiets pour l'avenir. Ils en tirent d'ailleurs les premiers bénéfices avec la réduction des taux d'intérêt, qui redonne une marge de manœuvre au budget de l'Etat. Les Français et les observateurs étrangers ont d'autant moins de raisons d'être inquiets que la France est dans une situation plutôt meilleure que celle de ses principaux partenaires.

En 1993, dernière année où il est possible de disposer de données statistiques homogènes pour l'ensemble des pays, la dette brute consolidée des administrations publiques dans le PIB, au sens de l'union économique et monétaire, s'élevait chez nous à 45,8 %. A la même date, le Royaume-Uni en était à 53,2 % et l'Allemagne à 50,2 %. Encore faut-il rappeler que, pour l'Allemagne, ce chiffre ne tient pas compte de la dette de la Treuhandschaft, dette héritée du processus de réunification. Or celle-ci représente environ 5,4 % du PIB allemand en 1993.

Le financement de la dette

Reste la question du financement de la dette, dont une partie est assurée par l'épargne étrangère. Cela présente-t-il un risque ? Les dernières statistiques disponibles situent le pourcentage de la dette négociable détenue par les non-résidents à quelque 25 %. C'est à peu près le taux d'internationalisation globale de l'économie française et c'est un chiffre inférieur au chiffre comparable pour l'Allemagne, qui avoisine 50 %. Le fait que le chiffre français soit relativement élevé n'est pas mauvais en soi, il marque, au contraire, la confiance des investisseurs dans notre monnaie, dans la place de Paris, et consacre la politique de crédibilité économique qui est menée.

Les dégellements observés depuis le début de l'année doivent être replacés dans ce contexte. Ils ont affecté tous les pays européens, notamment l'Allemagne, et se sont inscrits dans une phase de réduction d'ensemble des positions obligataires des investisseurs. En période de tensions, chacun a tendance à se replier sur son marché national. C'est ce qu'on voit certains investisseurs américains. Ce phénomène affecte la France comme les autres pays européens, ni plus ni moins.

Intenter aujourd'hui un procès au gouvernement en essayant de lui faire porter la responsabilité de l'augmentation de la dette publique ne trompe personne. La dette d'aujourd'hui n'est que le résultat de la gestion à crédit des dernières années.

► Nicolas Sarkozy est ministre du budget, porte-parole du gouvernement, ministre de la communication.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 24 août, ▲ Gain

Irégulière en début de journée, la Bourse de Paris a fini mercredi 24 août la dernière séance du mois boursier d'août sur une note positive dans un marché très calme. En recul de 0,19 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 s'est inscrit en clôture à 2 008,29 points, sur un gain de 0,28 %. Le montant des échanges a atteint 3,3 milliards de francs environ.

La MATIF a connu des fortunes diverses mercredi : après une hausse à l'ouverture, elle a fait une incursion dans le rouge avant de terminer sur un gain de 0,08 % à 113,42. La chute de 4,2 % des commandes de biens durables en juillet aux Etats-Unis – la plus forte depuis deux ans et demi – a paradoxalement contribué au raffermissement des marchés obligataires.

Une application portant sur 11 450 titres Sautpique, soit 2 % de cette société de réassurance, a été réalisée en fin de matinée. Le titre a fini la journée sur un gain de 3,2 %. Hausse également de 4,15 % du Crédit lyonnais, de 3,5 % des Comptoirs modernes et de 3,4 % de Plastic Omnium. Les échanges ont été fournis sur Mouvlinex en progression de 2,5 %, CGP Packaging a cédé 5 %, UFB Localba 4,5 % et Castorama 3,4 %.

NEW-YORK, 24 août, ▲ Forte hausse

Wall Street s'est envolée mercredi 24 août à la clôture, soutenue par des achats de couverture, alors que les taux d'intérêt à long terme ont nettement accéléré leur repli à la suite de l'adjudication mensuelle des bons du Trésor à 5 ans. L'indice Dow Jones des valeurs vendables a gagné 70,50 points (1,9 %) à 3 948,73 points, soit son plus haut niveau depuis la séance du 23 mars et le gain le plus important depuis le 5 avril. Quelque 310 millions de valeurs ont été échangées. Les titres en hausse ont été plus nombreux que les valeurs en baisse : 1 371 contre 785, et 718 actions sont restées inchangées.

Les achats sur programme informatique se sont multipliés lorsque Dow Jones est parvenu à briser la barre psychologique de 3 800 points, a expliqué Steve Jones, courtier de la banque American Security. Le marché obligataire a nettement accéléré ses gains grâce à l'accueil favorable réservé à l'adjudication mensuelle de bons du Trésor à 5 ans, selon ce courtier. Le taux d'intérêt moyen sur les bons à 5 ans a reculé à 6,51 % contre 6,88 % lors de la vente précédente. Le

VALEURS	Cours du 23 août	Cours du 24 août
Alcoa	77,38	79,12
Allied Signal Inc.	35,34	36,12
American Express	77,50	78,25
AT&T	53,39	54,38
Bethlehem Steel	20,38	21,18
Bovis	44	44,14
Caterpillar Inc.	111,58	114,12
Chrysler	42,14	43,18
Coca-Cola	43,38	44,18
Comcast	42,98	44,14
Du Pont de Nemours	32,12	33,18
General Electric	59,78	60,38
General Motors	48,58	49,18
Glaxo	35,58	36,18
IBM	67,34	68,18
International Paper	71,38	72,18
Jorgan LSI	63,38	64,18
McDonald's	114,12	115,18
Martini & Co.	32,12	33,18
Merck & Co.	59,78	60,38
Philip Morris	58,12	59,18
Procter & Gamble	57,18	58,18
Sears Roebuck & Co.	63,38	64,18
Tesco	81,38	82,18
Union Carbide	61,38	62,18
United Tech.	121,34	122,18
Westinghouse El.	23,14	23,18
Wendover	15,14	15,18

LONDRES, 24 août, ▲ Reprise

Les valeurs ont fortement accentué leurs gains, mercredi 24 août après-midi, au Stock Exchange, après la publication des chiffres des commandes de biens durables aux Etats-Unis qui ont soutenu Wall Street. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en hausse de 30,1 points (0,9 %) à 3 205,2 points. L'annonce d'une baisse inattendue de 4,2 % des commandes de biens durables en juillet aux Etats-Unis a fait reculer

VALEURS	Cours du 23 août	Cours du 24 août
Allied Lyons	6,07	6,18
BP	4,07	4,11
BT	1,80	1,82
Carbury	4,79	4,74
Glaxo	8,46	8,53
GUS	6,88	6,94
ICI	8,25	8,30
Reynolds	5,07	5,04
RTZ	1,53	1,55
Shell	7,17	7,23
Unilever	11,22	11,28

TOKYO, 25 août, ▲ Prises de bénéfices

La Bourse de Tokyo a terminé la séance du jeudi 25 août en baisse de 0,3 % dans un marché calme, les opérateurs ayant pris des bénéfices après une forte hausse des cours à l'ouverture. L'indice Nikkei a perdu en clôture 68,31 points (-0,3 %) à 20 443,29 points, alors qu'il avait gagné 130,82 points mercredi. L'indice général TOPIX a cédé 4,93 points à 1 633,77 points, alors qu'il avait gagné 6,91 points lors de la séance de la veille. Le volume d'affaires s'est établi à près de 450 millions de titres, en baisse par rapport aux 273,6 millions de mercredi.

Les transactions ont été calmes, et l'attention s'est portée sur Japan Tobacco Co Ltd et surtout sur Japan Tobacco Inc avant l'annonce du résultat de l'adjudication d'actions.

VALEURS	Cours du 24 août	Cours du 25 août
Bridgepoint	1 570	1 580
Bank	1 710	1 710
Full Bank	2 280	2 280
Yamaha Motor	1 890	1 890
Marubishi Electric	1 740	1 720
Marubishi Heavy	785	775
Yony Corp.	1 810	1 810
Toyota Motor	2 190	2 160

CHANGES

Dollar : 5,3105 ▲

Le dollar se redressait nettement jeudi matin à l'ouverture du marché des changes parisiens, à 5,3105 francs, contre 5,2990 francs la veille en fin de journée (cours indicatif Banque de France). Le deutschemark se repliait à 3,4273 francs, contre 3,4298 francs mercredi soir (cours Banque de France).

	24 août	25 août
FRANCFORT	24 août	25 août
Dollar (en DM)	1,5384	1,5478
TOKYO	24 août	25 août
Dollar (en yens)	98,52	99,54

MARCHÉ MONÉTAIRE (taux privés)

	Paris (25 août)	New-York (24 août)
5 1/4 %	5 1/4 %	5 3/8 %
New-York (24 août)	4 5/8 %	

BOURSES

	24 août	25 août
PARIS	24 août	25 août
SRE base 1000	31-12-97	
Indice CAC 40	2 008,29	2 006,29
SRE base 1000	31-12-97	
Indice SBF 120	1 379,52	1 381,54
Indice SBF 250	1 338,99	1 339,94

	24 août	25 août
NEW-YORK (indice Dow Jones)	24 août	25 août
Industriel	3 775,83	3 948,73

	24 août	25 août
LONDRES (indice Financial Times)	24 août	25 août
100 valeurs	3 175,18	3 205,20
30 valeurs	2 489,70	2 597,40

	24 août	25 août
FRANCFORT	24 août	25 août
Dex	2 187,87	2 124,37

	24 août	25 août
TOKYO	24 août	25 août
Nikkei Dow Jones	20 443,29	20 443,29
Indice général	1 633,77	1 633,77

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demande	Offert	Demande	Offert
\$ E.U.	5,2789	5,2880	5,2860	5,2896
Yen (100)	5,3480	5,3528	5,3915	5,3991
Scd	6,5156	6,5288	6,5085	6,5167
Deutschemark	3,4254	3,4291	3,4289	3,4353
Franc suisse	4,0680	4,0718	4,0718	4,0783
Lire italienne (1000)	3,3895	3,3915	3,3317	3,3361
Livre sterling	8,1882	8,1967	8,1896	8,2023
Peseta (100)	4,1026	4,1074	4,0766	4,0833

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E.U.	4 11/16	4 13/16	4 7/8	5	5 3/16	5 5/16
Yen (100)	2 1/16	2 1/8	2 1/4	2 3/8	2 5/16	2 7/16
Scd	1 11/16	1 13/16	1 1/2	1 5/8	1 5/8	1 7/8
Deutschemark	4 13/16	4 15/16	4 7/8	5	4 15/16	5 1/16
Franc suisse	4 1/16	4 3/16	4 1/4	4 3/8	4 3/8	4 1/2
Lire italienne (1000)	8 1/4	8 1/4	8 9/16	8 13/16	8 3/8	8 5/8
Livre sterling	6 15/16	5 1/16	5 3/8	5 7/8	5 7/8	6 1/8
Peseta (100)	7 1/2	7 3/4	7 7/8	8 1/8	8 1/8	8 3/8
Franc français	5 3/8	5 1/2	5 1/2	5 5/8	5 13/16	5 15/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

EN BREF

BANQUES : fusion de Mellon Bank et de Dreyfus Corp aux Etats-Unis. — Les banques américaines Mellon Bank Corp et Dreyfus Corp ont annoncé leur fusion, mercredi 24 août, donnant naissance à la deuxième firme d'investissement et à la première banque de gestion de fonds communs de placement des Etats-Unis. A l'issue de la transaction, d'une valeur totale de 1,8 milliard de dollars, Mellon Bank présente un total de bilan de 38 milliards de dollars et gère pour 800 milliards de dollars de fonds. Dreyfus, établi à New-York, devient une filiale à 100 % de

Mellon Bank, dont le siège est à Pittsburgh (Pennsylvanie).

ASIE-PACIFIQUE : réunion ministérielle de l'APEC en novembre 1995 à Osaka. — Le gouvernement japonais a décidé d'organiser une réunion ministérielle du Forum de coopération Asie-Pacifique (APEC) en novembre 1995 à Osaka, a rapporté, mercredi 24 août, l'agence Jiji Press. Le Japon doit occuper la présidence du Forum en 1995. Le premier ministre japonais, Tomiichi Murayama, devrait participer à un sommet informel de l'APEC en novembre en Indonésie.

Plus on voyage, plus on est Meridien.



Le Parker MERIDIEN à New-York offre aux hommes d'affaires qui voyagent tous les avantages qu'ils ont en droit d'attendre des plus grands hôtels. Situé au cœur de Manhattan, il donne sur Central Park. Son centre sportif : le Club "la Raquette", son nouveau restaurant international : le SHIN'S, ses chambres récemment rénovées, la qualité de son service, font du Parker MERIDIEN, une étape privilégiée. Pour toute information complémentaire ou réservation, merci de contacter à Paris le : (1) 40-68-34-20

Le Parker MERIDIEN NEW YORK

118 West 57th St.
New York, NY 10019

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité exécutif :
Jean-Marie Colombani
gérant, directeur de la publication
Dominique Addey
directeur général
Nicolas Sarkozy
directeur de la rédaction
Eric Pélissier
directeur financier
Anne Chaussegros
directeur délégué

Directeur de l'information :
Philippe Labarthe
Rédacteurs en chef :
Thomas Fournier, Robert Solé
adjoints au directeur de la rédaction

Bruno de Cernus, Laurent Goussier, Danièle Heymann, Bernard La Gendrie, Edwy Plenel, Luc Rosenzweig

Marcus Luchart
directeur du « Monde des débats »
Ruth Rialat, Michel Tatu
conseillers de la direction
Daniel Varner
directeur des relations internationales
Aline Fourment
secrétaire général de la rédaction

Médecin :
André Larrous

Anciens directeurs :
Hubert Beauvillier (1944-1980)
Jacques Fauvet (1980-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)
Jacques Lesourne (1991-1994)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, rue du Louvre
75001 PARIS CEDEX 01
Téléphone : (1) 40-60-25-09
Télécopieur : (1) 40-60-25-09
ADMINISTRATION
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-60-25-09
Télécopieur : (1) 40-60-25-10

الجزيرة

Cours relevés à 11 h 15
CAC 40 : +1.41 % (2034.57)

NEW YORK:**Sicav** (sélection) 24 :

PLACES

Matif (Marché à terme international de France)

COMITÉ DES EUROPE

NOTIONNEL 10 %				CAC 40 A TERME			
Nombre de contrats estimés : 158 892				Volume : 19 907			
	Mars 95	Sept. 94	Déc. 94	Cours	Août 94	Sept. 94	Oct.
.....	111,80	113,42	112,50	Dernier.....	2016	2023	203
.....	111,82	113,34	112,46	Précédent...	2015	2022,50	203

VIATIONS
L = Lille
M = Marseille
N = Nantes

SYMBOLES
1 ou 2 = catégorie de cotation - sans indication catégorie 3 = valeur éligible au PEG
■ coupon détaché - □ droit détaché - ◇ cours du jour - ◆ cours gracieux
o = offert - d = demandé - † offre réduite - ‡ demande réduite - # contrat d'animation

ILE-DE-FRANCE

Le cinquantenaire de la libération de la capitale

Un avion a survolé la préfecture de police de Paris pour rappeler l'exploit du capitaine Callet

Un avion léger a survolé, mercredi 24 août au matin, la préfecture de police de Paris, afin de commémorer, dans des conditions identiques, le largage par le capitaine Jean Callet, le 24 août 1944, d'un message du général Leclerc aux insurgés de la préfecture: « Tenez bon! Nous arrivons ».

« Commémorer le cinquantenaire de la libération de Paris sans rappeler la mission effectuée le 24 août 1944 au-dessus de la préfecture de police de Paris par le capitaine Callet, accompagné du lieutenant Étienne Mantou, est impensable ».

Depuis deux ans, Eric Messac, pilote amateur de Vaucresson, dans les Hauts-de-Seine, passionné par l'histoire de la 2^e DB, ne pensait qu'à cela. Possédant lui-même un Piper-Club identique à celui que pilotait le capitaine Callet et qu'il restaurait patiemment depuis plus de cinq ans, il souhaitait faire revivre cette mission périlleuse en survolant Paris le 24 août au matin. Le capitaine Callet, devenu depuis général de corps d'armée, avait approuvé cette idée il y a deux ans.

Il restait à convaincre les autorités. Après avoir minutieusement constitué un dossier, M. Messac avait reçu, en décembre dernier, le soutien du pré-

sident national des anciens de la 2^e DB, Philippe Peschaud, qui, dans une lettre au maire de Paris, avait exprimé l'espoir « que cette manifestation peu coûteuse puisse s'insérer dans le programme du cinquantenaire ». Deux mois plus tard, la Mairie de Paris avait indiqué au pilote amateur qu'elle avait demandé à l'agence chargée de l'organisation des cérémonies du 25 août d'étudier la possibilité d'y inclure son projet, mais qu'il convenait de solliciter les autorisations de survol de Paris, délivrées par la direction de l'aviation civile et par la préfecture de police.

de police lui a indiqué que « les seules missions qui peuvent donner lieu, très exceptionnellement, à autorisation concernent des opérations d'intérêt général ou de service public bien déterminées ».

Mardi 24 août, amer et déçu, il était allé voir le général Callet devant la préfecture de police, et son visage s'est figé quand, à 10 heures 30, escorté d'un hélicoptère, un Puma de l'aviation militaire de l'armée de terre a survolé la Seine à basse altitude. « Ils ont repris intégralement mon dossier! a-t-il lâché avant de quitter la cérémonie. Sur le fond, je suis très heureux que le général Callet ait été honoré — ce qui, semble-t-il, n'était pas prévu — mais, sur la forme, je suis vraiment très déçu, d'autant plus que j'étais même disposé à prêter mon avion à l'armée. Personne ne m'a rien demandé ».

Un Pitavus de l'armée de terre

Dans une lettre expédiée le 18 avril au préfet de police, M. Messac rappelait les missions du capitaine Callet et fournissait, outre un dossier technique de son appareil, trois plans de vol, dont l'un empruntait le tracé de la Seine d'est en ouest. Il soulignait que « le 24 août 1944 est le dernier grand rendez-vous entre l'histoire de la libération de Paris et ceux qui y participèrent » et sollicitait « l'autorisation de survoler, avec le général Callet, la préfecture de police ». N'obtenant pas de réponse, il s'était inquiété, début août, d'autant plus que le général venait de lui adresser personnellement un carton d'invitation pour les cérémonies organisées en son honneur le 24 août au matin devant la préfecture.

M. Messac a appris par téléphone qu'une réponse négative lui avait été notifiée le 15 juin. Dans la copie qu'il en a reçue le 23 août, par pli recommandé cette fois, la préfecture

M. Hue (PCF) rend hommage aux combattants de l'insurrection

« En ces jours anniversaires de la libération de Paris, je pense à celles et ceux qui, dès les premières heures sombres de la défaite et de l'occupation, choisirent le chemin de l'honneur et de la dignité. » Communistes français, groupe Manouchian, antinazis allemands, mais aussi « peuples soviétiques » et troupes des débarquements de Normandie et de Provence: le secrétaire national du Parti communiste français, Robert Hue, a rendu hommage à tous les combattants qui ont œuvré à la libération de Paris et de la France, au cours d'une cérémonie de commémoration organisée, mercredi 24 août, au siège du PCF, place du Colonel-Fabien.

Cette cérémonie était placée sous le signe de la mémoire et de l'amitié franco-allemande. Aux côtés d'anciens résistants français, dont le colonel Henri Rol-Tanguy, chef des Forces françaises de

l'intérieur d'Ile-de-France, neuf représentants de la résistance allemande étaient présents, pour symboliser « la haine du fascisme et les valeurs de la solidarité nationale, de la démocratie et de l'amitié entre les peuples ».

M. Hue est revenu sur son opposition au défilé des troupes allemandes de l'Eurocorps sur les Champs-Élysées, le 14 juillet dernier. « Dès son annonce, j'avais déclaré que cette invitation était choquante », a-t-il rappelé. Nous avons estimé que l'amitié nécessaire entre les peuples français et allemand méritait mieux que des parades militaires archaïques ».

Le secrétaire national du PCF a plaidé pour « de véritables coopérations économiques, technologiques, culturelles entre la France et l'Allemagne, et un message de paix et de désarmement qui pourraient adresser au monde nos deux peuples ».

Environnement

Limitation de l'utilisation de l'héliport d'Issy-les-Moulineaux

La Direction générale de l'aviation civile (DGAC) a décidé d'interdire les vols circulaires avec passagers et sans escale ou escale touristique de moins d'une heure au départ de l'aérodrome de Paris-Issy-les-Moulineaux.

Cet arrêté, publié au Journal officiel du mardi 23 août, a pour but de réduire les nuisances sonores autour de la capitale (le

Monde du 19 juillet). Cette disposition tend à éviter la multiplication des vols d'agrément et de démonstration, mais, aussi, les « baptêmes de l'air ». En 1990, un arrêté avait déjà interdit les vols d'entraînement et d'école au départ ou à destination de l'héliport. De même, les vols circulaires avec passagers sans escale étaient frappés d'interdiction.

LES FILMS NOUVEAUX A PARIS

LA FILLE DE D'ARTAGNAN. Film français de Bertrand Tavernier. Forum Horizon, 1^{er} (36-65-51-25); Rex, 2^e (36-65-70-23); UGC Danton, 3^e (36-68-34-21); UGC Montparnasse, 4^e (36-65-70-14); 36-68-70-14; Gaumont Ambassade, 5^e (43-59-19-08); 36-68-75-75; réservation 40-30-20-10; Saint-Lazare-Pasquier, 6^e (43-87-35-43); 36-65-71-89; UGC Biarritz, 7^e (36-68-48-56); 36-65-70-81; UGC Biarritz, 8^e (36-68-48-56); 36-65-70-81; Paramount Opéra, 9^e (47-42-56-51); 36-68-81-09; réservation 40-30-20-10; 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 36-68-89-27; Les Nations, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; UGC Lyon Bastille, 13^e (36-68-82-33); UGC Gobelins, 14^e (36-68-75-55); réservation 40-30-20-10; 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-78-79); 36-68-69-24; UGC Convention, 16^e (36-68-29-31); UGC Molière, 17^e (36-68-31-34); Pathé Clichy, 18^e (36-69-20-22); Le Gaiety, 20^e (46-36-10-96); 36-65-71-44).

HARRY NOUS A QUITTÉS! Film franco-bulgare de Rangel Valchev, v.o. Les Trois Luxembourgs, 6^e (48-33-97-77); 36-65-70-43).

SPEED. Film américain de Bont, v.o. Forum Horizon, 1^{er} (36-68-51-25); UGC Odéon, 6^e (36-68-37-62); Gau-

mont Marignan-Concorde, 8^e (36-68-75-55); réservation 40-30-20-10; UGC Normandie, 9^e (36-68-48-56); Gaumont Opéra Français, 9^e (36-68-75-55); réservation 40-30-20-10; 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); 36-68-89-27; Gaumont Grand Ecran Italie, 13^e (36-68-75-13); réservation 40-30-20-10; 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-78-79); 36-68-69-24; v.f.: Rex (le Grand Rex), 2^e (36-65-70-23); UGC Montparnasse, 4^e (36-65-70-14); 36-68-70-14; Paramount Opéra, 9^e (47-42-56-51); 36-68-81-09; réservation 40-30-20-10; Les Nations, 12^e (43-43-04-67); 36-65-71-33; UGC Lyon Bastille, 13^e (36-68-82-33); UGC Gobelins, 14^e (36-68-75-55); Miramar, 14^e (36-65-70-39); réservation 40-30-20-10; Mistral, 14^e (36-65-70-41); réservation 40-30-20-10; Gaumont Convention, 15^e (36-68-75-55); Pathé Clichy, 18^e (36-68-20-22); Le Gaiety, 20^e (46-36-10-96); 36-65-71-44).

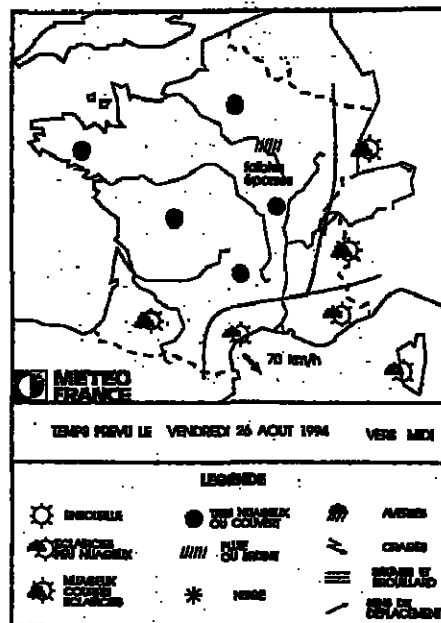
SUTURE. Film américain de Scott McGehee et David Siegel, v.o. Ciné Beaubourg, 3^e (36-68-69-23); 14 Juillet Odéon, 6^e (43-25-69-63); 36-68-68-12; Le Balzac, 6^e (45-61-10-80).

THE NOIR AU CITRON. Film portugais de Macedo, v.o. Latina, 4^e (42-78-47-88).

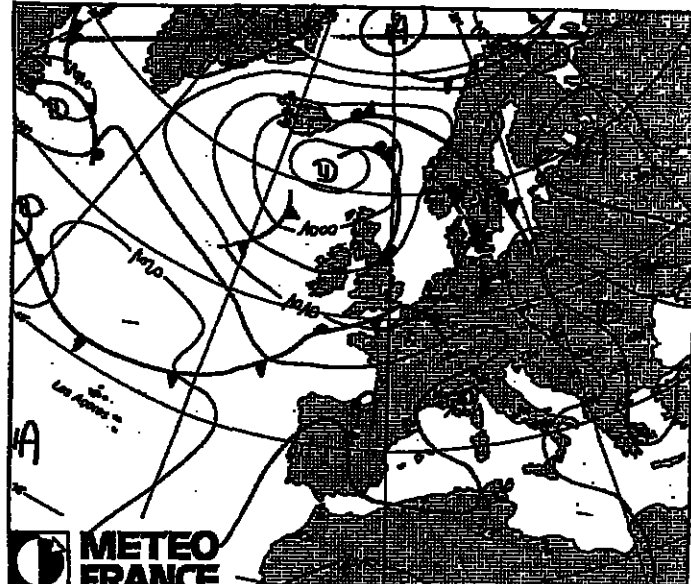
DANS NOTRE PROCHAIN NUMERO

Le Monde TEMPS LIBRE

MÉTÉOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 27 AOÛT 1994 A 0 HEURE TUC



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6374

VERTICALEMENT

1. Son bout est une matière à discussion. Part de gigot. - 2. Des femmes qui ne passeront pas l'hiver. - 3. Peut courir dans la campagne. Période. Un prince à l'opéra. - 4. Leur vol inspira un poète. Saint. - 5. Est parfois sur les dents. Comme certaines années, pour Victor Hugo. - 6. Bien nourri quand il y a beaucoup de pruneaux. Une bonne pâte. - 7. Lettres amenant une explication. Pas dit. Jamais autrefois. - 8. Exprimer avec énergie. Station. - 9. Son petit servit de monture au Christ. Fin de bail.

Solution du problème n° 6373

HORIZONTALEMENT

1. Un homme qui ne sort pas de l'ordinaire. - II. Des petits manèges. - III. Produit d'une contraction. Quelque chose de sale. - IV. Un ensemble de légumes. Devient cassant quand il est sec. - V. Mis en service pour la première fois. - VI. Pronom. Article. D'un auxiliaire. - VII. Un vague sujet. Ne sont pas basses du tout. - VIII. Un bon accord. - IX. Est plein de cailloux. Signes particuliers. - X. Qu'on peut considérer comme perdus. N'est pas un nombre rond. - XI. Une vraie patate.

VERTICALEMENT

1. Caricature. - 2. Éa. Enormes. - 3. Rite. Etapes. - 4. Étude. Emu. - 5. Mérens. Olen. - 6. Omissions. - 7. Nessos. Aie. - 8. Interactive. - 9. Été. Latés.

GUY BROUTY

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE HUGUËRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-30-10 Télex : 261.311F

Édité par le SARI Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Éditions, gérant.

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gautier 94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437, ISSN : 0046-8077

Reproduction interdite de tout article sans accord avec l'administration

PRINTED IN FRANCE

Le Monde sur CDROM : (1) 43-37-66-11 Microfilm : (1) 40-65-25-33

Le Monde PUBLICITE

Président-directeur général : Jean-Marie Colombani

Directeur général : Gérard Monex

Monex est contrôlé de direction : Dominique Alday

333, av. des Champs-Élysées 75009 PARIS CEDEX 08 Tél. : (1) 44-43-76-00 Télécopieur : 44-43-77-30

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Types LEMONDE

Le Monde - Documentation 36-17 LAMCC ou 36-25-04-59

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-25-25 (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	Autres pays
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 036 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 066 F	2 960 F

Vous pouvez payer par prélèvements mensuels. Se renseigner auprès du service abonnements.

ÉTRANGER : par virement bancaire, ou par mandat.

Pour vous adresser nos revues et bulletins accompagnés de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LE MONDE, code d'accès ABO

« LE MONDE » (ISSN) is published daily for 5 francs per year by « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine, France, second class postage paid at Canada Post, Inc. and at other mailing offices.

POSTMASTER: Send address changes to 1155 of NY Ave, New York, N.Y. 10101 - 1514

Pour les abonnements envoyés aux USA

INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3300 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23461 - 283 USA

Changements d'adresse : merci de transmettre votre demande deux semaines avant votre départ en indiquant votre numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

401 MAR 01

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

مكتبة العالم

Au terme d'une rencontre des deux ministres de la justice

L'Allemagne et l'Italie affirment leur intention de combattre ensemble l'extrême droite

L'Allemagne et l'Italie veulent renforcer leur collaboration en matière de lutte contre l'extrême droite et la corruption, ont affirmé, mercredi 24 août, les ministres de la justice des deux pays, respectivement Sabine Leutheusser-Schnarrenberger et Alfredo Blondi, au terme d'un entretien à Bonn.

Dans un communiqué commun, les ministres de la justice de Bonn et de Rome font part de leur intention commune de prendre des mesures préventives concernant les jeunes qui participent à des actes racistes ou xénophobes. Ils soulignent également leur volonté de lutter contre la diffusion de matériel de propagande néonazie et de s'opposer à l'interconnexion des divers organismes d'extrême droite.

Si M. Blondi appartient à l'Union du centre (UDC, centre droit), le président italien du conseil, Silvio Berlusconi, avait fait l'objet de très vives critiques de l'opposition sociale démocrate allemande lors d'une visite à la mi-juin, pour avoir formé son gouvernement avec les néofascistes de l'Alliance nationale (AN) de Gianfranco Fini, dont le Mouvement social italien (MSI) est la principale composante. Mais

les dirigeants de l'AN n'ont cessé, depuis qu'ils sont entrés au gouvernement, de se démarquer de l'extrême droite - particulièrement du Front national de Jean-Marie Le Pen - et d'affirmer un credo démocratique.

Dans le même ordre d'idées, M. Fini a condamné à maintes reprises les agissements des néonazis, les « nazis-skins » comme on les appelle en Italie, notamment à propos d'une manifestation qui les avait rassemblés il y a quelques mois à Vicence, dans le nord-est du pays. En revanche, le fait que ce mouvement se déclare « postfasciste » n'empêche guère nombre de ses militants de cultiver la nostalgie du fascisme. Si la détermination des deux gouvernements comprend les écrits ou les portraits de Benito Mussolini, qui sont monnaie courante dans les permanences du MSI, cela risque de poser davantage de problèmes.

Craintes ravivées à Bonn

Dans une Allemagne touchée depuis la réunification par la violence d'extrême droite, ce thème est une préoccupation constante. Constatant que les réseaux d'extrémisme de droite sont de mieux en mieux organisés sur le plan international, le ministre allemand des affaires étrangères,

Klaus Kinkel, a déjà annoncé qu'il proposerait des mesures concrètes de coopération à ses homologues européens lors d'une rencontre des ministres des affaires étrangères de l'Union européenne, en septembre.

Les craintes suscitées par l'extrême droite en Allemagne ont été encore avivées par la publication lundi d'un communiqué commun de Franz Schönhuber, un ancien Waffen SS, dirigeant du Parti des républicains, le plus important parti d'extrême droite - qui revendique quelque 20 000 adhérents - et d'une autre figure de l'extrême droite allemande, Gerhard Frey, président de l'Union du peuple allemand (DPU), considéré comme beaucoup plus à droite que M. Schönhuber, et qui n'hésite pas à fréquenter des milieux qui nient publiquement l'Holocauste (*le Monde* du 25 août). M. Schönhuber a été très critiqué, y compris par sa propre base, pour cette initiative. Selon les observateurs, il tente par cette manœuvre de sauver son parti, miné par les querelles de personnes et les mauvais sondages. M. Schönhuber a d'ailleurs tenté, mercredi, de minimiser la portée de son accord avec la DPU, qui a fait redouter l'émergence d'un nouveau pôle d'extrême droite. — (AFP, Reuters)

Après l'annonce de sa prochaine démission

Les socialistes de Conflans-Sainte-Honorine souhaitent que M. Rocard aille au terme de son mandat de maire

L'annonce de la prochaine démission de Michel Rocard de son mandat de maire, confirmée mercredi 24 août, jette un trouble parmi la population de Conflans-Sainte-Honorine et mécontente la majorité des membres du conseil municipal de cette ville de trente-

deux mille habitants, que l'ancien premier ministre dirige depuis 1977 (*le Monde* du 25 août). Le 29 août, à l'occasion d'une réunion du groupe municipal (vingt-huit conseillers municipaux sur trente-cinq), certains élus comptent faire savoir à M. Rocard qu'ils souhaiteraient le voir achever son mandat.

De sources concordantes, on sait que M. Rocard a l'intention d'annoncer sa démission lors de la réunion du conseil municipal, le 5 septembre. Une autre séance est prévue le 12 septembre afin d'élire le nouveau maire, dont il ne fait aucun doute qu'il sera le premier adjoint, Jean-Paul Huchon. Cependant, la personnalité de ce dernier, soupçonné d'avoir mal conseillé M. Rocard dans ses fonctions de premier secrétaire du Parti socialiste, ne fait pas l'unanimité.

« Vue de Paris, Conflans n'est qu'une ville moyenne des Yvelines, mais, pour nous, l'enjeu est important. Si Jean-Paul Huchon succède dès maintenant à Michel Rocard, il ne sera, aux élections municipales de juin 1995, que l'adjoint d'un « lâcheur » et il ne pourra pas incarner le renouvellement », s'inquiète un militant socialiste. Il reste quelques jours aux amis confians de M. Rocard pour le convaincre de convertir l'annonce de sa démission en celle d'une simple non-candidature en juin 1995.

PASCALE SAUVAGE

RENAULT : les communistes critiquent le « recul » du PS. — Après les déclarations de Nicolas Sarkozy, affirmant que le premier ministre avait « toujours souhaité que Renault reste français et que l'Etat continue à jouer un rôle important » (*le Monde* du 25 août), la polémique sur la dénationalisation de l'entreprise publique n'est pas apaisée. Le secrétaire national du PCF, Robert Hue a fait parvenir, mercredi 24 août, à Henri Emmanuelli, premier secrétaire du PS, une lettre pour lui proposer des initiatives communes et lui rappeler que la pétition « n'est pas la propriété exclusive des communistes ». La proposition de rencontre de représentants des deux partis, formulée par le secrétaire national du PCF, n'ayant pas reçu de réponse parce que, à son avis, le PS a « reculé », M. Hue a annoncé, sur France 3 : « Nous, nous continuons l'action avec des milliers de salariés. »

Pour tenter de contrôler une inflation galopante

Le gouvernement chinois décrète un gel des prix

Le gouvernement de Pékin a ordonné un gel de tous les prix jusqu'à la fin de l'année, selon une circulaire du Conseil d'Etat publiée, jeudi 25 août, par tous les quotidiens chinois. Cette décision avait été précédée, la veille, par de nombreux articles relatant l'inquiétude croissante des autorités devant une hausse des prix qui semble désormais échapper à leur contrôle. Alors que l'inflation prévue officiellement pour cette année est de 10 %, l'augmentation des prix a atteint le rythme annuel de 23 % selon les statistiques de juillet. Et encore ce chiffre s'éloigne-t-il fortement de la réalité quotidienne dans les grandes villes.

Le gel des prix est toujours un remède de dernier recours dont on se sort difficilement. En recourant à cette extrémité, le gouvernement admet qu'il juge la situation assez préoccupante. Il craint des mouvements sociaux explosifs dans une population dont le revenu - en particulier celui des paysans - ne suit pas, et de loin, l'envolée des étiquettes. Le plan de refroidissement mis en place il y a un an a échoué et il a été jugé nécessaire de passer à une méthode plus contraignante.

Depuis quinze ans qu'a été entamé le processus d'ouverture de la Chine à l'économie de marché, amorcé après la mort de Mao Zedong par Deng Xiaoping, les aller et retour n'ont pas manqué. L'inflation avait déjà frôlé les 20 % en 1986. Mais bon an mal an, le « boom » de l'économie est resté relativement bien maîtrisé, ce qui a provoqué l'admiration des Occidentaux, qui comparent avec l'échec de la transition en Russie, par exemple. Cette fois-ci pourtant, l'inflation chinoise menace d'être plus coriace car elle s'ancre au cœur du système lui-même. La hausse des prix a pour point de départ des insuffisances de production, la demande dépasse l'offre. Elle se renforce ensuite dans le dédale du commerce, qui a obtenu il y a

deux ans une liberté entière de fixer ses tarifs. Elle s'alimente enfin et surtout dans une crise financière généralisée. Les banques détournent en effet les capitaux destinés au secteur planifié pour les placer avec de bien meilleurs rendements dans des projets mixtes ou privés. Mais pour autant les entreprises du secteur planifié n'en modifient pas leur allure. A court de crédit, elles accumulent les pertes que les autorités, locales ou centrales, finissent par combler d'une façon ou d'une autre de crainte d'un arrêt de la production qui entraînerait des grèves.

Réformes douloureuses

Le déficit budgétaire est en conséquence en passe de tripler cette année. La banque centrale, qui avait décidé de restreindre fortement l'accès au crédit il y a douze mois, est impuissante à colmater les flux parce que les banques obéissent mal et parce que les baronnies politiques provinciales multiplient les régimes d'exception. A cela s'ajoute la corruption. Les volumes de crédits continuent donc d'être colossaux (+35 % au premier semestre), et la machine s'emballe. La croissance du produit intérieur brut (PIB), qui devait être limitée à 9 % cette année, tourne autour de 12 %.

En gelant les prix, les autorités ont décidé de prendre un virage autoritaire. Il leur faudra pouvoir mettre cette décision en application en évitant les pénuries et le marché noir. Elles peuvent y parvenir. Mais pour que le processus de l'économie socialiste de marché poursuive sa route il faudra aussi, sans doute, engager des réformes douloureuses des circuits de décision qui débouchent sur des politiques monétaires et budgétaires enfin contrôlées. La Chine est arrivée manifestement à un seuil délicat.

E. L. B.

Aggravant la crise de gestion du studio américain

Jeffrey Katzenberg, président des studios Walt Disney, démissionne

LOS ANGELES

correspondance

Jeffrey Katzenberg, président des studios Walt Disney depuis 1984, a confirmé sa démission mercredi 24 août. Le départ de M. Katzenberg, connu pour son contrôle très étroit de la production des films (fictions et dessins animés), aggrave la crise de gestion que traverse actuellement la compagnie de Burbank, après le décès dans un accident d'hélicoptère de son président, Frank Wells, en avril dernier, et la convalescence actuelle de Michael Eisner, le PDG, opéré fin juillet après un malaise cardiaque.

Jeffrey Katzenberg espérait une promotion après la disparition de Frank Wells. Mais le grand spécialiste de « films à petit budget et concept fort » (low budget, high concept) avait produit de médiocres résultats au box office récemment (notamment *I Love Trouble* avec Julia Roberts, ou *Renaissance Man*). On disait sa formule usée. Cependant, l'énorme succès du dessin animé *The Lion King* (plus de 250 millions de dollars au box-office en deux mois), les ventes de produits dérivés et de cassettes vidéo ont permis à Walt Disney Company, malgré les pertes de ses parcs d'attractions, d'afficher une progression de 3 % sur ses bénéfices du trimestre dernier, qui ont atteint 267,5 millions de dollars (environ 1,45 milliard de francs) et dépassé les prévisions des analystes de Wall-Street. Buena Vista, qui dis-

tribue les films de Disney, reste le premier studio hollywoodien avec 20 % de part de marché, devant Warner (14,4 %), Paramount (13,7 %) et Universal (13,6 %).

Disney a annoncé une réorganisation de ses départements, scindant le cinéma et la télévision auparavant supervisés par Jeffrey Katzenberg, et a nommé Joe Roth, ancien président de la Twentieth Century Fox, à la tête du nouveau département cinéma de la compagnie. Jeffrey Katzenberg, quarante-trois ans, venu il y a dix ans de Paramount avec Michael Eisner, son mentor, pourrait être nommé à un poste de responsabilité chez Sony, autre studio en pleine crise de production et de gestion.

CLAUDINE MULARD

FESTIVAL DE VENISE : remous autour de la présence de Vargas Llosa au jury. — Le jury de la 51^{ème} Mostra, qui se déroulera du 1^{er} au 12 septembre, est composé des réalisateurs David Lynch, Nagisa Oshima, Olivier Assayas et Gaston Kabore, des actrices Margherita Buy et Uma Thurman, du critique David Stratton et de l'écrivain Mario Vargas Llosa, ancien candidat de la droite ultralibérale aux élections présidentielles du Pérou. La présence de ce dernier a déclenché la fureur de l'un des membres du conseil de la Biennale (dont dépend la Mostra), le directeur de l'Institut Gramsci, Umberto Curi, qui a accusé l'écrivain péruvien d'être un fasciste stipendié par la CIA. La direction du Festival n'a pas donné suite à ces protestations, et a confirmé l'invitation.

Myung Whun Chung assigne l'Opéra de Paris en référé

Le chef d'orchestre et directeur musical de l'Opéra de Paris a assigné l'Opéra en référé le 23 août devant le président du tribunal de grande instance de Paris, afin de faire juger que son contrat a été illégalement rompu. Chung conteste la dénonciation du contrat qui devait le lier avec l'Opéra jusqu'en août 2000, mais auquel le directeur de l'Opéra, Jean-Paul Cluzel, a mis fin unilatéralement le 12 août dernier (*le Monde* daté 14-15 août). L'affaire devait être plaidée jeudi 25. L'avocat de Chung demande d'ordonner, sous astreinte de 88 000 francs par infraction, l'interruption immédiate des répétitions de *Simon Boccanegra*, actuellement dirigées par Simone Young, et d'interdire les représentations qui devaient ouvrir la saison de l'Opéra sous sa direction le 19 septembre prochain. Chung demande également au juge d'interdire à l'Opéra de lui substituer un autre chef d'orchestre ou un autre directeur musical. — (AFP)

Les manifestants kurdes condamnés à Paris ne seront pas reconduits en Turquie

Trente Kurdes de nationalité turque, sous le coup d'arrêts de reconduite à la frontière après leur interpellation lundi 22 août lors d'une manifestation émaillée de violences devant le centre Beaubourg à Paris, ne seront pas renvoyés vers la Turquie, selon une décision prise mercredi 24 août par le tribunal administratif de Paris. En situation irrégulière sur le territoire français, ils avaient été assignés à résidence mardi par le tribunal correctionnel de Paris. Ils risquaient d'être renvoyés vers Ankara, ce qui aurait correspondu à une peine de mort, selon leur avocat, M^{re} Mourad Ousseidi.

Le suicide du commandant de bord à l'origine de l'accident d'avion au Maroc

Selon un communiqué du ministère marocain des transports, publié mercredi 24 août, l'accident de l'ATR-42 de la Royal Air Maroc (RAM) qui s'est écrasé dimanche soir près d'Agadir (sud du Maroc) faisant quarante-quatre morts a été provoqué par le commandant de bord qui, voulant se suicider, a volontairement provoqué la chute de l'appareil (*le Monde* du 23 août). Se référant aux premiers éléments de l'enquête, notamment à la transcription des enregistreurs de vol effectuée à Paris par le laboratoire officiel du bureau d'enquête accidents dépendant de l'administration de l'aviation civile française, le communiqué précise que le pilote « a débrayé le pilote automatique et précipité l'appareil vers le sol ». De même, on précise que ce comportement du commandant de bord était « d'autant plus imprévisible qu'il émane d'un pilote expérimenté (...), qui a régulièrement effectué ses visites médicales réglementaires annuelles au centre d'expertise médicale du personnel navigant, la dernière en date le 7 juillet dernier ».

Incendie dans un ferry au large de l'Angleterre

Un incendie s'est déclaré, jeudi matin 25 août, dans un ferry transportant du fret, alors qu'il se trouvait au large du port de Ramsgate, en Angleterre, en provenance de Dunkerque. Outre les 104 membres d'équipage, il y avait à bord une vingtaine de conducteurs de poids lourds. Il n'y a eu aucun blessé au cours de l'incendie. Tandis que des pompiers étaient hélicoptérés pour combattre le sinistre, les responsables des secours ont évacués toutes les personnes dont la présence n'était pas essentielle à bord, soit 102 personnes. — (AFP)

Deux militants antiracistes interpellés au cours de l'expulsion d'un Algérien. — Une trentaine de militants d'associations antiracistes se sont opposés, mardi 23 août, gare de Lyon à Paris, à l'expulsion du territoire d'un jeune déraciné algérien. Deux d'entre eux ont été mis en examen pour coups et blessures volontaires et remis en liberté après vingt-quatre heures de garde à vue. Ces deux militants auraient porté des coups à un policier, qui a porté plainte et obtenu un arrêt de travail de dix jours.

L'ESSENTIEL

INTERNATIONAL

Serbie : Slobodan Milosevic dans l'impasse

Après avoir rompu ses liens avec les Serbes de Bosnie, le président serbe attend maintenant un geste de la communauté internationale pour préserver son pouvoir. Mais ses volte-face laissent dubitatifs les diplomates et autres connaisseurs des doubles jeux balkaniques (*page 4*).

Extension des pouvoirs des Palestiniens en Cisjordanie

Israël et l'OLP ont paraphé, mercredi 24 août, au Caire, un accord sur le transfert de pouvoirs civils aux Palestiniens en Cisjordanie. Le document concerne sept domaines : l'éducation et la culture, la santé, les impôts, les affaires sociales, le tourisme, la jeunesse et les sports, ainsi que la coopération internationale (*page 8*).

POLITIQUE

Eclatement des courants au PS

Plus de 75 contributions avaient déjà été déposées, mercredi 24 août, rue de Solferino, marquant ainsi la première phase de préparation du congrès socialiste qui aura lieu du 18 au 20 novembre. Un flot de textes qui confirme l'éclatement des courants (*page 7*).

SOCIÉTÉ

Les souffrances des fœtus

Les résultats d'une étude médicale britannique récemment publiée par *The Lancet*

confirme un fait, généralement méconnu, sous-estimé ou mal accepté : le fœtus humain est susceptible de souffrir *in utero*, notamment lorsqu'il est soumis à certains gestes médico-chirurgicaux (*page 8*).

ECONOMIE

Flambée de hausses à Wall Street

L'indice Dow Jones - le thermomètre de la Bourse de New-York - a terminé la journée du mercredi 24 août à 3 847, au-dessus du niveau de 3 800 points pour la première fois depuis le 16 juin. Deux éléments ont alimentés cet optimisme nouveau sur le marché des actions : la baisse des commandes de biens durables en juillet et des progrès dans les négociations commerciales nippo-américaines (*page 19*).

SERVICES

Abonnements 22
Carnet 10
Marchés financiers 19-20
Météorologie 22
Mots croisés 22
Radio-télévision 23

La télématique du *Monde* :
36 15 LEMONDE
36 17 LMDOC
et 36-29-04-58

DEMAIN

Temps libre
Les Canaries hésitent entre l'Europe de Bruxelles et l'Amérique de Caracas. Refuge de générations entières de retraités britanniques ou allemands, l'archipel songe parfois aussi à l'indépendance.

Le numéro du « *Monde* » daté jeudi 25 août 1994 a été tiré à 523 874 exemplaires

مكتبة جامعة القاهرة